

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1947-1948.

RÉUNION DU 3 MARS 1948.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget chargée d'examiner le projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de Trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1947-1948.

COMMISSIEVERGADERING VAN 3 MAART 1948.

Verslag uit naam van de Commissie van Financiën en van Begroting belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende aanrekening op de algemene begroting der uitgaven die gedurende de dienstjaren 1946 en voorgaande gefinancierd werden door schatkistvoorschoten.

Présents : MM. VAN OVERBERGH, président; ALLEWAERT, DE BRUYNE, DE DORLODOT, DE SMET (P.), DIERCKX, HARMEGNIES, LOGEN, MULLIE, RONSE, SCHOT, TAILLARD, VAN LAEYS, VAN ZEELAND, VOS et DOUTREPONT, rapporteur.

INTRODUCTION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Il nous est un agréable devoir de rendre hommage à M. le Ministre des Finances Eyskens et à M. le député Parisis pour l'abondante et substantielle documentation qu'ils ont mise à notre disposition et qui a considérablement facilité notre tâche.

Nous ne croyons cependant pas manquer à la modestie en signalant la part prise par votre Commission des Finances du Sénat dans l'œuvre d'assainissement budgétaire, objet du projet de loi en discussion. Depuis avant la guerre déjà, votre Commission a attiré l'attention du Gouvernement sur l'augmentation croissante d'année en année des dépenses extra-budgétaires, des crédits supplé-

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

- 431 (Session de 1946-1947) : Projet de loi;
- 35 (Session de 1947-1948) : Amendements;
- 75 (Session de 1947-1948) : Rapport ;
- 85 (Session de 1947-1948) : Amendement.

Annales de la Chambre des Représentants :

22, 27 et 29 janvier 1948.

Document du Sénat :

- 124 (Session de 1947-1948) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

INLEIDING.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Het is ons een aangename plicht hulde te brengen aan de h. Minister van Financiën Eyskens en aan de h. volksvertegenwoordiger Parisis om de overvloedige en stevige documentatie die zij tot onze beschikking hebben gesteld en die onze taak aanzienlijk heeft vergemakkelijkt.

Wij menen evenwel niet aan de bescheidenheid te kort te doen door te wijzen op het aandeel dat de Commissie van Financiën van de Senaat genomen heeft in de sanering der begroting, hetgeen het doel uitmaakt van het thans besproken wetsontwerp. Reeds vóór de oorlog heeft uw Commissie de aandacht van de Regering gevestigd op de van jaar tot jaar stijgende vermeerdering van de uit-

Zie :

Gedr. Stukken van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

- 431 (Zitting 1946-1947) : Wetsontwerp ;
- 35 (Zitting 1947-1948) : Amendementen ;
- 75 (Zitting 1947-1948) : Verslag ;
- 85 (Zitting 1947-1948) : Amendement.

Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

22, 27 en 29 Januari 1948.

Gedr. Stuk van de Senaat :

- 124 (Zitting 1947-1948) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

mentaires et des avances de Trésorerie et sur les dangers résultant de ce financement anormal et irrégulier pour l'équilibre du budget et subsidiairement pour la monnaie nationale. Nous nous plaçons à croire que ces cris d'alarme n'ont pas été complètement étrangers à l'initiative gouvernementale.

Le présent rapport comprendra trois parties :

I. — Le rappel des principes et l'exposé des dérogations commises;

II. — L'analyse critique des articles et des crédits;

III. — Les conclusions.

PREMIERE PARTIE.

LES POUVOIRS DU GOUVERNEMENT SONT STRICTEMENT LIMITÉS.

Les principes de la matière se trouvent en ordre principal dans les articles 115 et 116 de la Constitution (1) et dans l'article 16 de la loi du 15 mai 1846 organique de la comptabilité de l'Etat (2).

Dès 1830, les Chambres, par réaction contre les abus du régime antérieur, ont strictement limité les pouvoirs du Gouvernement : celui-ci est confiné aux crédits qui lui sont octroyés par la voie du budget; il ne peut se permettre aucune dépense en dehors ou au delà des allocations ouvertes aux Ministres. Cette règle est d'ailleurs entièrement en concordance avec l'esprit de notre droit public; elle est d'une rigidité absolue; notre droit budgétaire ne connaît aucune tolérance en la matière, n'autorise aucune dérogation. Aussi ne pouvons-nous nous rallier à cette affirmation que nous lisons dans le préambule de l'exposé des motifs du projet (voir

(1) *Article 115 de la Constitution.* — Chaque année, les Chambres arrêtent la loi des comptes et votent le budget.

Toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes.

Article 116 de la Constitution :

La Cour des Comptes est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'Administration générale et de tous les comptables envers le trésor public. Elle veille à ce qu'aucun article des dépenses du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu.

(2) *Article 16 de la loi du 15 mai 1846.* — Les Ministres ne peuvent faire aucune dépense au-delà des crédits ouverts à chacun d'eux. Ils ne peuvent accroître, par aucune ressource particulière, le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services respectifs.

gaven buiten de begroting om, van de bijkredieten en van de thesaurievoorschotten, zomede op de gevaren die uit deze abnormale en onregelmatige financiering voortspruiten voor het evenwicht van de begroting en, in bijkomende orde, voor 's lands munt. Wij willen geloven dat deze alarmkretten niet volledig vreemd zijn geweest aan het initiatief der Regering.

Dit verslag omvat drie delen :

I. — Het in herinnering brengen van de beginselen en de uiteenzetting van de begane afwijkingen;

II. — De critische ontleding van de artikelen en kredieten;

III. — De besluiten.

EERSTE DEEL.

DE MACHTEN DER REGERING ZIJN STRENG BEGRENSD.

De beginselen in dit verband zijn in hoofdzaak weer te vinden in de artikelen 115 en 116 van de Grondwet (1) en in artikel 16 van de wet van 15 Mei 1846 houdende inrichting van de rijkscomptabiliteit (2).

Reeds in 1830 hebben de Kamers, uit reactie tegen de misbruiken van het voorgaand bewind, de machten van de Regering streng beperkt : deze wordt begrensd tot de credieten die haar verleend worden langs begrotingsweg; zij kan geen enkele uitgave doen buiten of boven de aan de Ministers geopende toekenningen. Deze regel is trouwens volkomen in overeenstemming met de geest van ons Staatsrecht en van volkomen strenge toepassing; ons begrotingsrecht kent geen enkele toegeving op dit gebied, noch laat enige afwijking toe. Wij kunnen dan ook de bewering niet bijtreden die wij lezen in de inleiding van de memorie van toelichting van het

(1) *Artikel 115 van de Grondwet.* — Ieder jaar worden de rekeningwet en de begroting door de Kamers vastgesteld.

Al de ontvangsten en uitgaven van het Rijk moeten op de begrotingen en op de rekeningen worden gebracht.

Artikel 116 van de Grondwet :

Dit Hof is belast met het nazien en het vereffenen der rekeningen van het algemeen bestuur en van al wie tegenover 's Lands kas rekenplichtig is. Het zorgt er voor, dat geen artikel van de uitgaven der begroting wordt overschreden en dat geen overschrijvingen geschieden.

(2) *Artikel 16 van de wet van 15 Mei 1846.* — De Ministers kunnen geen enkele uitgave doen boven de aan elk hunner geopende kredieten. Zij kunnen, door geen enkel bijzonder middel, het bedrag van de aan de uitgaven van hun onderscheiden diensten toegewezen kredieten verhogen.

page 3) : « *Ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel que le droit budgétaire belge tolère des dépenses gouvernementales qui n'ont pas reçu l'autorisation préalable du Parlement* ». Il n'existe, en effet, aucune disposition dans le droit budgétaire belge qui autorise, voire qui tolère, que les Ministres fassent des dépenses en dehors des crédits qui leur sont ouverts par la voie des lois de crédits.

Jusqu'en ces derniers temps, le recours aux moyens de paiement extra-budgétaires avait été justifié par l'application de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1921 organique de la comptabilité des dépenses engagées. Cet article, après avoir édicté le principe du visa par le comptable des dépenses engagées des contrats et marchés avant leur exécution, porte que « *le comptable ne peut pas refuser son visa si celui-ci est imposé par une délibération du Conseil des Ministres* ». Cette disposition n'avait d'autre but que d'éviter qu'un fonctionnaire trop pointilleux pût entraver l'action d'un Ministre en s'opposant à l'exécution d'un contrat en raison, par exemple, d'une contestation sur l'une ou l'autre question accessoire; les auteurs de la loi avaient bien en vue une contestation à propos d'un crédit budgétaire régulièrement voté par le Parlement. Cela ne peut faire aucun doute pour celui qui se donne la peine de lire les travaux préliminaires de cette loi. M. Theunis, Ministre des Finances de l'époque, a fait voter celle-ci dans le but de pouvoir surveiller la consommation des crédits et d'en éviter le dépassement. Il est donc absurde de supposer que, dans une loi ayant pour but d'enrayer les dépassements de crédit, le Gouvernement puisse trouver, avec l'assentiment du Parlement, le moyen de donner à ceux-ci toutes les apparences de la légalité.

Et cependant depuis 1921 c'est à la faveur de délibérations du Conseil des Ministres, basées sur cet article 5, que de très nombreuses dépenses de tout genre sont engagées et payées en dehors des crédits supplémentaires dont l'octroi est véritablement imposé au Parlement.

L'erreur d'interprétation a été dénoncée très souvent au cours des discussions financières tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat. Aussi semble-t-il qu'une justification nouvelle des errements gouvernementaux ait été recherchée. Nous lisons, en effet, dans le rapport de M. le Représentant Parisi que « *lors du vote de la loi de 1846 le législateur dut admettre que des circonstances imprévues et imprévisibles pouvaient amener le Gouvernement à faire des paiements au-delà des crédits budgétaires, par exemple pendant les vacances parlementaires* », que « *des discussions, tant en sections qu'au Parlement il résulta que, si le Gouvernement devait décréter des mesures qui ne prévoyaient pas les crédits législatifs, rien ne l'empêchait de prendre ces mesures sous sa responsabilité, quitte à demander ensuite les crédits nécessaires* ». Bref, la loi du 15 mai 1846 autoriserait dans certains cas l'ouverture de crédits par le Gouvernement pour des dépenses extra-budgétaires.

ontwerp (blz. 3) : « *Het Belgisch begrotingsrecht gedooft slechts geheel uitzonderingsgewijs Regeringsuitgaven waartoe niet te voren door het Parlement machtiging werd verleend* ». Er bestaat immers geen enkele bepaling van het Belgisch begrotingsrecht die toelaat of duldt dat de Ministers uitgaven doen buiten de kredieten die hun geopend zijn langs de weg van de kredietwetten.

Tot deze laatste tijden was het gebruik van de extra-budgetaire betalingsmiddelen verantwoord geworden door de toepassing van artikel 5 der wet van 20 Juli 1921 tot instelling van de comptabiliteit der vastgelegde kredieten. Dit artikel, na het beginsel van het visa door de rekenplichtige van de vastgelegde kredieten, van de contracten en overeenkomsten voor leveringen voor hun uitvoering uitgevaardigd te hebben, bepaalt dat « *de rekenplichtige zijn visa niet kan weigeren, indien het hem opgelegd is door een besluit van den Ministerraad* ». Deze bepaling had geen ander doel dan te vermijden dat een te nauwlettende ambtenaar de werking van een Minister zou kunnen hinderen door zich tegen de uitvoering van een contract te verzetten om reden, bij voorbeeld, van een betwisting over een of andere bijkomende kwestie; de makers van de wet hadden wel op het oog een betwisting nopens een regelmatig door het Parlement goedgestemd begrotingskrediet. Dit lijdt geen de minste twijfel voor wie zich de moeite geeft de voorbereidende werkzaamheden van deze wet te lezen. De h. Teunis, toenmalig Minister van Financiën, heeft deze doen goedstemmen met het doel het gebruik van de kredieten te kunnen nagaan en de overschrijding ervan te vermijden. Het is dus ongerijmd te veronderstellen dat de Regering, in een wet die tot doel heeft de kredietoverschrijdingen tegen te houden, het middel zou kunnen vinden, met de toestemming van het Parlement, om daaraan de schijn van wettelijkheid te geven.

En toch worden sinds 1921, op grond van de beslissingen van de Ministerraad, gesteund op dit artikel 5, zeer talrijke kredieten van alle slag vastgelegd en betaald buiten de bijkredieten waarvan de toekenning van het Parlement werkelijk afgedwongen wordt.

Die verkeerde uitlegging werd zeer dikwijls aangeklaagd in de loop van de financiële besprekingen zoowel in de Kamer der Volksvertegenwoordigers als in de Senaat. Het schijnt dan ook dat naar een nieuwe rechtvaardiging van de gedragingen der Regering werd gezocht. Wij lezen immers in het verslag van Volksvertegenwoordiger Parisi dat « *bij de goedkeuring van de wet van 1846, de wetgever moest toegeven dat onvoorziene en niet te voorziene omstandigheden de Regering er konden toe brengen betalingen boven de begrotingskredieten te doen, b.v., tijdens het parlementair reces* », dat « *uit de besprekingen zowel in de afdelingen als in het Parlement bleek dat, indien de Regering maatregelen moest uitvaardigen die door de wetgevende kredieten niet werden voorzien, niets haar belette die maatregelen onder haar verantwoordelijkheid te nemen, zelfs al moest zij daarna de nodige kredieten aanvragen* ». Kortom, de wet van 15 Mei 1846 zou in sommige gevallen de opening, door de Regering,

L'opinion des Législateurs de 1846.

Nous avons fait quelques recherches à ce sujet dans les documents parlementaires de la session 1845-1846; nous en consignons le résultat ci-après :

Rapport fait par M. De Man d'Attenrode au nom de la section centrale sur le projet de loi concernant la comptabilité de l'Etat :

« Article 17 (nouveau).

» Comme nous venons de le constater, il est mis obstacle à ce que le Ministre des Finances dispose des fonds du Trésor sous contrôle sur une simple assignation, sur un mandat, par les articles 5 et 7 et par la disposition fondamentale de l'article 14 du projet de la loi constitutive de la Cour des Comptes.

» Le Pouvoir exécutif se trouve donc réduit aux seuls crédits alloués par la loi et il ne peut les dépenser que pour l'objet auquel elle les destine.

» Cependant, des circonstances extraordinaires pourraient surgir hors l'époque de la réunion des Chambres, qui fussent de nature à exiger dans l'intérêt du pays, la disposition de fonds pour dépenses urgentes.

» L'Administration, par suite du régime de comptabilité auquel elle sera soumise, se trouverait, dans cette occurrence, incapable d'agir en faveur des intérêts qui lui sont confiés.

» Il a donc paru à votre Section centrale qu'il était nécessaire d'adopter une disposition qui autorisât les Ministres de disposer, en cas d'urgence et en l'absence des Chambres, par arrêté royal, sur l'avis du Conseil des Ministres et avec le visa de la Cour des Comptes, des fonds dont l'emploi serait jugé immédiatement nécessaire par suite des circonstances imprévues et extraordinaires dans l'intérêt public.

» D'après cette disposition, cette faculté leur serait donnée, soit que le crédit jugé nécessaire concernât un service prévu au budget ou non. Si le service est prévu, la dépense serait fondée sur un crédit insuffisant; si le service n'est pas prévu, la dépense se fonderait sur un besoin imprévu.

.....

» La Section centrale propose l'article tel qu'il est porté à son projet, dont il devient le 17^e. »

Article 17 (nouveau).

« Dans les circonstances extraordinaires et en l'absence des Chambres, les Ministres peuvent disposer pour des services urgents et avec visa préalable de la

van kredieten voor extra-budgetaire uitgaven toelaten.

Mening van de Wetgevers van 1846.

Wij hebben enige opzoekingen hieromtrent gedaan in de parlementaire stukken van de zitting 1845-1846; hierna geven wij er de uitslag van :

Verslag namens de centrale afdeling uitgebracht door de h. De Man d'Attenrode over het wetsontwerp betreffende de rijkscomptabiliteit.

« Artikel 17 (nieuw).

» Zoals wij het zoeven vastgesteld hebben, wordt de Minister van Financiën verhinderd over gelden van de schatkist onder controle te beschikken op een eenvoudige assignatie, op een mandaat, bij de artikelen 5 en 7 door de grondbepaling van artikel 14 van het wetsontwerp houdende oprichting van het Rekenhof.

» De uitvoerende macht ziet zich dus beperkt uitsluitend tot de kredieten die door de wet worden toegekend en zij mag ze slechts uitgeven voor het doel waartoe ze door de wet bestemd zijn.

» Evenwel zouden zich buitengewone omstandigheden kunnen voordoen buiten de tijd dat de Kamers vergaderen, omstandigheden die in het belang van het land zouden kunnen vergen dat het over gelden beschikt voor dringende uitgaven.

» Het Bestuur zou zich, tengevolge van het stelsel van boekhouding waaraan het zal onderworpen zijn, in dit geval in de onmogelijkheid bevinden om op te treden ter verdediging van de belangen die hem zijn toevertrouwd.

» Het scheen uw Centrale Afdeling dus dat het nodig was een bepaling te aanvaarden die de Ministers zou machtigen om, in geval van hoogdringendheid en bij afwezigheid van de Kamers, bij koninklijk besluit, op het advies van de in Raad vergaderde Ministers en met het visa van het Rekenhof, te beschikken over gelden waarvan het gebruik dadelijk noodzakelijk zou geacht zijn tengevolge van onvoorziene en buitengewone omstandigheden, in het openbaar belang.

» Volgens deze bepaling zou deze machtiging hun gegeven worden onverschillig of het noodzakelijk geacht krediet betrekking had op een in de begroting vermelde dienst of niet. Indien de dienst vermeld is, zou de uitgave gegrond worden op een ontoereikend krediet, indien de dienst niet vermeld is, zou de uitgave gegrond worden op een onvoorziene behoefte.

.....

» De Middenafdeling stelt het artikel voor zoals het in haar ontwerp opgenomen is; het wordt hiervan het 17^e. »

Artikel 17 (nieuw).

« In de buitengewone omstandigheden en bij afwezigheid van de Kamers, kunnen de Ministers voor spoedeisende diensten en met voorafgaand visum van

Cour des Comptes, des crédits ouverts par ordonnance du Roi, sur l'avis du Conseil des Ministres.

« Ces ordonnances sont contresignées par le Ministre qui crée la dépense et par celui des Finances et insérées au Moniteur.

« Ces ordonnances sont réunies en un seul projet de loi pour être soumises par le Ministre des Finances à la sanction des Chambres dans les huit premiers jours de leur plus prochaine réunion et avant la présentation des budgets. »

En séance de la Chambre des Représentants du 3 mars 1846, M. le Ministre des Finances a proposé la rédaction suivante :

« En l'absence des Chambres, le Roi peut, sur la proposition du Conseil des Ministres, ouvrir des crédits pour faire face à des besoins imprévus et urgents.

« Les dépenses imputées sur ces crédits sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes.

« Les arrêtés sont contresignés par le Ministre qui crée la dépense et par celui des Finances et insérés au Moniteur.

« Ces arrêtés sont réunis en un seul projet de loi qui est présenté, par le Ministre des Finances, aux Chambres à la plus prochaine session et avant la présentation des budgets. »

Ces propositions ont été discutées au cours des séances des 3 et 4 mars 1846; ces discussions ont abouti à leur retrait sans plus.

Le Ministre des Finances avait précisé ses intentions dans les termes ci-après :

.....

« Le projet de loi que nous discutons supprime la faculté qui existe aujourd'hui, pour le Ministre des Finances, de mandater directement sur le Caissier de l'Etat, de faire sortir du Trésor des fonds pour les besoins imprévus et urgents. »

« Je pense qu'il peut se présenter telle circonstance où le Ministre des Finances ne devrait pas hésiter à user du pouvoir qu'il a, de mandater directement sur le Caissier de l'Etat, sauf à encourir la responsabilité de cet acte.

« Mais, il faut bien le dire, il y a dans la disposition qui donne ce pouvoir au Ministre des Finances un danger sérieux pour les finances du pays. C'est ainsi qu'en France, dans une circonstance assez récente, l'avenir du pays a été grevé d'une manière très considérable, par l'usage du pouvoir d'ouvrir des crédits supplémentaires.

« Je crois qu'il suffit ici que, moyennant les garanties indiquées dans l'article nouveau, le Gouvernement ait le pouvoir d'ouvrir des crédits pour les besoins urgents et imprévus, et que ce soit en l'absence des Chambres, avec le visa de la Cour des Comptes et de l'avis préalable du Conseil des Ministres; ces garanties et surtout l'obligation de

het Rekenhof, beschikken over bij ordonnantie van de Koning, op advies van de Ministerraad, geopende kredieten.

« Die ordonnanties worden medeondertekend door de Minister die de uitgave schept en door de Minister van Financiën; zij worden in het Staatsblad opgenomen.

« Die ordonnanties worden in één enkel wetsontwerp verenigd om, door de Minister van Financiën, aan de Kamers ter bekrachtiging voorgelegd te worden binnen de eerste acht dagen, na hun eerstvolgende vergadering, en vóór het indienen van de begrotingen. »

In de vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 3 Maart 1846, heeft de Minister van Financiën de volgende redactie voorgesteld :

« Bij afwezigheid van de Kamers van de Koning, op de voordracht van de Ministerraad, kredieten openen om te voorzien in onverwachte en spoedeisende behoeften.

« De op die kredieten aangerekende uitgaven worden vooraf aan het visum van het Rekenhof voorgelegd.

« De besluiten worden medeondertekend door de Minister die de uitgave schept en door de Minister van Financiën; zij verschijnen in het Staatsblad.

« Deze besluiten worden in één enkel wetsontwerp verenigd dat door de Minister van Financiën aan de Kamers voorgelegd wordt, in de eerstkomende zitting, en vóór het indienen van de begrotingen.

Deze voorstellen werden besproken in de loop van de vergaderingen van 3 en 4 Maart 1846; die besprekingen leidden zonder meer tot intrekking ervan.

De Minister van Financiën had zijn bedoelingen in de navolgende termen omschreven :

.....

« Het wetsontwerp dat wij in behandeling hebben heft de thans voor de Minister van Financiën bestaande mogelijkheid op, om rechtstreeks, ten bezware van de Rijkskassier, betalingsbevelen te geven, om uit de Schatkist gelden te nemen voor de onvoorziene en dringende behoeften.

« Ik denk dat een bepaalde omstandigheid zich kan voordoen waarin de Minister van Financiën niet zou moeten aarzelen om gebruik te maken van de macht die hij bezit om rechtstreeks ten bezware van de Rijkskassier betalingsbevelen te geven, onder voorbehoud dat hij voor die daad verantwoordelijkheid op zich neemt.

« Doch, het moet wel gezegd worden, in de bepaling waarbij die macht aan de Minister van Financiën verleend wordt, schuilt een ernstig gevaar voor 's lands financiën. Aldus werd in Frankrijk, in een omstandigheid van vrij jonge datum, de toekomst van het land aanzienlijk bezwaard door gebruikmaking van de macht om bijkredieten te openen.

« Ik denk dat het hier volstaat dat, onder naleving van de in het nieuw artikel aangewezen waarborgen, de Regering de macht heeft om kredieten te openen voor de dringende en onvoorziene behoeften en dat zulks, bij afwezigheid van de Kamers, geschiedt met het visum van het Rekenhof

faire ratifier ces mesures par les Chambres doivent ôter toute crainte que les finances du pays dans un moment d'entraînement, ne soient grevées de charges trop onéreuses; il n'est pas à craindre non plus que le Gouvernement, obligé de faire face à des événements non prévus par la loi du budget, se trouve dans l'impossibilité de faire sortir des fonds du Trésor.

» J'ai cherché, dans la rédaction nouvelle que j'ai eu l'honneur de proposer, à employer les expressions les plus restrictives. Si, dans le cours de la discussion, il en était indiqué qui fussent plus restrictives encore, mais qui me permissent à moi et à mes successeurs, de faire sortir des fonds du Trésor, lorsqu'un besoin réel l'exige, je me rallierais volontiers à ces changements de rédaction, pourvu que l'intérêt que j'ai voulu protéger, restât sauf. »

La question fut considérée comme si grave que la discussion fut remise au lendemain afin de permettre un examen sérieux.

Le 4 mars 1846, le rapporteur, M. De Man d'Attenrode, intervint comme suit :

.....

« D'après l'article 16, que la Chambre a adopté, aucune sortie de fonds ne peut se faire sans le concours du Ministre des Finances et sans le visa préalable et la liquidation de la Cour des Comptes, sauf les exceptions établies par la loi.

« Donc, en vertu de cette disposition, pas un centime ne pourra sortir du Trésor sans un crédit législatif. Il a semblé à la Section centrale qu'il était dangereux de laisser le Gouvernement entièrement dépourvu de la faculté de faire face à certains besoins imprévus, dans les circonstances extraordinaires et en l'absence des Chambres; un des membres de la Section centrale a donc présenté l'article en discussion, que la Section centrale a adopté à l'unanimité.

» Cet article commence en ces termes : « Dans les » circonstances extraordinaires et en l'absence des » Chambres... »

» M. le Ministre des Finances a déclaré que cette proposition lui semblait offrir des dangers dans certaines circonstances et qu'il avait présenté une autre proposition dans un sens restrictif. Il me semble, Messieurs, que la proposition de M. le Ministre a un effet tout à fait différent; il supprime les mots « dans des circonstances extraordinaires » et il enlève ainsi la garantie que nous voulions avoir qu'il ne serait fait usage de cette faculté que dans des circonstances très graves. Ce sera une calamité publique, une invasion, une épidémie, que sais-je! une rupture de digue. Si le Gouvernement pouvait disposer du Trésor seulement pour les besoins imprévus et urgents, l'exception deviendrait trop fréquente, car l'Administration prétend toujours qu'elle a des besoins imprévus et urgents.

en het voorafgaand advies van de Ministerraad; die waarborgen en vooral de verplichting om die maatregelen door de Kamers te laten bekrachtigen moeten elke vrees wegnemen dat 's lands financiën, op een onbewaakt ogenblik, met al te drukkende lasten zouden bezwaard worden; het is evenmin te vrezen dat de Regering, verplicht het hoofd te bieden aan gebeurtenissen die door de begrotingswet niet werden voorzien, zich in de onmogelijkheid bevindt gelden uit de Schatkist te nemen.

» In de nieuwe redactie, welke ik de eer had voor te stellen, heb ik een poging gedaan om de meest beperkende uitdrukkingen te gebruiken. Indien, in de loop van de bespreking, er mochten aangevoerd worden die nog beperkender zijn, doch mijzelf en mijn opvolgers zouden toelaten gelden uit de Schatkist te nemen, wanneer een werkelijke behoefte zulks vereist, zou ik mij bij die redactiewijzigingen graag aansluiten, zo het belang dat ik heb willen beschermen maar onaangetast blijft.

De kwestie werd zo gewichtig geacht dat de bespreking tot de volgende dag uitgesteld werd om een ernstig onderzoek mogelijk te maken.

Op 4 Maart 1846 sprak de verslaggever, de h. De Man d'Attenrode, zich als volgt uit :

.....

« Volgens artikel 16, dat door de Kamer goedgekeurd werd, kunnen geen gelden uitgegeven worden zonder medezeggenschap van de Minister van Financiën en zonder het voorafgaand visum en de vereffening van het Rekenhof, behoudens voor de bij de wet vastgestelde uitzonderingen.

» Dus, krachtens deze bepaling, kan geen enkele centime uit de Schatkist uitgegeven worden zonder een door de wetgevende macht goedgekeurd krediet. Het is de Hoofdafdeling gebleken dat het gevaarlijk was de Regering volkomen zonder macht te laten om in zekere onverwachte behoeften te voorzien, in de buitengewone omstandigheden en bij afwezigheid van de Kamers ; één der leden van de Hoofdafdeling heeft dus het besproken artikel voorgedragen dat door de Hoofdafdeling met algemene stemmen aangenomen werd.

» Dit artikel vangt aan met de volgende termen : « In de buitengewone omstandigheden en bij afwezigheid van de Kamers... »

» De h. Minister van Financiën heeft verklaard dat dit voorstel hem in bepaalde omstandigheden gevaren scheen op te leveren en dat hij een ander voorstel in een beperkende zin voorgesteld had. Het komt mij voor, Mijne Heren, dat het voorstel van de h. Minister een volstrekt verschillende uitwerking heeft; hij laat de woorden « in buitengewone omstandigheden » wegvallen en neemt aldus de waarborg weg die wij wilden hebben, zegge dat van die vrijheid geen gebruik zou gemaakt worden dan in zeer ernstige omstandigheden. Het zou een openbare ramp, een inval, een ziekteplag, wat weet ik al! een dijkbreuk zijn. Indien de Regering over de Schatkist slechts mocht beschikken voor de onverwachte en dringende behoeften, dan zou de uitzondering te veelvuldig voorkomen, want de Administratie beweert maar altijd door dat zij onvoorziene en dringende behoeften heeft.

» Il m'est donc impossible d'adopter la rédaction de M. le Ministre des Finances; si la Chambre croyait devoir supprimer les premiers mots de l'article 17 de la section centrale, je serais le premier à demander le rejet de la proposition que nous discutons. »

Les dispositions proposées ont été combattues par différents orateurs. Nous empruntons à ces discours les passages les plus caractéristiques.

M. DELEHAYE. — « Il est toujours dangereux d'admettre un pareil système. Pour ma part, je ne lui donnerai pas mon assentiment, d'autant moins que le Gouvernement n'a pas demandé les pouvoirs qu'on veut lui donner. »

» D'ailleurs, il n'y a pas de considération qui puisse mettre le Gouvernement dans la nécessité de disposer des fonds avant le vote de la Chambre. Il peut arriver qu'il doive prendre des mesures; rien ne l'empêchera de les prendre sous sa responsabilité et de venir demander, après, les fonds nécessaires pour le paiement. »

M. de GARCIA. — ... « On ne peut, sans s'exposer aux plus graves abus, admettre le principe consacré dans ces diverses dispositions qui, dans la pensée de ses auteurs, n'est réclamé que pour des cas rares, imprévus, urgents et de la plus haute gravité et lorsqu'il s'agit du salut de la patrie. Faut-il, pour des cas aussi exceptionnels, créer, dans la loi un principe qui peut ouvrir la porte aux plus larges abus? »

» Telle ne peut être mon opinion. Pour des hypothèses de cette nature, le Gouvernement aura toujours pour lui une loi aussi ancienne que l'établissement des nations; il pourra invoquer une loi suprême devant laquelle se taisent toutes les autres: *salus populi, suprema lex*. Tant qu'il n'agira que dans ce cercle, et je ne veux pas qu'il agisse dans un autre, qu'il soit parfaitement tranquille, il obtiendra sans peine un bill d'indemnité de la Législature, pour l'atteinte portée à quelques-unes de nos lois, à l'effet de sauver la patrie. Cela reconnu, je ne pourrai consentir à consigner dans la loi une disposition qui peut donner lieu aux plus grands inconvénients. »

M. SAVART. — « Messieurs, tout le monde sent qu'il peut se trouver telle circonstance impérieuse où l'on pourrait regretter que le pouvoir exécutif n'ait pas la faculté qu'on exige ici en sa faveur; je doute cependant que nous puissions voter l'article, sauf peut-être le cas où le salut de l'Etat en dépendrait. »

M. JONET a démontré le caractère inconstitutionnel des propositions; il s'est basé, en ordre principal, sur les articles 115 et 116 de la Charte et a déclaré qu'il n'était pas possible de donner au Gouvernement le droit de faire, sans intervention des Chambres, des dépenses quelconques, dans quelque position que ce soit.

» Het is mij dus onmogelijk de redactie van de h. Minister van Financiën goed te keuren; mocht de Kamer menen de eerste woorden van artikel 17 van de Hoofdafdeling te moeten weglaten, dan zou ik de eerste zijn om afwijzing te vragen van het voorstel dat wij in behandeling hebben.

De voorgestelde bepalingen werden door verscheidene sprekers bestreden. Wij ontleenen aan die redevoeringen de meest kenmerkende delen.

De h. DELEHAYE. — « Het is steeds gevaarlijk een dergelijk stelsel aan te nemen. Wat mij betreft, ik zal er mijn goedkeuring niet aan hechten, des te min daar de Regering de machten die men haar wil verlenen niet gevraagd heeft. »

» Er bestaat trouwens geen enkele overweging die de Regering in de noodzakelijkheid kan brengen over gelden te moeten beschikken vóór de goedkeuring door de Kamer. Het kan zich voordoen dat zij maatregelen moet treffen; niets zal haar beletten die onder haar verantwoordelijkheid te nemen en achteraf de voor de betaling nodige gelden te komen vragen. »

De h. DE GARCIA. — ... « Men kan, zonder zich aan de meest ernstige misbruiken bloot te stellen, geen genoegen nemen met het in die verscheidene bepalingen bekrachtigd beginsel, dat, in de gedachte van de indianers, slechts wordt gevraagd voor zeldzame, onvoorziene, dringende en hoogstgewichtige gevallen en wanneer het gaat om 's lands heil. Is het nodig, om wille van zulke uitzonderingsgevallen, in de wet een beginsel tot stand te brengen dat de deur voor de meest verstrekkende misbruiken kan openstellen. »

» Dit kan mijn mening niet zijn. Voor dergelijke gevallen zal de Regering steeds kunnen verwijzen naar een wet die zo oud is als het tot stand komen van de naties; zij zal zich kunnen beroepen op een opperste wet, waarvoor al de andere zwijgen: *salus populi suprema lex*. Zolang zij slechts in die kring zal handelen, en ik wil niet dat zij in een andere zou handelen, kan zij volkomen gerust zijn, zij zal zonder moeite een fiattering van de wetgevende macht bekomen voor de inbreuk die op enkele van onze wetten gedaan is, met het doel het vaderland te redden. Dit erkend zijnde, kan ik er niet in toestemmen in de wet een bepaling op te nemen die kan aanleiding geven tot de ernstigste bezwaren. »

De h. SAVART. — « Mijne Heren, iedereen voelt dat er zich een zulkdanige dwingende omstandigheid kan voordoen waarin men zou betreuren dat de uitvoerende macht niet de bevoegdheid heeft die men hier te haren gunste vordert; ik betwijfel evenwel of wij het artikel kunnen goedkeuren, behoudens misschien het geval waarin het heil van de Staat daarvan zou afhangen. »

De h. JONET heeft het ongrondwettelijke karakter van de voorstellen bewezen; hij steunde in hoofdzaak op de artikelen 115 en 116 van de Grondwet en heeft verklaard dat het niet mogelijk was aan de Regering het recht te geven om, zonder tussenkomst van de Kamer, welke uitgave ook te verrichten, in welke toestand het ook zij.

MM. de MERODE et DESMET, par contre, ont défendu l'amendement de la section centrale, insistant toutefois particulièrement sur les garanties exigées : circonstances graves, imprévues, extraordinaires et urgentes.

« Il faut, a déclaré notamment M. Desmet, qu'il y ait nécessité et urgence de faire une dépense pour éviter de grands maux. »

Quoi qu'il en soit, les propositions n'ont pas été soumises au vote. Le Ministre des Finances a retiré la sienne et il a fait la déclaration suivante :

« Après avoir entendu, Messieurs, tout ce qui a été dit dans cette discussion, je me suis décidé à retirer l'amendement que j'ai eu l'honneur de vous soumettre. Je pense qu'il est bien entendu que, dans un moment comme celui en vue duquel l'article a été proposé, le Gouvernement, je ne dis pas seulement pourrait, mais devrait même user de tous les moyens en son pouvoir pour que les intérêts du pays ne fussent pas lésés. Je pense, Messieurs, que malgré les dispositions impératives de la loi, dans une telle circonstance, la Cour des Comptes ne refuserait pas son visa. »

Quant au rapporteur de la section centrale, il a également renoncé à l'insertion de l'article 17 « puisque le Gouvernement pensait pouvoir s'en passer ».

Ces citations, forcément un peu longues mais que nous estimons devoir reproduire, montrent dans quelles conditions le Législateur de 1846 s'est occupé de la question qui nous intéresse actuellement. Le Sénat estimera certainement avec nous que le retrait de ces deux propositions et les commentaires faits par les divers orateurs ne sauraient justifier le recours aux mandats du Trésor dans les conditions que nous connaissons depuis 1921.

Que l'on relise attentivement le texte des propositions ; il s'agissait d'autoriser l'utilisation des fonds du Trésor en dehors de crédit budgétaire sous des conditions bien limitées : absence des Chambres — circonstances extraordinaires, imprévues, graves, urgentes. Ce n'est que dans ces circonstances là que le Gouvernement pourrait agir en vue du salut de la Patrie et sous sa responsabilité.

M. Parisi a écrit que, depuis la loi du 20 juillet 1921 jusqu'au 10 mai 1940, 1038 délibérations sont intervenues pour autoriser des paiements par mandat direct. Votre rapporteur en a examiné un bon nombre, ayant été chargé déjà avant la guerre de faire rapport sur ces délibérations. Il est un fait qu'un nombre infime de ces 1038 décisions du Conseil des Ministres répondait aux conditions envisagées en 1846.

Des milliers de mandats directs ont été émis, d'ailleurs, en dehors de toute délibération du Conseil des Ministres !

De hh. de MERODE en DESMET daarentegen hebben het amendement van de middenafdeling verdedigd doch legden evenwel speciaal de nadruk op de vereiste waarborgen : ernstige onvoorziene buitengewone en dringende omstandigheden.

« Het is nodig » heeft onder andere de h. Desmet verklaard, « dat er noodzaak en dringende aard zij om een uitgave te doen, ten einde grote kwalen te vermijden. »

Hoe het ook zij, de voorstellen werden niet ter stemming gebracht. De Minister van Financiën heeft het zijne ingetrokken en heeft de volgende verklaring afgelegd :

« Na alles gehoord te hebben, Mijne Heren, wat er in deze bespreking werd gezegd, heb ik besloten het amendement in te trekken, dat ik de eer had u voor te leggen. Ik denk dat het wel verstaan is dat, in een ogenblik zoals datgene met het oog waarop het artikel werd voorgesteld, de Regering, ik zeg niet alleen zou kunnen doch zelfs zou moeten gebruik maken van alle middelen die zij in haar macht heeft om te vermijden dat de belangen van het land zouden geschaad worden. Ik denk, Mijne Heren, dat, ondanks de dwingende bepalingen van de wet, het Rekenhof in een dergelijke omstandigheid zijn visa niet zou weigeren. »

Wat de verslaggever van de middenafdeling betreft, hij heeft eveneens afgezien van de inlassing van artikel 17. « vermits de Regering meende er te kunnen van afzien ».

Die aanhalingen, die noodzakelijkerwijze ietwat langdradig zijn maar die wij menen te moeten overnemen, tonen aan in welke omstandigheden de wetgever van 1846 zich heeft bezig gehouden met de zaak die ons thans aanbelangt. De Senaat zal waarschijnlijk met ons van oordeel zijn dat de intrekking van die twee voorstellen en de commentaar door de verschillende redenaars uitgebracht, geen verantwoording kunnen verschaffen voor het gebruik van de schatkistmandaten, in de omstandigheden die wij sinds 1921 kennen.

Men herleze aandachtig de tekst van de voorstellen ; het ging er om het gebruik van de schatkistgelden toe te laten buiten de begrotingskredieten om, in wel omschreven voorwaarden : afwezigheid van de Kamers — buitengewone, onvoorziene, ernstige, dringende omstandigheden. Het is slechts in die omstandigheden dat de Regering zou kunnen handelen met het oog op het heil van het land en onder haar verantwoordelijkheid.

De h. Parisi schreef dat, sinds het tot stand komen van de wet van 20 Juli 1921 tot op 10 Mei 1940, 1.038 besluiten werden uitgevaardigd om betalingen bij rechtstreeks mandaat toe te laten. Uw verslaggever heeft een groot aantal daarvan onderzocht, aangezien hij vóór de oorlog belast was met het uitbrengen van een verslag over deze beslissingen. Een feit is dat een zeer gering aantal van deze 1.038 beslissingen van de Ministerraad beantwoordde aan de in 1846 beschouwde voorwaarden.

Duizenden rechtstreekse mandaten werden trouwens uitgegeven buiten elke beraadslaging en beslissing van de Ministerraad om!

On nous dit aussi : « Le Parlement a laissé faire, il a toléré ces errements ». En effet, mais c'est précisément son tort; il a dans ce domaine nonobstant de nombreux avertissements, manqué à l'essentiel de ses devoirs. Il ne nous semble pas inopportun de rappeler une partie du discours prononcé le 4 mars 1846 par M. le représentant De la Coste, car il est bien typique de constater que cet honorable député a prédit exactement ce qui s'est passé environ un siècle plus tard. Voici ce qu'il a dit :

« Messieurs, ce qui me porte à prendre la parole dans cette occasion, c'est la tendance que j'observe en général dans la marche des administrations. Que se passe-t-il ? Lorsqu'une disposition semblable est insérée dans une loi, on commence par redouter, pour ainsi dire, d'en faire usage. On ne trouve pas les circonstances assez graves, on ne les trouve pas assez extraordinaires; enfin se présente une circonstance qui paraît se rapprocher du caractère prévu par la loi; il s'agit d'un acte qu'on a grande envie de poser, qu'on craindrait peut-être de soumettre à une discussion; on hésite d'abord, puis on s'enhardit et on pose l'acte. L'acte est posé; il se présente, non plus comme proposition, mais comme fait accompli; le ciel n'a pas tonné; l'opposition n'a pas été trop hostile; la majorité a enregistré l'acte; c'est un précédent. D'autres actes semblables sont posés sans hésitation; des actes semblables on passe à des actes à peu près semblables, et, petit à petit, ce qui ne devait avoir lieu que dans des cas extraordinaires se fait dans les cas ordinaires; la décision du Conseil des Ministres devient de pure forme; dans le Conseil des Ministres on n'y fera bientôt plus grande attention, et, dans la Chambre, on n'y fera plus attention du tout; et nous aurons un budget supplémentaire décrété par ordonnance. Nous aurons un budget légal, présenté au mois de février et nous aurons un budget supplémentaire présenté au mois de novembre, qui ne sera pas susceptible de discussion, parce que tout sera fait, tout sera accompli. »

C'est l'histoire de cette partie de nos finances publiques au cours de la période de 1920 à 1946; elle a été écrite en 1846.

Les propositions de M. le Ministre des Finances.

Nous croyons avoir démontré que ni en 1846, ni en 1921 le législateur n'a eu l'intention d'autoriser le paiement au moyen des ressources du Trésor de dépenses non prévues par les lois de finances; il ne pouvait, d'ailleurs, accorder cette faculté puisque la Constitution s'y oppose formellement.

La pratique suivie depuis des années par le Gouvernement est donc manifestement illégale.

M. le Ministre des Finances Eyskens, après son prédécesseur, M. Vauthier dont la circulaire du 18 janvier 1947 est rappelée par M. le député Parisi

Men zegt ons eveneens : « Het Parlement heeft laten begaan; het heeft die gedragingen toegelaten ». Jawel, doch dit is juist zijn ongelijk; het is op dit gebied, ondanks tal van verwittigingen, aan het wezenlijke doel van zijn plichten tekortgekomen. Het schijnt ons niet ongepast te herinneren aan het gedeelte van de redevoering op 4 Maart 1846 uitgesproken door de h. Volksvertegenwoordiger De la Coste, want het is wel typisch vast te stellen dat deze geachte volksvertegenwoordiger nauwkeurig voorgezegt heeft wat ongeveer een eeuw later is voorgevallen :

« Mijne Heren, wat mij er toe brengt het woord te nemen bij deze gelegenheid, is de strekking die ik over het algemeen in de gang van de besturen waarneem. Wat gebeurt er? Wanneer een dergelijke bepaling in de wet wordt ingelast, begint men om zo te zeggen te vrezen er gebruik van te maken. Men vindt de omstandigheden niet ernstig genoeg, men vindt ze niet buitengewoon genoeg; ten slotte doet zich een omstandigheid voor die het bij de wet voorziene karakter schijnt nabij te komen; het gaat om een daad die men graag zou verrichten, die men misschien vreest in bespreking te brengen; men aarzelt eerst, daarna wordt men stouter en men verricht de daad. De daad is verricht; zij doet zich voor, niet meer als een voorstel, doch als een voldongen feit; het heeft niet gedonderd; de oppositie is niet al te vijandig geweest; de meerderheid heeft de daad geboekt; het is een precedent. Andere gelijkaardige daden worden zonder aarzeling verricht; van gelijkaardige daden gaat men over tot schier gelijkaardige daden; en geleidelijk geschiedt in gewone gevallen hetgeen slechts mocht plaats hebben in buitengewone gevallen; het besluit van de Ministeraad wordt nog slechts een loutere formaliteit; in de Ministerraad zal men er weldra niet veel belang meer aan hechten en in de Kamer zal men er volstrekt geen belang meer aan hechten; en wij krijgen een bijkomende begroting bij verordening uitgevaardigd. Wij zullen een wettelijke begroting hebben, in de maand Februari ingediend en daarnaast een bijkomende begroting, ingediend in de maand November, waaraan geen bespreking zal gewijd worden, omdat alles zal gedaan zijn, omdat alles zal voltrokken zijn »

Dat is de geschiedenis van dit gedeelte van onze Staatsfinanciën in de loop van het tijdperk van 1920 tot 1946; zij werd geschreven in 1846.

De voorstellen van de h. Minister van Financiën.

Wij menen bewezen te hebben dat noch in 1846, noch in 1921 de wetgever de bedoeling gehad heeft de betaling door middel van Schatkistgelden toe te laten van uitgaven die niet door de financiewetten voorzien zijn; hij zou die mogelijkheid trouwens niet kunnen toestaan, vermits de Grondwet zich daartegen formeel verzet.

De praktijk die sinds jaren door de Regering wordt gevolgd is dus klaarblijkelijk onwettelijk.

De h. Minister van Financiën Eyskens, is, na zijn voorganger, de h. Vauthier, aan wiens aanschrijving van 18 Januari 1947 wordt herinnerd door de

(voir p. 13 du document n° 75 de la Chambre des Représentants, 1947-1948) est d'accord qu'il faut y mettre fin :

« Tout doit rentrer dans l'ordre », déclare-t-il (séance de la Chambre des Représentants du 27 janvier 1948). Mais il émet immédiatement des réserves au sujet desquelles il nous est impossible de marquer notre accord.

» Le Gouvernement, dit-il en effet, ne doit consentir l'octroi de crédits non prévus au budget que dans des conditions tout à fait exceptionnelles, que je tiens à préciser.

« *Primo* : dépenses dont le principe serait fixé par une loi votée en cours d'exercice.

» *Secundo* : dépenses urgentes prévues dans un projet de budget déposé au Parlement.

» *Tertio* : dépenses urgentes dont l'engagement est prévu par une délibération motivée du Conseil des Ministres.

» C'est le retour à la saine tradition, ajoute le Ministre, et qui sauvegarde les prérogatives parlementaires puisque ces délibérations sont soumises à la Cour des Comptes et transmises par elle au Parlement. »

Le point de vue de la Commission des Finances.

Nous estimons que les conditions envisagées par M. le Ministre des Finances ne constituent guère un progrès au regard des errements actuels, qu'elles provoqueront encore un important budget occulte et ouvriront la porte aux abus. « L'Administration prétend toujours qu'elle a des besoins imprévus et urgents », a-t-on dit en 1846. C'est encore plus vrai à l'heure actuelle.

Si nous reprenions les 1038 délibérations dont question dans le rapport de M. Parisis et les dizaines de délibérations prises depuis la libération de notre territoire; si nous reprenions les milliers de mandats du Trésor émis depuis 1920, nous constaterions que, dans tous les cas, le Gouvernement invoque l'urgence et la nécessité impérieuse, mais une analyse plus poussée des circonstances nous ferait remarquer que la dépense aurait pu être prévue plus tôt et comprise dans le budget en cours ou qu'elle aurait pu être retardée et incorporée dans le budget prochain. Dans la généralité des cas, l'urgence n'a servi que pour couvrir le désir de réaliser immédiatement certaines innovations dont la remise à quelques semaines ou quelques mois plus tard aurait pu compromettre la réalisation.

Aussi, en opposition avec la thèse défendue par M. le Ministre des Finances, nous formulons les propositions ci-après :

h. volksvertegenwoordiger Parisis (zie blz. 13 van het Gedr. St., n° 75, van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting 1947-1948) is akkoord om te zeggen dat er een einde moet aan gemaakt worden.

« Alles moet opnieuw normaal gebeuren » verklaart hij (vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 27 Januari 1948). Doch onmiddellijk maakt hij voorbehoud, waarmee wij niet kunnen instemmen.

« De Regering, zegt hij inderdaad, mag geen kredieten verlenen die niet op de begroting zijn voorzien, tenzij in volstrekt buitengewone omstandigheden, welke ik hier nader wil toelichten.

» Ten eerste : uitgaven, in beginsel vastgelegd bij een tijdens het dienstjaar goedgekeurde wet.

» Ten tweede : dringende uitgaven, voorzien bij een bij het Parlement ingediend ontwerp van begroting.

Ten derde : dringende uitgaven waarvan de vastlegging voorzien is bij een gemotiveerd besluit van de Ministerraad.

» Aldus wordt teruggekeerd naar de vorm en gebruiken, voegt de Minister er aan toe, en worden de parlementaire voorrechten in acht genomen, vermits deze besluiten worden voorgelegd aan het Rekenhof en door dit laatste aan het Parlement worden medegedeeld. »

Standpunt van de Commissie van Financiën.

Wij menen dat de door de h. Minister van Financiën beoogde voorwaarden geen vooruitgang zijn op de huidige gang van zaken, dat zij nog een aanzienlijke verholten begroting zullen veroorzaken en de deur voor misbruiken zullen openstellen. « Het Bestuur beweert steeds dat het onvoorziene en dringende behoeften heeft » werd er in 1846 gezegd. Dat is nog meer waar ten huidigen dage.

Indien wij de 1.038 beslissingen, waarover sprake in het verslag van de h. Parisis, en de tientallen beslissingen, welke sedert de bevrijding van ons grondgebied werden genomen, onderzochten; indien wij de duizenden mandaten, die de Schatkist sedert 1920 heeft uitgegeven, onderzochten, zouden wij in elk geval vaststellen dat de Regering steeds zich beroept op het dringend karakter en op de dwingende noodwendigheid, doch een verdergaande analyse van de omstandigheden zou ons doen blijken dat de uitgave vroeger had kunnen voorzien en in de lopende begroting opgenomen worden of dat zij had kunnen uitgesteld en op de volgende begroting uitgetrokken worden. In de meeste gevallen heeft het dringend karakter slechts gediend om de wens te dekken tot het dadelijk verwezenlijken van sommige vernieuwingen, waarvan de verwezenlijking door enkele weken of enkele maanden vertraging had kunnen in gevaar gebracht worden.

In tegenstelling met de thesis, welke de Minister van Financiën verdedigt, doen wij dan ook de volgende voorstellen :

Primo : pour les dépenses dont le principe serait fixé par une loi votée en cours d'exercice, la difficulté de l'absence de crédit ne peut se présenter si le règlement de la Chambre des Représentants aussi bien que du Sénat sont observés. Il importe, en effet, que les voies et moyens pour l'exécution de la loi soient envisagés lors du vote de celle-ci.

Il devrait être entendu que toute loi entraînant une dépense pour l'Etat comporterait un article fixant le montant du crédit à y affecter pour l'exercice en cours ainsi que le rattachement budgétaire de ce crédit. Ce n'est là d'ailleurs qu'une saine application de notre règlement et une règle de bonne gestion financière. Il importe que le Gouvernement ou les membres du Parlement, auteurs d'un projet ou d'une proposition de loi, indiquent le montant des dépenses que l'exécution de cette loi va provoquer ainsi que les moyens d'y pourvoir et ce, au moins pour la première année.

L'adoption de ce principe évitera le recours au financement par mandat du Trésor et doit nécessairement donner satisfaction au Ministre des Finances.

Secundo : dépenses urgentes prévues dans un projet de budget déposé au Parlement.

S'il s'agit d'un projet de budget, les crédits provisoires permettent d'effectuer toutes les dépenses sauf les dépenses nouvelles sur le principe desquelles le Parlement ne s'est pas encore prononcé. D'autre part, on sait que les crédits provisoires comportent très souvent l'autorisation de les affecter à certaines dépenses nouvelles bien spécifiées.

S'il s'agit d'un projet de loi de crédits supplémentaires, c'est manifestement un abus que d'effectuer des liquidations et des paiements avant le vote de la loi.

Il s'impose que le Gouvernement prenne des mesures pour déposer les projets en temps utile et que le Parlement adopte une procédure d'urgence. C'est méconnaître les prérogatives du Parlement que d'anticiper sur son vote.

Tertio : Quant aux dépenses urgentes dont l'engagement est prévu par une délibération motivée du Conseil des Ministres, en principe elles sont à rejeter. Le Parlement ne peut admettre que le Conseil des Ministres s'ouvre des crédits.

Cependant, ainsi qu'on l'a dit en 1846, il peut se présenter des circonstances extraordinaires, graves, imprévues et urgentes où le Gouvernement doit pouvoir agir immédiatement. Dans ces circonstances, mais dans ces circonstances seulement, le Gouvernement pourra se prévaloir de la loi suprême que le salut de la Patrie domine toutes autres considérations.

Encore devrait-on prendre les garanties de la transmission immédiate aux Chambres de la délibération par le canal de la Cour des Comptes et de l'examen immédiat aussi du document en question par les deux Assemblées.

Primo : voor de uitgaven waarvan het principe bij een in de loop van het dienstjaar aangenomen wet gesteld is, kan de moeilijkheid van het kredietgemis niet voorkomen indien het reglement van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en dat van de Senaat worden nageleefd. Het is inderdaad van belang dat de middelen ter uitvoering van de wet worden onderzocht, wanneer over die wet wordt gestemd.

Het zou moeten verstaan zijn dat elke wet, die een uitgave voor de Staat meebrengt, een artikel dient te behelzen waarbij het bedrag van het krediet dat er voor het lopend dienstjaar wordt aan besteed, en de begrotingsaanrekening van dat krediet, worden vastgesteld. Zulks is trouwens slechts een gezonde toepassing van ons reglement en een regel van goed financieel beleid. Het is van belang dat de Regering en de parlementsleden, die een wetsontwerp of wetsvoorstel, indienen, het bedrag aangeven van de uitgaven welke de uitvoering van die wet zal meebrengen, alsmede de middelen om erin te voorzien en wel minstens voor het eerste jaar.

Bij aanneming van dit beginsel zou er niet telkens moeten betaald worden per mandaat van de Schatkist en zou dit noodzakelijkerwijze voldoening geven aan de Minister van Financiën.

Secundo : Dringende uitgaven uitgetrokken op een bij de Senaat ingediend ontwerp van begroting.

Betreft het hier een ontwerp van begroting, dan kunnen de voorlopige kredieten dienen voor alle uitgaven, behalve voor de nieuwe uitgaven, waaromtrent het Parlement zich nog niet principieel heeft uitgesproken. Verder is het bekend dat de voorlopige kredieten zeer vaak de toestemming inhouden om ze te gebruiken voor welbepaalde nieuwe uitgaven.

Betreft het een wetsontwerp voor bijkredieten, dan is het wel degelijk een misbruik dat vóór de aanneming van de wet sommen worden betaalbaar gesteld en betaald.

De Regering behoort maatregelen te nemen voor een tijdige indiening van de ontwerpen en het Parlement behoort de spoedbehandeling aan te nemen. Het is een miskennis van de rechten van het Parlement, als op de stemming wordt vooruitgelopen.

Tertio : Wat de dringende uitgaven betreft, die vastgelegd worden op grond van een met redenen omklede beslissing van de Ministerraad, die moeten in beginsel verworpen worden. Het Parlement kan niet aannemen, dat de Raad van Ministers voor zichzelf kredieten beschikbaar stelt.

Toch kunnen zich, zoals gezegd is in 1846, buitengewone, gewichtige, onvoorziene en dringende omstandigheden voordoen, waarin de Regering onmiddellijk moet kunnen optreden. In zulke omstandigheden, maar dan ook alleen in zulke omstandigheden, mag de Regering zich beroepen op de hoogste wet, dat het heil des lands boven alle andere overwegingen staat.

En dan nog zou het betrokken stuk onmiddellijk aan de Kamers moeten toegezonden, langs de weg van het Rekenhof, en ook onmiddellijk door beide Vergaderingen moeten behandeld worden.

Voilà les contre-propositions que nous estimons devoir présenter à M. le Ministre des Finances. Elles sont de nature à donner satisfaction à la fois au Gouvernement et au Parlement; elles restent d'ailleurs dans la stricte légalité et empêchent la reproduction des abus que nous avons relevés au cours de ces dernières années.

Le contrôle parlementaire sur la Trésorerie.

Si ces propositions sont admises, il s'agit encore d'en contrôler l'exécution. L'histoire des vingt dernières années nous a appris, en effet, que le vote du budget, qui constitue la participation essentielle du Parlement à l'œuvre des finances publiques et son principal moyen de contrôle n'a plus pour le Gouvernement l'importance primordiale que notre Constitution lui attribue.

Ayant la faculté d'utiliser les liquidités du Trésor pour financer des dépenses extra-budgétaires, le pouvoir exécutif se trouve, en fait, affranchi des règles tutélaires d'une saine gestion financière. Il s'est octroyé une indépendance que notre droit public n'a pas voulu lui concéder.

La cause profonde de cet état de choses, nous la trouvons dans l'absence de contrôle parlementaire sur la Trésorerie.

Actuellement, la « situation » du Trésor public — qui n'est d'ailleurs pas un document prévu officiellement — n'est plus publiée; mais avant la guerre la publication en avait lieu avec un tel retard que ce document en perdait toute utilité. D'autre part, les comptes généraux étaient, malgré les innovations heureuses apportées par la loi du 9 avril 1935, publiés également avec beaucoup de retard. Nous en sommes, au surplus, au compte de 1939 et nous pouvons, dès à présent exprimer la certitude qu'il faudra encore de nombreuses années pour être à jour.

Il importe de suppléer à ces lacunes dans notre documentation. Le Parlement doit avoir un droit de regard sur le Trésor, banquier du budget, mais banquier très complaisant puisqu'il paie même des dettes fort contestables. Or, c'est précisément le grand danger; si le Trésor se bornait à recevoir les produits qui lui sont légalement attribués (impôts et emprunts) et à affecter ses ressources aux dépenses fixées par la loi budgétaire, aucun inconvénient ne pourrait en résulter et la surveillance serait superflue. Nous savons qu'il n'en est pas ainsi; nous savons aussi qu'après avoir financé des dépenses hors budget, le Trésor s'adresse à son tour à son banquier, à savoir la Banque Nationale pour en obtenir des avances et nous savons qu'à l'heure actuelle le montant de ses avances a été déterminé en dehors de toute intervention du Parlement. Tout s'enchaîne... et tout concourt à l'inflation par absence de surveillance effective.

Dit zijn de tegenvoorstellen, die wij aan de h. Minister van Financiën menen te moeten doen; zij kunnen de Regering zowel als het Parlement bevredigen; zij blijven overigens binnen de perken van de wettelijkheid en zouden een herhaling van de misbruiken, waarop wij de laatste jaren gewezen hebben, voorkomen.

Parlementaire contrôle op de Thesaurie.

Bij aanneming van deze voorstellen komt het er nog op aan de uitvoering ervan te controleren. De geschiedenis van de laatste twintig jaren heeft ons immers geleerd, dat de stemming over de begroting, welke de voornaamste deelneming van het Parlement aan het werk van de Staatsfinanciën uitmaakt en zijn voornaamste middel is van contrôle, voor de Regering niet meer zo een groot belang heeft als onze Grondwet eraan toekent.

Doordat de uitvoerende macht het vermogen heeft de beschikbare gelden van de Schatkist te gebruiken om uitgaven buiten de begroting te financieren, is zij feitelijk vrij geworden van de voorgedij over een gezond financieel beheer. Zij heeft aan zichzelf een onafhankelijkheid gegeven, welke ons publiek recht haar niet heeft willen toekennen.

De diepste oorzaak van deze toestand is gelegen in het gebrek aan parlementaire contrôle op de Thesaurie.

De « stand » van 's Rijks Schatkist, die trouwens geen officieel voorgeschreven document is, wordt thans niet meer bekendgemaakt; maar voor de oorlog kwam die bekendmaking telkens zo laat dat het stuk er alle waarde door verloor. Ook de algemene rekeningen werden, in weerwil van de gelukkige vernieuwingen daarin aangebracht bij de wet van 9 April 1935, met veel vertraging bekendgemaakt. We zijn bovendien slechts geraakt tot de rekening over 1939 en kunnen er wel zeker van zijn dat het nog lange jaren zal duren voordat wij weer helemaal bij zijn.

In deze leemten van onze documentatie moet voorzien worden. Het Parlement moet het recht van toezicht hebben op de Schatkist welke de bankier is van de begroting, doch een zeer toegeeflijke bankier, vermits hij zelfs zeer betwistbare schulden betaalt. Maar daarin juist is het groot gevaar gelegen; indien de Schatkist zich beperkte tot het ontvangen van de sommen die haar wettelijk zijn toegewezen (belastingen en leningen) en tot het gebruiken van haar middelen voor uitgaven van de begrotingswet, zou daaruit geen bezwaar ontstaan en zou er geen toezicht nodig zijn. Wij weten dat de toestand anders is; wij weten ook dat de Schatkist, na financiering van uitgaven buiten de begroting, op haar beurt bij haar bankier gaat aankloppen, nl. bij de Nationale Bank, om voorschotten te krijgen en wij weten thans dat het bedrag van haar voorschotten geheel en al buiten het Parlement om is vastgesteld. Alles hangt aan een en alles draagt bij tot de inflatie door gebrek aan werkelijk toezicht.

C'est à quoi il faut remédier. Il est même très urgent de le faire.

Comment? M. le Ministre des Finances semble être adversaire de la publication périodique de la situation du Trésor, puisqu'elle « fournirait trop d'éléments à la spéculation. »

(On n'aperçoit pas bien quels aliments nouveaux la spéculation pourrait trouver dans ces documents, alors qu'elle a déjà à sa disposition la situation hebdomadaire de la Banque Nationale et les commentaires que l'on trouve dans certains journaux.)

Nous ne voyons guère d'autre moyen de surveillance efficace que la publication périodique — mensuelle ou trimestrielle — d'une situation détaillée du Trésor public, contrôlée préalablement et certifiée exacte par la Cour des Comptes, qui exercerait à cet effet le contrôle sur place.

Cette proposition ayant été examinée par votre Commission, M. le Ministre étant présent, celui-ci a exposé les difficultés d'ordre technique de la publication mensuelle ou trimestrielle. Il a suggéré de publier la situation du Trésor une fois par semestre.

Nous pensons que le problème, vu son importance, mérite examen et une solution permettant un contrôle parlementaire efficace du Trésor public.

DEUXIEME PARTIE.

ANALYSE CRITIQUE DES ARTICLES ET CRÉDITS.

Jusqu'à présent, nous avons indiqué les principes et les dérogations commises ainsi que certaines mesures destinées à y remédier, étant entendu que, sur les autres points, nous nous déclarons d'accord avec les conclusions de M. Parisi et de la Commission des Finances de la Chambre des Représentants. Nous n'avons encore dit mot au sujet du projet de loi à l'examen. Ce sera l'objet de cette partie du rapport.

Considérations générales.

Le projet à l'examen porte sur 121 milliards de francs d'avances du Trésor provenant de charges dues à la guerre ou à l'immédiat après-guerre. Si le recours à ce mode de financement des dépenses publiques doit être rigoureusement proscrit en temps normal, il se conçoit que les circonstances pressantes de l'heure constituent une justification certaine des errements suivis.

Les événements ont été plus forts que la volonté des hommes; ils ont débordé le cadre d'une législation qui n'est faite que pour des temps normaux. Il s'agit maintenant de faire rentrer toutes ces opérations dans les budgets et dans les comptes, d'en réaliser la régularisation au mieux des intérêts de la Nation. Il s'agit surtout de veiller dans la suite

Hierin moet voorzien worden, en dit is zelfs een heel dringende zaak.

Hoe? De h. Minister van Financiën schijnt gekant te zijn tegen een geregelde bekendmaking van de stand der Schatkist, omdat zulks « teveel gegevens zou leveren aan de speculatie ».

(Wij zien niet goed in, welk voedsel de speculatie nog zou kunnen vinden in die stukken, waar zij reeds de wekelijkse staat van de Nationale Bank en de commentaar in sommige dagbladen ter beschikking heeft.)

Wij zien niet in dat er nog een ander middel is om doeltreffend toezicht te houden dan een geregelde bekendmaking — hetzij driemaandelijks of zesmaandelijks — van een uitvoerige staat van 's Rijks Schatkist, vooraf gecontroleerd en juist verklaard door het Rekenhof, hetwelk ter plaatse controle zou uitoefenen.

Dit voorstel werd door uw Commissie onderzocht in aanwezigheid van de h. Minister, die wees op de technische moeilijkheden van een maandelijks of driemaandelijks bekendmaking. Hij gaf in overweging de stand van de Schatkist om de zes maanden bekend te maken.

Wij denken dat dit vraagstuk zo belangrijk is dat het wel een onderzoek verdient en een oplossing die een doeltreffende controle van het Parlement op de Schatkist mogelijk maakt.

TWEDE DEEL.

CRITISCH ONDERZOEK VAN DE ARTIKELN EN KREDIETEN.

Tot nog toe hebben wij de beginselen en de afwijkingen aangegeven, alsmede sommige maatregelen om deze te verhelpen, met dien verstande dat wij ons, op de andere punten, akkoord verklaren met de conclusies van de h. Parisis en van de Commissie voor Financiën van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Wij hebben nog niets gezegd over het onderzocht wetsontwerp. Dit geschiedt in dit gedeelte van het verslag.

Algemene beschouwingen.

Het onderzocht ontwerp betreft 121 milliard frank Schatkistvoorschotten ten gevolge van de lasten te wijten aan de oorlog of aan de dadelijk op de oorlog volgende periode. Indien het beroep op die wijze van financiering der openbare uitgaven in normale tijd streng moet geweerd worden, is het aannemelijk dat dwingende omstandigheden als rechtvaardiging voor de gevolgde gang van zaken kunnen gelden.

De gebeurtenissen waren sterker dan de wil van de mens; ze zijn het kader van een wetgeving, die slechts voor normale tijden gemaakt is, te buiten gegaan. Het gaat er nu om, al die verrichtingen in de begrotingen en rekeningen terug te brengen, te zorgen voor hun regularisatie in het grootste voordeel van de natie. Het gaat er vooral om, in het vervolg toe te

à ce que la pratique de l'utilisation des fonds du Trésor pour des besoins extra-budgétaires, que nous avons critiquée dans la première partie de ce rapport, soit définitivement abandonnée.

Nous examinerons maintenant les différents articles du projet de loi tout en évitant de reprendre dans ce rapport des renseignements qui ont été fournis par M. le Ministre des Finances dans l'exposé des motifs et par M. Parisis dans le rapport fait au nom de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Représentants.

A. — *Charges imposées par le pouvoir occupant ou résultant de la présence de l'ennemi sur le territoire belge.*

Articles 1 à 9.

L'exposé des motifs (p. 7 à 12) fournit des renseignements complets en ce qui concerne les sommes figurant aux articles 1, 2 et 3 du projet de loi. Il s'agit des contributions de guerre, etc. imposées au pays.

Votre rapporteur a eu son attention attirée par le fait que, d'une part, les articles 1 et 2 fixent des montants de dépenses, ce qui relève plutôt du domaine des comptes définitifs tandis que, d'autre part, l'article 3 détermine un rattachement budgétaire sans indiquer un montant de crédit. Il lui semblait que l'intégration budgétaire des opérations en question appelait plutôt l'ouverture de crédits dont l'utilisation aurait été contrôlée par la Cour des Comptes et que la fixation des dépenses aurait lieu ultérieurement, après due vérification, par la loi des comptes, ce qui aurait constitué la procédure classique.

En règle générale, la procédure parlementaire est, en effet, la suivante : le Parlement vote les crédits par la voie du budget ou de la loi des crédits supplémentaires, puis les dépenses sont engagées, liquidées, ordonnancées, payées; ensuite elles sont comprises dans les comptes après avoir été dûment contrôlées.

Or, dans les cas à l'examen, nous remarquons que le montant des *dépenses* est déterminé par la loi (voir articles 1, 2, 5 et 8); les articles suivants (3, 7 et 9) règlent leur affectation budgétaire à des crédits spéciaux dont l'import n'est pas fixé.

Nous arrivons ainsi à ce résultat que, dès à présent, le montant des *dépenses* est fixé par le projet en discussion, alors que la vérification n'est pas faite. Nous n'avons donc pas la garantie du contrôle effectué par la Cour des Comptes.

Celle-ci devra-t-elle sans plus entériner comme *dépenses réelles* à comprendre dans la loi de compte, les montants repris dans les articles 1, 2, 5 et 8 et ce sans aucune vérification, puisque le législateur se sera déjà prononcé?

Bref, il nous semblait que le projet aurait dû se borner, pour ces premiers articles, à ouvrir des crédits à concurrence des nécessités avérées, ainsi

zien dat de praktijk van het aanwenden van Schatkistgelden voor extra-budgetaire behoeften, waartegen wij in het eerste gedeelte van dit verslag zijn opgekomen, voorgoed achterwege worde gelaten.

Wij zullen nu de verschillende artikelen van het wetsontwerp onderzoeken, terwijl we zullen vermijden in dit verslag opnieuw de inlichtingen te verschaffen, welke reeds door de h. Minister van Financiën, in de memorie van toelichting, en door de h. Parisis, in het verslag uit naam van de Commissie voor Financiën en voor Begroting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, werden verstrekt.

A. — *Lasten opgelegd door de bezettende macht of voortvloeiende uit 's vijands aanwezigheid op Belgisch grondgebied.*

Artikelen 1 tot 9.

De memorie van toelichting (blz. 7 tot 12) verstrekt volledige inlichtingen ten aanzien van de sommen welke op de artikelen 1, 2 en 3 van het wetsontwerp zijn uitgetrokken. Het gaat om oorlogsheffingen, enz., die aan het land werden opgelegd.

De aandacht van uw verslaggever werd getrokken door het feit dat, enerzijds, de artikelen 1 en 2 uitgaafbedragen vaststellen, wat eerder tot het gebied der definitieve rekeningen behoort, terwijl, anderzijds, artikel 3 een begrotingsaanrekening bepaalt zonder het bedrag van het krediet te vermelden. Het is hem voorgekomen dat de begrotingsaanrekening van de bedoelde verrichting eerder opening van kredieten vergde, waarvan de aanwending door het Rekenhof kon gecontroleerd worden, en dat de vaststelling van de uitgaven later zou geschieden, na behoorlijke verificatie, door de rekeningwet, wat de klassieke procedure zou geweest zijn.

Over het algemeen gaat de parlementaire werkwijze inderdaad als volgt : het Parlement keurt de kredieten goed langs de weg van de begroting of van de wet op de bijzondere kredieten: vervolgens worden de kredieten vastgelegd, vereffend, geordonnanceerd, betaald; dan worden zij in de rekeningen opgenomen, na behoorlijk te zijn gecontroleerd.

Welnu, in de behandelde gevallen merken wij op dat het bedrag van de *uitgaven* door de wet bepaald is (zie artikelen 1, 2, 5 en 8); de volgende artikelen (3, 7 en 9) regelen hun budgetaire bestemming tot bijzondere kredieten waarvan het bedrag niet is vastgesteld.

Zo komen wij tot het resultaat dat, reeds nu, het bedrag der *uitgaven* door het ontwerp, dat in behandeling is, is vastgesteld, daar waar de verificering niet gedaan is. Wij hebben dus niet de waarborg van de door het Rekenhof verrichte controle.

Zal het Rekenhof zonder meer als in de rekeningwet op te nemen *werkelijke uitgaven* de in artikelen 1, 2, 5 en 8 vermelde bedragen moeten bekrachtigen en wel zonder enige verificering, vermits de wetgever reeds uitspraak zal gedaan hebben?

Kortom, het scheen ons toe dat het ontwerp, wat die eerste artikelen betreft, er zich toe had moeten beperken kredieten te openen ten belope

qu'il est fait pour les articles suivants. La détermination des charges à y imputer aurait eu lieu plus tard, après vérification des dépenses réelles.

Nous l'avons fait remarquer à M. le Ministre des Finances qui nous a fourni, sous la date du 23 février 1948, les renseignements complémentaires ci-après :

« Répondant au désir que vous avez exprimé dans votre mémoire du 13 courant, j'ai l'honneur de vous apporter les précisions suivantes :

» Le projet de loi portant intégration au budget des dépenses financées hors budget n'a pas, comme une loi portant règlement définitif d'un exercice, pour objet *d'arrêter* le montant des dépenses à celui porté dans la loi. Il tend à obtenir du Pouvoir législatif l'autorisation d'*inscrire* dans les comptes des budgets, des dépenses que les circonstances nées de la guerre ont contraint de payer par avances du Trésor.

Articles 1 à 9.

Le fait de porter une dépense dans un compte ne préjuge pas de son acceptation par la Cour des Comptes. Celle-ci reste compétente pour approuver le compte; pour se prononcer sur la légalité de la dépense; pour reconnaître l'exactitude de son montant; pour en contester l'exigibilité; pour s'assurer des droits des bénéficiaires et de leur capacité de donner valable quittance.

C'est pour que ce Haut Collège puisse se prononcer sur la légalité de la dépense que l'intervention du Parlement est sollicitée.

Pour qu'aucune équivoque ne subsiste sur le but de la formule employée dans le projet, le Gouvernement proposera par voie d'amendement, d'ajouter après les mots « seront imputées » dans les articles 3, 7 et 9 le texte suivant :

« à concurrence du montant dont il sera justifié à la Cour des Comptes ».

Dans les articles 3 et 7, le mot « prévues » sera remplacé par « visées » et dans l'article 9, les mots « dépenses prévues » seront remplacés par « avances visées ».

En recourant à la formule du « *rattachement des dépenses* », le Gouvernement a voulu marquer que les dépenses en question ne résultent pas d'une initiative des autorités belges mais sont la conséquence directe ou indirecte d'une décision de l'occupant.

Suivant la formule admise après la première guerre mondiale et consacrée par les lois des 30 décembre 1922 et 26 juillet 1934, on constate ces conséquences dans les comptes mais on ne les entérine pas.

Ces dépenses seront portées pour le montant qui sera justifié à la Cour des Comptes.

van de nodig gebleken behoeften, zoals het voor de volgende artikelen gebeurt. De bepaling van de daarop te rekenen lasten zou later plaats gehad hebben, na verificering van de werkelijke uitgaven.

Wij hebben zulks doen opmerken aan de h. Minister van Financiën, die ons op datum 23 Februari 1948 de hierna volgende aanvullende inlichtingen verstrekt heeft :

« In antwoord op de wens die gij in uw memorie van 13 jl. hebt uitgedrukt, heb ik de eer u de navolgende verduidelijking te verstrekken :

» Het wetsontwerp houdende opneming, in de begroting, van de buiten de begroting gefinancierde uitgaven, heeft niet tot doel, zoals een wet tot definitieve regeling van een dienstjaar, het bedrag van de uitgaven *af te sluiten* op het bedrag dat in de wet vermeld is. Het heeft tot doel van de wetgevende macht toelating te verkrijgen om op de begrotingsrekeningen uitgaven *uit te trekken* welke de uit de oorlog ontstane omstandigheden dwongen door middel van Schatkistvoorschotten te betalen.

Artikelen 1 tot 9.

Het feit dat een uitgave in een rekening vermeld wordt, betekent nog niet dat deze door het Rekenhof zal worden aangenomen. Dit lichaam blijft bevoegd om de rekening goed te keuren; om over de wettelijkheid van de uitgaven uitspraak te doen; om de juistheid van het bedrag er van te erkennen; om de vorderbaarheid er van te betwisten; om zich zekerheid te verschaffen over de rechten van de belanghebbenden en over hun bekwaamheid om geldig quitantie te verlenen.

Opdat dit Hoog College zich over de wettelijkheid van de uitgaven zou kunnen uitspreken wordt de tussenkomst van het Parlement gevraagd.

Opdat over het doel van het in het ontwerp gebruikte formulier geen dubbelzinnigheid blijve bestaan, zal de Regering, door middel van een amendement, voorstellen na de woorden « zullen worden aangerekend » in de artikelen 3, 7 en 9 de navolgende tekst toe te voegen :

« ten belope van het bedrag dat bij het Rekenhof zal verantwoord worden. »

In de artikelen 3 en 7 wordt het woord « voorzien » vervangen door « bedoelde » en in artikel 9 de woorden « voorzien uitgaven » vervangen door « bedoelde voorschotten ».

Door gebruik te maken van het formulier « *verbinding van de uitgaven* » heeft de Regering willen laten blijken dat de uitgaven in kwestie niet het gevolg zijn van een initiatief der Belgische overheden, doch het onmiddellijk of middellijk gevolg zijn van een beslissing van de bezetter.

Volgens het na de eerste wereldoorlog aangenomen en bij de wetten van 30 December 1922 en 26 Juni 1934 bekrachtigde formulier, stelt men die gevolgen in de rekeningen vast, maar worden zij niet bekrachtigd.

Die uitgaven worden vermeld voor het bedrag dat aan het Rekenhof verantwoord wordt.

Article 8.

La procédure proposée pour l'article 8 n'est pas différente de celle existant pour de nombreuses dépenses effectuées par *avances budgétaires*, notamment le financement des travaux d'utilité publique effectués par les Pouvoirs subordonnés (Ministère des Travaux Publics). Le montant des avances est imputé budgétairement et les reliquats d'avances ou les quotes-parts d'intervention des Pouvoirs subordonnés sont remboursés au Trésor et portés en recette budgétaire (voir chapitre des Remboursements du Budget des Voies et Moyens, notamment article 139). »

Sous réserve de l'incorporation de cet amendement dans les textes des articles, nous estimons que les précisions données par M. le Ministre permettent l'adoption de ces articles.

Nous persistons cependant à croire que la terminologie employée, à savoir « dépenses » et « compte » prête à équivoque; nous nous trouvons, en effet, en présence d'un projet de loi ouvrant des *crédits* à rattacher à divers budgets en vue de couvrir des dépenses effectuées par avances du Trésor et de permettre le rattachement des dites dépenses aux comptes généraux. Le « crédit » et le « budget » sont les premiers stades des opérations; la « dépense » et le « compte » sont des stades ultérieurs, qui ne nous intéressent pas à l'heure actuelle.

Mais la confusion provenait particulièrement du fait que la *dépense* était déterminée par la loi; on pourrait en inférer qu'il n'y aurait plus de contrôle. A ce sujet, tout doute est levé par l'amendement proposé par M. le Ministre des Finances.

Les avances à la S. N. C. F. B.

Si les raisons alléguées dans la lettre reproduite ci-avant peuvent valoir pour les articles 1 à 7 parce qu'il s'agit effectivement de charges imposées directement par l'occupant ou résultant de la présence de l'ennemi sur le territoire belge, elles ne s'imposent pas avec la même rigueur en ce qui concerne les articles 8 et 9 (Avances à la S. N. C. F. B. et leur régularisation).

De quoi s'agit-il en somme ?

Au cours des années 1940 à 1946, le Trésor a fait des avances à la Société Nationale des Chemins de Fer pour lui permettre de couvrir des dépenses de diverses natures.

Cependant, le Trésor doit être tenu indemne; il le sera soit par un remboursement de la part de la Société, soit à la faveur d'une imputation à charge du budget à concurrence des sommes qui incombent à l'Etat. La convention dont il est question à l'article 8 règlera ce point. Mais M. le Ministre des

Artikel 8.

De voor artikel 8 voorgestelde procedure verschilt niet van die welke voor talrijke door middel van *begrotingsvoorschotten* verrichte uitgaven bestaat, nl. de financiering van de werken ten algemenen nutte uitgevoerd door de ondergeschikte machten (Ministerie van Openbare werken). Het bedrag der voorschotten wordt op de begroting uitgetrokken en de overschotten van voorschotten of de quota van bijdragen der ondergeschikte machten worden aan de Schatkist terugbetaald en op de begroting als ontvangst gebracht (zie hoofdstuk « Terugbetalingen van de Rijksmiddelenbegroting, enz. », artikel 139). »

Onder voorbehoud van inschakeling van dit amendement in de teksten der artikelen, zijn wij van mening dat de door de Minister verstrekte opheldering de goedkeuring van de artikelen mogelijk maakt.

Wij blijven nochtans bij onze mening dat de gebruikte terminologie, zegge « uitgaven » en « rekening », tot dubbelzinnigheid aanleiding geeft; wij staan inderdaad tegenover een wetsontwerp tot opening van kredieten die aan verscheidene begrotingen moeten verbonden worden met het oog op dekking van de door middel van Schatkistvoorschotten verrichte uitgaven en die de verbinding van bedoelde uitgaven aan de algemene rekeningen moet toelaten. Het « krediet » en de « begroting » zijn de eerste stadia van de verrichtingen; de « uitgave » en de « rekening » zijn latere stadia, die voor ons op dit ogenblik niet van belang zijn.

Maar de verwarring kwam bijzonder voort van het feit dat de *uitgave* door de wet bepaald was; men zou daaruit kunnen besluiten dat er geen controle meer zou bestaan. Wat dit betreft, werd elke twijfel opgeheven door het door de h. Minister van Financiën voorgesteld amendement.

De voorschotten aan de N. M. B. S.

Indien de in de hierboven overgedrukte brief aangevoerde redenen voor de artikelen 1 tot 7 kunnen gelden, omdat het werkelijk gaat om rechtstreeks door de bezetter opgelegde of uit de aanwezigheid van de vijand op het Belgisch grondgebied voortvloeiende lasten, zijn zij niet meer zo streng geldig wat de artikelen 8 en 9 betreft (voorschotten aan de N.M.B.S. en regularisatie ervan).

Waarover gaat het *eigenlijk*?

In de loop van de jaren 1940 tot 1946, heeft de Schatkist gelden aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen voorgeschooten om haar in staat te stellen uitgaven van verschillende aard te dekken.

Nochtans moet de Schatkist onaangeroerd blijven; zij zal het zijn, hetzij door een terugbetaling vanwege de maatschappij, hetzij ter gelegenheid van een aanrekening ten bezware van de begroting, tot het beloop van de sommen die ten laste van de Staat vallen. De overeenkomst waarvan sprake in artikel 8,

Finances désire, dès à présent, et sans attendre la passation de cette convention, apurer la situation de la Trésorerie et il propose à cet effet les articles 8 et 9, c'est-à-dire qu'il veut incorporer sans plus les avances dans les comptes budgétaires.

Evidemment, cette procédure apure la situation du Trésor public mais ce n'est, en vérité, qu'une solution d'attente puisqu'elle ne règle pas les rapports financiers entre l'Etat et la S.N.C.F.B. M. le Ministre des Finances, gardien des caisses de l'Etat, s'occupe uniquement du Trésor et il annonce un règlement définitif pour plus tard.

A notre sens, il vaudrait mieux régler toute cette affaire en une seule fois. Il est, d'ailleurs, à remarquer que le montant des avances n'est pas exact; certaines ont été apurées par des imputations à charge des crédits budgétaires. Au cours des années 1940 à 1945, les budgets ont, en effet, comporté des crédits à concurrence de 1.625.000.000 de francs pour « avances à la S.N.C.F.B. et autres sociétés concessionnaires de chemins de fer en vue de la reconstruction de leurs réseaux. » Ces crédits ont été utilisés à concurrence de fr. 101.388.312,51, qui sont évidemment à déduire du montant des avances. (Voir annexe, questions posées par votre rapporteur les 11 novembre et 15 décembre 1947 et les réponses données tendant à justifier le recours à des mandats du Trésor alors que des crédits budgétaires restaient inutilisés.)

D'autre part, le projet ouvrant des crédits supplémentaires à l'exercice 1947 et exercices antérieurs qui vient d'être distribué, prévoit un crédit de 44 millions de francs destiné à la régularisation des avances du Trésor accordées au cours de la période 1941 à 1946 (Budget des Communications — dépenses suite de guerre, art. 75bis, p. 357). Ce crédit semble faire double emploi avec les prévisions des articles 8 et 9 du projet à l'examen.

Il est encore à remarquer qu'au cours de la discussion du projet à la Chambre des Représentants, M. Rongvaux, ancien Ministre des Communications, a fait allusion à une convention passée fin 1946 entre l'Etat et la S.N.C.F.B. Cette convention porte la date du 23 décembre 1946; si elle n'a pas été ratifiée jusqu'à présent par le Parlement, nous constatons néanmoins que le Gouvernement sollicite — par le truchement de la susdite loi de crédits supplémentaires — des crédits de $388 + 541 = 929$ millions de francs pour l'exécution de cet accord qui tend à régler l'intervention de l'Etat dans la réparation de certains dommages de guerre subis par la S.N.C.F.B. Ces crédits aussi font double emploi avec les prévisions des articles 8 et 9 du projet qui nous occupe, puisqu'ils se rapportent au même objet.

zal dit punt regelen. Maar de h. Minister van Financiën verlangt, reeds nu, en zonder het sluiten van die overeenkomst af te wachten, de toestand van de Thesaurie aan te zuiveren en hij stelt daartoe de artikelen 8 en 9 voor, d.w.z. dat hij zonder meer de voorschotten in de begrotingsrekeningen wil opnemen.

Het spreekt vanzelf dat die werkwijze de toestand van 's Rijks Schatkist aanzuivert, maar in der waarheid is dit slechts een voorlopige oplossing, vermits zij de financiële betrekkingen tussen de Staat en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen niet regelt. De h. Minister van Financiën, bewaarder van de Staatskassen, houdt zich uitsluitend met de Schatkist bezig en hij kondigt een definitieve regeling aan voor later.

Naar onze mening ware het beter die ganse zaak in eenmaal te regelen. Trouwens moet worden opgemerkt dat het bedrag der voorschotten niet juist is; sommige ervan werden aangezuiverd door aanrekeningen ten bezware van de begrotingskredieten. In de loop van de jaren 1940 tot 1945 behelsden de begrotingen, inderdaad, kredieten ten belope van 1.625.000.000 frank voor « voorschotten aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en andere spoorwegen in concessie hebbende maatschappijen, met het oog op de wederopbouw van haar netten ». Die kredieten werden gebruikt ten belope van 1.101.388.312,51 fr. die vanzelfsprekend van het bedrag der voorschotten moeten afgetrokken worden. (Zie Bijlage, vragen door uw verslaggever gesteld op 11 November en 15 December 1947 en de gegeven antwoorden tot verantwoording van gebruikmaking van Schatkistmandaten, daar waar de begrotingskredieten ongebruikt bleven.)

Anderzijds voorziet het ontwerp tot opening van bijkredieten voor het dienstjaar 1947 en de vorige dienstjaren, dat zoëven werd rondgedeeld, een krediet van 44 miljoen frank, bestemd tot de regularisatie van de in de loop van het tijdsbestek 1941 tot 1946 verleende schatkistvoorschotten. (Begroting van Verkeerswezen — uitgaven tengevolge van de oorlog, art. 75bis, blz. 357.) Dit krediet schijnt een dubbele post uit te maken met de ramingen van de artikelen 8 en 9 van het in behandeling zijnde ontwerp.

Er dient ook nog opgemerkt dat in de loop van de bespreking van het ontwerp in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, de h. Rongvaux, oud-Minister van Verkeerswezen, gewag gemaakt heeft van een einde 1946 tussen de Staat en de N.M.B.S. gesloten overeenkomst. Die overeenkomst vermeldt de datum 23 December 1946; werd zij tot nu toe door het Parlement niet bekrachtigd, toch stellen wij vast dat de Regeirng — door toedoen van de voormelde wet van bijkredieten — kredieten ten bedrage van $388 + 541 = 929$ miljoen frank vraagt voor de uitvoering van dit accord, dat tot doel heeft de bijdragen van de Staat in het herstel van een bepaalde door de N.M.B.S. geleden oorlogsschade te regelen. Die kredieten vormen eveneens een dubbele post met de ramingen van de arti-

Bref, le Gouvernement, tout en proposant d'une part l'intégration dans les comptes de l'ensemble des avances, sollicite d'autre part des crédits pour régler une partie de celles-ci.

En présence de ces constatations, vu la convention du 23 décembre 1946 (voir annexe), il nous paraît que les articles 8 et 9 du projet de loi devraient être disjoints et faire l'objet d'un projet de loi spécial.

Ce projet aurait à entériner la convention dont question à l'article 8 et à régler définitivement les rapports financiers entre l'Etat et la S.N.C.F.B. Il résulte d'ailleurs du discours prononcé par M. Rongvaux à la Chambre des Représentants à l'occasion de l'examen du présent projet de loi comme aussi du discours qu'il a prononcé comme Ministre des Communications le 29 mai 1946, que les travaux préparatoires de cette convention sont fort avancés.

Le rapport au Régent préliminaire à l'arrêté-loi du 30 novembre 1946 autorise la même affirmation puisqu'il contient le passage ci-après : « De son côté, la S.N.C.F.B. qui a reçu des avances de Trésorerie de l'Etat pendant la guerre doit s'en acquitter en versant à l'Etat à partir de 1947, 55 annuités de 73 millions. »

Enfin, répondant à la septième question posée par M. le Député Parisi — rapport n° 75, p. 20 — le Ministre des Communications dit : « Les négociations entre l'Etat et la S.N.C.F.B. n'ont pas été suspendues en 1946. A un moment donné, les travaux de la première Commission d'assainissement ont été considérés comme terminés. A la faveur de problèmes nouveaux qui se sont posés depuis lors la Commission d'assainissement a été reconstituée il y a quelques mois déjà. Il est à prévoir que cette deuxième Commission déposera son rapport d'ici peu de temps. (Lettre du 22 décembre 1947 du Ministre des Communications, voir annexe.)

Dans un but de simplification, nous proposons donc de disjoindre les articles 8 et 9 et d'en faire l'objet d'un projet spécial, afin de régler ainsi en une fois la situation et du Trésor au regard des avances accordées à la S.N.C.F.B., et la situation de la dite société vis-à-vis du Trésor.

kelen 8 en 9 van het ontwerp dat wij in behandeling hebben, vermits zij op hetzelfde betrekking hebben.

Kortom, de Regering, waar zij, eensdeels, de opnemings, in de rekeningen, van het geheel der voorschotten voorstelt, vraagt, anderdeels, kredieten om een deel hiervan te regelen.

Ten aanzien van die bevindingen schijnt het ons dat, gelet op de overeenkomst van 23 December 1946 (zie bijlage), de artikelen 8 en 9 van het wetsontwerp zouden moeten gesplitst en in een bijzonder wetsontwerp opgenomen worden.

Dit wetsontwerp zou de overeenkomst waarvan sprake in artikel 8 moeten bekrachtigen en de financiële verhoudingen tussen de Staat en de N.M.B.S. definitief regelen. Uit de redevoering door de h. Rongvaux in de Kamer der Volksvertegenwoordigers uitgesproken ter gelegenheid van de behandeling van dit wetsontwerp, zomede uit de redevoering die hij op 29 Mei 1946 als Minister van Verkeerswezen uitsprak, blijkt trouwens dat de voorbereidende werkzaamheden van deze overeenkomst ver gevorderd zijn.

Het verslag aan de Regent dat de besluitwet van 30 November 1946 inleidt, laat ons toe hetzelfde te beweren, vermits de volgende passus daarin voorkomt : « Harerzijds moet de Nationale Maatschappij, welke gedurende den oorlog voorschotten uit de Schatkist van den Staat heeft ontvangen, zich er van kwijten door, te rekenen van 1947, 55 annuïteiten van 73 miljoen in de Rijkskas te storten. »

Ten slotte, in antwoord op de zevende vraag van de h. Volksvertegenwoordiger Parisi — verslag n° 75, blz. 20 — zegt de Minister van Verkeerswezen : « De onderhandelingen tussen de Staat en de N.M.B.S. zijn niet geschorst, geweest in 1946. Op een gegeven ogenblik werden de werkzaamheden van de eerste Saneringscommissie als beëindigd beschouwd. Gelet op de nieuwe vraagstukken die sindsdien gerezen zijn, werd de Saneringscommissie reeds enkele maanden geleden heropgericht. Het is te voorzien dat deze tweede Commissie haar verslag binnenkort zal indienen » (Brief van 22 December 1947 van de Minister van Verkeerswezen, zie bijlage).

Ter vereenvoudiging stellen wij dus voor, de artikelen 8 en 9 te splitsen en er een bijzonder ontwerp van te maken, ten einde aldus in éénmaal én de toestand van de Schatkist ten opzichte van de aan de N.M.B.S. toegestane voorschotten, én de toestand van bedoelde maatschappij tegenover de Schatkist te regelen.

Intégration budgétaire des charges financières assumées par le pays après la libération.

Articles 10, 11 et 12.

DÉPENSES ADMINISTRATIVES DES MISSIONS ÉCONOMIQUES DE L'OFFICE D'AIDE MUTUELLE.

Ces articles comportent l'ouverture de crédits supplémentaires pour dépenses administratives des Missions économiques.

D'autre part, l'article 10 tend à prolonger le délai de validité des soldes non utilisés des crédits ouverts à l'O.M.A. pour couvrir ses dépenses administratives (budgets des Finances de 1944 et 1945). Cette prolongation devient en réalité indéfinie à la faveur de l'amendement apporté à l'article 33 du projet.

On sait que, jusqu'en septembre 1946, les dépenses administratives de l'O.M.A. ont été payées à charge de crédits figurant au budget des Finances; à partir du 1^{er} octobre 1946, cet organisme a dû assurer son propre financement en prélevant ses dépenses sur le montant des recettes provenant de la vente des stocks en liquidation.

Or, aux pages 50 et 51 de l'exposé des motifs, nous lisons que les crédits prévus au budget des Finances en 1944, 1945 et 1946 pour le fonctionnement de l'O.M.A. n'ont pas été utilisés, mais que cet organisme a eu recours aux avances du Trésor ou à ses recettes propres.

Votre rapporteur a demandé des explications à ce sujet; il a voulu connaître les raisons qui peuvent avoir été alléguées par l'O.M.A. pour justifier ces errements.

Il a voulu savoir pourquoi le Ministre des Finances accordait des avances du Trésor à l'O.M.A. alors qu'il existait des crédits budgétaires que l'O.M.A. n'utilisait pas.

Le Ministre des Finances sollicite même des crédits supplémentaires (voir loi du 28 décembre 1946, voir aussi le projet allouant des crédits supplémentaires pour l'exercice 1947 et antérieurs, p. 116, document n° 88 de la session actuelle de la Chambre des Représentants), tandis que les crédits primitifs n'ont pas été utilisés!

Voici la réponse: « C'est pour éviter de devoir recourir à deux modes différents de liquidation que l'O.M.A. a financé ses dépenses de fonctionnement au moyen des fonds dont il disposait. Les dépenses d'administration furent cependant comptabilisées séparément; c'est ce qui a permis de suivre la consommation des crédits portés au budget et d'établir le montant des crédits supplémentaires compris dans la loi du 28 décembre 1946. La régularisation de ces dépenses est en cours. »

La Commission exprime ses regrets de devoir constater pareille désinvolture. En votant les crédits pour dépenses de fonctionnement de l'O.M.A. et en rattachant ceux-ci au budget des Finances, le

Opneming, in de begroting, van de financiële lasten, door het land gedragen na de bevrijding

Artikelen 10, 11 en 12.

ADMINISTRATIEVE UITGAVEN VAN DE ECONOMISCHE ZENDINGEN VAN DE DIENST VOOR ONDERLINGE HULPVERLENING.

Die artikelen behelzen de opening van bijkredieten voor administratieve uitgaven van de Economische zendingen.

Anderzijds strekt artikel 10 tot het verlenen van de geldigheidstermijn der niet opgebruikte saldi van de voor het O.M.A. tot dekking van zijn administratieve uitgaven geopende kredieten (begrotingen van Financiën voor 1944 en 1945). Die verlenging wordt in werkelijkheid onbeperkt, ingevolge het amendement op artikel 33 van het ontwerp.

Het is bekend, dat de administratieve uitgaven van het O.M.A. tot in September 1946, gekweten werden op de kredieten van de begroting van Financiën; met ingang van 1 October 1946 heeft dit organisme voor zijn eigen financiering moeten zorgen, door zijn uitgaven af te nemen op het bedrag der ontvangsten, voortkomende van de verkoop der geliquideerde voorraden.

Welnu, op de bladzijden 50 en 51 van de Memorie van toelichting, lezen wij dat de kredieten, voorzien in de begrotingen van Financiën in 1944, 1945 en 1946 tot instandhouding van het O.M.A., niet werden aangewend, maar dat dit organisme een beroep heeft gedaan op Schatkistvoorschotten en op zijn eigen ontvangsten.

Uw verslaggever heeft dienaangaande om uitleg gevraagd; hij heeft de redenen willen kennen welke het O.M.A. mocht aangevoerd hebben om zulke werkwijze te rechtvaardigen.

Hij heeft willen weten waarom de Minister van Financiën Schatkistvoorschotten aan het O.M.A. toestond, ofschoon er begrotingskredieten bestonden, waarvan het O.M.A. geen gebruik maakte.

De Minister van Financiën vraagt zelfs bijkredieten (zie wet van 28 December 1946, zie ook het ontwerp tot toekenning van bijkredieten voor de dienstjaren 1947 en vorige, blz. 116, Gedr. Stuk n° 88, lopende zitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers), ofschoon de oorspronkelijke kredieten niet werden gebruikt!

Ziehier het antwoord: « Het is om te vermijden dat op twee verschillende wijze van liquidatie een beroep moet worden gedaan, dat het O.M.A. zijn bedrijfsuitgaven gefinancierd heeft door de middelen waarover het beschikte. De bestuursuitgaven werden evenwel afzonderlijk geboekt; zulks heeft toegelaten het gebruik der op de begroting uitgetrokken kredieten na te gaan en het bedrag van de bijkredieten, vervat in de wet van 28 December 1946, te bepalen. De regularisatie van die uitgaven is aan de gang. »

De Commissie betreurt zulke ongegeneerdheid. Waar het Parlement de kredieten voor de bedrijfsuitgaven van het O.M.A. heeft goedgestemd en deze op de begroting van Financiën heeft aangerekend,

Parlement exprimait la volonté que ces crédits soient utilisés conformément aux dispositions régissant l'exécution des budgets. Il n'appartenait ni au Ministère des Finances, ni à l'O.M.A. d'y déroger.

D'autre part, il résulte des renseignements qui nous ont été fournis par la Cour des Comptes que les dernières imputations sur les crédits en question se rapportent au mois de mars 1945.

Il y a donc un retard de trois années dans les justifications comptables.

Il importe d'y remédier, car il ne servirait à rien de voter le présent projet de loi si les régularisations qu'il comporte doivent encore traîner pendant des années.

Article 13.

Le projet ouvre au Ministère des Finances un crédit de 833.000.000 de francs à l'effet de régulariser le coût des prestations faites par l'O.M.A. et les M.I.S.S.E.C. aux différents départements ministériels. (Le détail par département est relaté à la page 50 de l'exposé des motifs.)

Comme le Ministre des Finances donne l'assurance que la comptabilité sera tenue de telle sorte que les dépenses y apparaissent ventilées par département; comme, d'autre part, les imputations budgétaires s'effectueront sur production des justifications approuvées par les Ministres intéressés et que les pièces justificatives seront produites à la Cour des Comptes, il n'y a guère d'inconvénient à admettre l'ouverture d'un crédit global au Ministère des Finances.

L'accord d'aide mutuelle entre la Grande-Bretagne et la Belgique.

Article 14.

Le crédit de 1.304.000.000 de francs constitue le complément de ceux inscrits dans la loi de crédits supplémentaires de l'exercice 1945 (1) sous les articles 40 et 41bis du budget de la Défense Nationale. (Voir loi du 28 décembre 1946.)

Voici les rétroactes de cette affaire :

L'accord d'aide mutuelle entre la Grande-Bretagne et la Belgique en date du 22 août 1944 stipulait que la Belgique s'engageait à livrer *gratuitement* sur son territoire toutes les fournitures et services dont les forces sous commandement britannique auraient besoin et ce jusqu'à six mois après la victoire sur l'Allemagne; d'autre part, le Gouvernement britannique s'engageait à équiper et à entretenir *gratuitement* les forces belges jusqu'à la victoire sur l'Allemagne et à les entretenir *gratuitement* les six mois qui suivent.

Or, en 1946, à l'occasion d'une demande de crédits supplémentaires pour l'exercice 1945, le Département de la Défense Nationale a introduit deux demandes de crédit, la première de 1.915.000.000 de

druckt het de wens uit dat die kredieten zouden gebruikt worden overeenkomstig de bepalingen in zake de ten uitvoerlegging der begroting. Noch het Ministerie van Financiën, noch het O.M.A., behoorden hiervan af te wijken.

Anderzijds blijkt uit ons door het Rekenhof verstrekte inlichtingen, dat de laatste aanrekeningen op de bedoelde kredieten betrekking hebben op de maand Maart 1945.

Er is dus een achterstand van drie jaar in de rekening en verantwoording.

Zulks dient verholpen, want het zou tot niets dienen dat het onderhavige wetsontwerp wordt goedgekeurd wanneer de erin vervatte regularisaties nog jaren mochten aanslepen.

Artikel 12.

Het ontwerp opent voor het Ministerie van Financiën een krediet van 833.000.000 frank, ter regularisatie van de kosten der prestaties geleverd door het O.M.A. en de Economische Zendingen aan verschillende ministeriële departementen. (De omstandige opgave per Departement is opgenomen op blz. 50 van de Memorie van toelichting.)

Daar de Minister van Financiën de verzekering geeft dat de boekhouding derwijze zal geschieden dat de uitgaven per Departement geschift blijven; daar, anderzijds, de begrotingsaanrekeningen zullen geschieden op voorlegging van door de betrokken Minister goedgekeurde verantwoordingen en dat de bewijsstukken aan het Rekenhof zullen worden verstrekt, is er geen bezwaar tegen het openen van een globaal krediet voor het Ministerie van Financiën.

Het akkoord tot onderlinge hulpverlening tussen Groot-Brittannië en België.

Artikel 14.

Het krediet van 1.304.000.000 frank is een aanvulling van die welke in de wet op de bijkredieten voor het dienstjaar 1945 (1) op de artikelen 40 en 41bis van de begroting van Landsverdediging waren uitgetrokken. (Zie wet van 28 December 1946.)

Ziehier de voorgeschiedenis van die zaak:

Het akkoord tot onderlinge hulpverlening tussen Groot-Brittannië en België van 22 Augustus 1944, bepaalde dat België er zich toe verbond op zijn grondgebied *kosteloos* alle leveringen en diensten te verstrekken waaraan de strijdkrachten onder Brits bevel behoeften mochten hebben, en zulks tot zes maanden na de overwinning op Duitsland; anderzijds, verbond de Britse Regering er zich toe de Belgische strijdkrachten tot aan de overwinning op Duitsland *kosteloos* uit te rusten en te onderhouden en ze gedurende de zes daarop volgende maanden *kosteloos* te onderhouden.

Welnu, het Departement van Landsverdediging heeft in 1946, naar aanleiding van een verzoek om bijkredieten voor het dienstjaar 1945, twee kredietaanvragen ingediend, de eerste van 1.915.000.000 fr.,

(1) C'est par erreur que l'article 14 cite le budget de la Défense nationale pour l'exercice 1946; il s'agit du budget pour l'exercice 1945.

(1) Het is bij vergissing dat artikel 14 spreekt van de begroting van Landsverdediging voor het dienstjaar 1946; het gaat om de begroting voor het dienstjaar 1945.

francs parmi « les dépenses résultant de la guerre » au titre de remboursement au Trésor de la valeur des prestations et fournitures britanniques en mutual aid dont a bénéficié l'armée belge (p. 235 du projet de loi) et la seconde, de 1.539.000 francs, parmi les « dépenses extraordinaires » et du même chef que le précédent.

Nous avons exposé alors, dans une note de minorité et au cours d'une intervention en séance du Sénat du 24 décembre 1946, que ces crédits n'avaient aucune raison d'être, attendu que les fournitures faites par la Grande-Bretagne étaient *gratuites* et que leur coût ne devait pas grever le budget, lequel, par compensation, prenait en charge toutes les prestations belges pour les armées britanniques. Le budget devait donc être grevé de 9.460.000.000 de francs, coût des services et fournitures belges aux armées anglaises; par contre, le Ministère de la Défense Nationale avait reçu en *nature* pour 4.758.000.000 de francs de prestations britanniques, à prendre dans les inventaires du Département.

Cependant, les crédits ont été votés. Mais, comme nous l'avions bien prévu, c'est à ce moment-là que les difficultés ont commencé.

Le 5 février 1947, après la clôture de l'exercice 1945, nous avons demandé à M. le Ministre de la Défense Nationale comment ces crédits avaient été utilisés. Le 15 du même mois, il nous a été répondu que des instructions avaient été demandées à M. le Ministre du Budget. « Il s'agit de savoir, en effet, précisait M. le Ministre de la Défense Nationale, si les ordonnances de virement dans les écritures de la Trésorerie que mes services vont émettre incessamment sont à considérer comme un remboursement partiel des avances du Trésor consenties à l'O.M.A. durant l'application du *Mutual Aid* ou comme une recette à verser au budget des Voies et Moyens ou même au budget pour ordre, comme il en a été question au Sénat. »

De son côté, M. le Ministre du Budget, interrogé sur le même point, nous a répondu le 27 février 1947 : « Aucune liquidation ne sera faite à la charge des crédits supplémentaires alloués à l'exercice 1945 pour le remboursement au Trésor de la valeur des prestations et fournitures britanniques faites à l'Armée belge en *Mutual aid*. En effet, le Ministère des Finances met actuellement au point, en accord avec mes services, le projet de loi tendant à réaliser la régularisation budgétaire des opérations de l'O.M.A. Je pense que, dans ces conditions, il serait inopportun d'anticiper sur les dispositions de ce projet. Il va de soi que les crédits, au montant total de 3.454.000.000 de francs, alloués pour l'objet prémentionné, tomberont en annulation. » Ces renseignements nous furent confirmés par le Ministère des Finances.

L'O.M.A. avait déjà adressé au Ministère des Finances une « Note constituant réponse au rapport

onder de « uitgaven voortvloeiende uit de oorlog », als terugbetaling aan de Schatkist van de waarde der Britse prestaties en leveringen die voortaan in het raam der Mutual Aid aan het Belgisch leger werden verstrekt (blz. 235 van het wetsontwerp), en de tweede van 1.539.000 frank, onder de « buitengewone uitgaven », met hetzelfde doel als de vorige.

We hebben toen in een minderheidsnota en tijdens een tussenkomst in de Senaatsvergadering van 24 December 1946 uiteengezet, dat die kredieten geen reden van bestaan hadden, vermits de door Groot-Brittannië verstrekte leveringen *kosteloos* waren en dat hun waarde niet moest aangerekend worden op de begroting, welke, bij wijze van compensatie, alle Belgische prestaties aan de Britse legers ten laste nam. De begroting moest dus bezwaard worden met 9.460.000.000 frank, kostprijs der Belgische diensten en leveringen aan de Engelse legers; daarentegen had het Ministerie van Landsverdediging voor 4.758.000.000 frank Britse prestaties in *natura* ontvangen, terug te vinden in de inventarissen van het Departement.

Nochtans werden de kredieten goedgestemd. Doch, zoals wij het voorzien hadden, zijn de moeilijkheden op dat ogenblik begonnen.

Op 5 Februari 1947, na de sluiting van het dienstjaar 1945, hebben wij aan de h. Minister van Landsverdediging gevraagd hoe die kredieten werden aangewend. De 15^e van dezelfde maand werd ons geantwoord dat aan de Minister van Begroting onderrichtingen gevraagd waren. « Het gaat er inderdaad om te weten, verklaarde de h. Minister van Landsverdediging, of de ordonnantiën tot overschrijving in de schrifturen van de Schatkist, welke mijn diensten eerlang zullen uitgeven, moeten beschouwd worden als een gedeeltelijke terugbetaling van de Schatkistvoorschotten, die, gedurende de toepassing van de *Mutual Aid* aan het O.M.A. werden toegestaan, of als een ontvangst welke in de Rijksmiddelenbegroting of zelfs in de Begroting voor Orde dient opgenomen, zoals er in de Senaat sprake van is geweest. »

Van zijn kant, heeft de h. Minister van Begroting, ondervraagd over hetzelfde punt, ons op 27 Februari 1947 geantwoord : « Geen enkele vereffening zal geschieden ten bezware van de bijkredieten, die voor het dienstjaar 1945 werden toegestaan voor de terugbetaling, aan de Schatkist, van de waarde der Britse prestaties en leveringen verstrekt aan het Belgisch leger in het kader *Mutual Aid*. Inderdaad, het Ministerie van Financiën werkt thans, in overleg met mijn diensten, een wetsontwerp uit tot het verwezenlijken van de begrotingsregularisatie der O.M.A.-verrichtingen. Ik denk dat het in die omstandigheden ongelegen ware op de bepalingen van dat ontwerp vooruit te lopen. Het spreekt vanzelf dat de kredieten, totaal groot 3.454.000.000 frank, die met het evengemeld doel werden toegestaan, zullen vervallen ». Die inlichtingen werden door de h. Minister van Financiën bevestigd.

Het O.M.A. had reeds tot de Minister van Financiën een « Nota bedoeld als antwoord op het verslag

de M. le Sénateur Doutrepoint ». Nous en reproduisons ci-après les conclusions :

« 1^o *Aucun paiement n'a été fait* par la Défense Nationale ou par l'O.M.A. pour les fournitures de biens et de services effectués par l'Etat Britannique à l'Armée belge au titre de Mutual Aid et *aucun paiement ne devra être fait*.

» 2^o Il a semblé nécessaire de faire figurer à un budget de la Défense Nationale la valeur des biens et services reçus en Mutual aid, afin que le Parlement ait connaissance d'un montant très important de dépenses et afin que la Défense Nationale ait l'obligation de mettre à jour ses inventaires de matériel.

» 3^o Les estimations mises en avant par l'O.M.A. sont peut-être sujettes à revision de détail, mais l'O.M.A. ne peut marquer son accord sur la réduction importante apparaissant dans les estimations de la Défense Nationale, principalement en raison du fait que les estimations de l'O.M.A. ont été mal interprétées. »

De ce qui précède, il résulte nettement :

1^o que l'O.M.A. reconnaît qu'il n'a reçu aucune avance du Trésor pour payer les prestations britanniques; que, d'ailleurs, aucun paiement ne devra être fait de ce chef;

2^o que l'O.M.A. confond « comptabilité commerciale » et « comptabilité publique ». Point n'est besoin de grever le budget pour obliger les comptables en matières et matériel de la Défense Nationale de prendre dans leurs inventaires les quantités reçues *gratuitement* en Mutual Aid. Cette obligation découle des prescriptions réglementaires;

3^o qu'après avoir demandé pour plus de 3 /12 milliards de crédits, le Ministère de la Défense Nationale n'a pas su les utiliser, faute d'en connaître l'affectation. Cela se conçoit sans peine : a) les crédits sont libellés « remboursement au Trésor », mais ne peuvent être utilisés pour cet objet puisque le Trésor n'est pas créancier, n'ayant rien décaissé; b) il ne s'agit pas d'en affecter le montant au budget des Voies et Moyens, attendu que rien n'a été fourni en espèces mais bien en nature; c) une opération pour ordre ne résoud toujours pas la difficulté provenant de la création d'un poste budgétaire, qui ne répond à aucune nécessité de paiement ou de régularisation;

4^o que les deux crédits en question sont tombés en annulation à défaut d'utilisation avant la clôture de l'exercice 1945.

Mais voici que nous relevons le solde du crédit (4.758.000.000 — 3.454.000.000 = 1.304.000.000 de francs) à l'article 14 du projet de loi en discussion. C'est assez surprenant puisque le projet tend à « l'intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de Trésorerie » et qu'il résulte de toutes les informations reçues et notamment de la déclaration de l'O.M.A. reproduite

van de h. Senator Doutrepoint », toegestuurd. Wij halen er de besluiten van aan :

« 1^o *Geen enkele betaling werd gedaan* door Landsverdediging of door het O.M.A. voor de levering van goederen en diensten door de Britse Staat aan het Belgisch leger in het kader van de Mutual Aid en *geen enkele betaling zal moeten geschieden*.

» 2^o Het is nodig gebleken in de begroting van Landsverdediging de waarde der in het kader van de Mutual Aid ontvangen goederen en diensten op te nemen, opdat het Parlement van het zeer belangrijk uitgavenbedrag kennis zou krijgen en opdat Landsverdediging de verplichting zou hebben zijn inventarissen van materieel bij te werken.

» 3^o De ramingen van het O.M.A. zijn misschien vatbaar voor detail-herzieningen, doch het O.M.A. kan niet akkoord gaan met de belangrijke verlaging welke uit de ramingen van Landsverdediging blijkt, vooral wegens het feit dat de schattingen van het O.M.A. verkeerd geïnterpreteerd werden. »

Uit hetgeen voorafgaat blijkt duidelijk :

1^o dat het O.M.A. erkent dat het geen enkel Schatkistvoorschot ontvangen heeft ter betaling van de Britse prestaties; dat, trouwens, uit dien hoofde geen enkele betaling zal moeten geschieden;

2^o dat het O.M.A. « handelsboekhouding » met « Staatsboekhouding » verwacht. Het is geenszins nodig de begroting te bezwaren om de rekenplichtigen over de goederen en het materieel van Landsverdediging er toe te verplichten in hun inventarissen de hoeveelheden op te nemen, die in het kader van de Mutual Aid *gratis* gekregen werden. Die verplichting vloeit voort uit de reglementaire voorschriften;

3^o dat, na voor meer dan 3 1/2 milliard kredieten gevraagd te hebben, de Minister van Landsverdediging deze niet heeft kunnen gebruiken daar hij er de bestemming niet van kende. Zulks is gemakkelijk te begrijpen : a) de kredieten zijn omschreven als « terugbetaling aan de Schatkist », doch kunnen daartoe niet aangewend worden vermits de Schatkist geen schuldeiser is, daar zij niets heeft voorgeschooten; b) het bedrag ervan mag op de Rijksmiddelenbegroting niet aangerekend worden, vermits niets in specie maar wel in natura werd geleverd; c) een verrichting voor orde lost niet steeds de moeilijkheid op, meegebracht door het scheppen van een begrotingspost, die aan geen enkele betalings- of regularisatienoodzakelijkheid beantwoordt;

4^o dat de twee bedoelde kredieten vervallen zijn, wegens niet-aanwending vóór de sluiting van het dienstjaar 1945.

Doch, wij vinden onder artikel 14 van het behandelde wetsontwerp het saldo van het krediet (4.758.000.000 — 3.454.000.000 = 1.304.000.000 fr.). Dit is vrij verwonderlijk, vermits het ontwerp strekt tot « aanrekening op de algemene begroting der uitgaven die door Schatkistvoorschotten gefinancierd werden » en dat uit alle ingewonnen inlichtingen, en onder meer uit de boven aangehaalde verklaring van

ci-avant, que le Trésor n'a rien avancé pour cet objet. Comment peut-on, dès lors, intégrer au budget une avance du Trésor inexistante ? Et nous relevons, avec non moins des surprises, que les crédits de 1.915 millions de francs et de 1.539 millions de francs définitivement tombés en annulation au début de 1947 sont reportés aux exercices ultérieurs.

Nous pourrions concevoir que le Département demande deux nouveaux crédits, s'il est persuadé que c'est nécessaire, mais il semble difficile d'admettre qu'il ait la faculté de faire revivre des crédits tombés en annulation.

A la page 53 de l'exposé des motifs, le Gouvernement précise les raisons d'ouvrir les crédits en question au budget des dépenses.

Toutes ces considérations ne changeront rien au fait que la demande des crédits au budget général ne tient pas compte de la réalité; la Belgique a décaissé 9.460 millions de francs du chef de fournitures aux armées britanniques et c'est pour ce montant qu'il y a lieu de solliciter des crédits.

L'article 16 de la loi sur la comptabilité publique n'est nullement violé en l'espèce, attendu que les dépenses effectuées par la Belgique pour les armées britanniques trouvent leur compensation dans celles que la Grande-Bretagne paie pour l'armée belge. La Convention internationale d'aide mutuelle, qui a force de loi, exige qu'il en soit ainsi.

Que les crédits de 4.758 millions de francs soient affectés à un compte pour ordre ou non, peu importe en l'espèce, la somme grève à tort le budget général.

Le désarroi de la conception défendue par l'Administration des Finances se reflète d'ailleurs dans le texte : les crédits sont libellés « remboursement au Trésor »; la note-annexe au projet de loi porte également que le Ministère de la Défense nationale a été le bénéficiaire des prestations de l'Angleterre et « en doit, en principe, paiement à la Trésorerie » (voir p. 54); et, d'autre part, nous lisons à la page 53 de l'exposé des motifs : « Il n'est nullement question d'en enregistrer la valeur ni comme une recette directe du Trésor, ni comme une recette propre à l'O.M.A. »

Ces affirmations sont bien contradictoires et nous voudrions donc connaître avant tout la destination réelle de ces crédits.

Les errements défendus par le Gouvernement ont, au surplus, un autre inconvénient : les 9.460 millions de francs représentant des dépenses faites ici dans le pays et pour lesquelles l'O.M.A. doit posséder toutes les pièces justificatives et doit les soumettre au contrôle de la Cour des Comptes, tandis que les 4.758 millions de francs constituent une estimation pour laquelle aucune justification ne sera produite par l'Angleterre.

Il en résulte que l'introduction dans les écritures budgétaires de la somme de 4.758 millions de francs sous réserve d'une réduction de crédit à due concurrence du montant de dépenses payées par la Belgi-

het O.M.A., blijkt dat de Schatkist hiervoor niets heeft voorgesloten. Hoe kan men, derhalve, een onbestaand Schatkistvoorschot op de begroting aanrekenen? En wij stellen, met niet minder verwondering, vast dat de kredieten van 1.915 miljoen frank en 1.539 miljoen frank, die aanvang 1947 voorgoed vervallen waren, op de nakomende dienstjaren zijn overgedragen.

Wij zouden kunnen inzien dat het Departement twee nieuwe kredieten aanvraagt, zo het van de noodzakelijkheid hiervan overtuigd is, doch het schijnt moeilijk aan te nemen dat het vervallen kredieten terug kan doen herleven.

Op bladzijde 53 van de Memorie van toelichting verklaart de Regering nader om welke redenen die kredieten op de uitgavenbegroting werden uitgetrokken.

Al die beschouwingen veranderen niets aan het feit dat het verzoek om kredieten op de algemene begroting met de werkelijkheid geen rekening houdt; België heeft 9,460 miljoen frank uitgegeven voor leveringen aan de Britse legers en het is voor dit bedrag dat kredieten moeten gevraagd worden.

Artikel 16 van de wet op de Rijkscomptabiliteit, is ten deze geenszins geschonden, aangezien de uitgaven die België voor de Britse legers heeft gedaan, hun compensatie vinden in wat Groot-Brittannië voor het Belgisch leger heeft betaald. De Internationale overeenkomst voor onderlinge hulpverlening, die kracht van wet heeft, eist dat zulks geschiedt.

Dat de kredieten van 4.758 miljoen frank al dan niet op een rekening voor orde worden aangemerkt heeft hier weinig belang, daar de som ten onrechte de algemene begroting komt bezwaren.

De verwarring in de door het Bestuur van Financien verdedigde opvatting ligt trouwens weerspiegeld in de tekst van het ontwerp: de kredieten zijn omschreven als « terugbetaling aan de Schatkist »; de bij het wetsontwerp gevoegde nota vermeldt insgelijks dat het Ministerie van Landsverdediging prestaties van Engeland heeft genoten en hiervoor in principe betaling aan de Schatkist verschuldigd is (zie blz. 54) en, anderzijds, lezen wij op bladzijde 53 van de Memorie van toelichting: « Er is geenszins sprake de waarde ervan, noch als een directe ontvangst van de Schatkist, noch als een eigen ontvangst van het O.M.A. te boeken ».

Die beweringen zijn wel tegenstrijdig en wij zouden dus vóór alles de werkelijke bestemming van die kredieten willen kennen.

De door de Regering verdedigde gang van zaken biedt bovendien een ander bezwaar: de 9.460 miljoen frank vertegenwoordigen de uitgaven, die hier in het land gedaan werden en waarvoor het O.M.A. alle verantwoordingsstukken moet bezitten en aan de controle van het Rekenhof voorleggen, terwijl de 4.758 miljoen frank een schatting vormen, waaromtrent door Engeland geen verantwoording zal worden verstrekt.

Daaruit volgt dat de invoering van de som van 4.758 miljoen frank in de begrotingsschifturen, onder voorbehoud van een kredietverlaging tot het beloop van de door België betaalde uitgaven, zegge

que, soit 9.460 millions de francs, a pour effet la substitution d'une dépense incontrôlable à une autre qui peut être dûment contrôlée. C'est d'autant plus regrettable que cette somme de 4.758 millions de francs est contestée par le Ministère de la Défense Nationale, qui affirme avoir reçu, d'après ses estimations et ses relevés, 764 millions en moins. (Voir le détail : Annales parlementaires du Sénat, séance du 24 décembre 1946, p. 357).

Notons encore que l'ouverture d'un crédit de 9.460 millions de francs était de nature à faciliter le contrôle et la détermination de la part exacte de la Belgique dans le coût de la guerre. Les modalités adoptées par le Gouvernement, au contraire, répartissent la dépense sur plusieurs articles : en ce qui concerne le Mutual-aid avec la Grande-Bretagne : a) article 40 de 1945 (dépenses suite de guerre de la Défense Nationale) : 1.915 millions de francs; b) article 41bis de 1945 (dépenses extraordinaires de 1945) : 1.539 millions de francs; c) article 14 du présent projet : 1.304 millions de francs (sans indication de ventilation entre dépenses suite de guerre et dépenses extraordinaires, de sorte que l'on doit se demander si ce crédit est le complément du premier ou bien du second); d) une partie du crédit de 3.217 millions figurant à l'article 16 !!.

Ainsi que votre rapporteur l'a écrit à M. le Ministre des Finances, « cette comptabilisation nous laisse fort perplexe et pourra donner lieu à pas mal d'appréhensions quant à la régularité. C'est regrettable. »

Pour les raisons prémentionnées, nous estimons que les articles 14 et 16 et le dernier paragraphe de l'article 33 devraient être détachés du projet et soumis à un nouvel examen. L'affaire est trop importante en raison de la hauteur des montants en question que pour prendre encore une fois une décision qui serait inexécutable ou qui prêterait à doute ou équivoque.

* * *

Votre commission a chargé son rapporteur d'entamer au sujet de cette affaire des négociations avec M. le Ministre des Finances en vue d'arriver à un accord. M. le Ministre nous a fait parvenir, le 23 février 1948 la lettre ci-après :

« Articles 10 à 16.

« Les prestations et services dont il est question aux articles 10 à 16 ont été effectués à l'intervention ou d'accord avec les autorités belges. Le Gouvernement accepte la responsabilité de la dépense et sollicite du Pouvoir législatif les crédits nécessaires à leur intégration budgétaire.

En valorisant les prestations et services et en les mettant à la charge des départements bénéficiaires, les auteurs du projet se sont conformés :

1^o aux dispositions de l'article 16 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

2^o aux règles qui ont été tracées par l'arrêté-loi du 19 janvier 1945.

9.460 millions frank, ten gevolge heeft dat een niet controleerbare uitgave in de plaats komt van een andere, die behoorlijk kan gecontroleerd worden. Zulks is des te spijtiger daar die som van 4.758 miljoen frank betwist wordt door de Minister van Landsverdediging, die beweert dat hij, volgens zijn schattingen en zijn opgaven, 764 miljoen minder gekregen heeft. (Zie nadere gegevens : *Handelingen van de Senaat*, vergadering van 24 December 1946, bladzijde 357.)

Merken wij nog op dat de opening van een krediet van 9.460 miljoen frank van dien aard was, dat de controle en de bepaling van het juiste aandeel van België in de oorlogskosten vergemakkelijkt werd. De door de Regering aangenomen modaliteiten verdelen de uitgaven daarentegen over verschillende artikelen : wat de Mutual Aid met Groot-Brittannië betreft : a) artikel 40 van 1945, uitgaven wegens de oorlog, van Landsverdediging) : 1.915 miljoen frank; b) artikel 41bis van 1945 (buitengewone uitgaven 1945) : 1.539 miljoen frank; c) artikel 14 van het behandelde ontwerp : 1.304 miljoen frank, zonder opgave van schifting tussen oorlogsuitgaven en buitengewone uitgaven, zodat men zich moet afvragen of dit krediet de aanvulling is van het eerste ofwel van het tweede; d) een gedeelte van het krediet van 3.217 miljoen staat vermeld onder artikel 16 !!.

Zoals uw verslaggever het aan de Minister van Financiën heeft geschreven, « weten wij met zulke comptabilisering geen uitweg en zal zij tot heel wat bezwaren aanleiding geven wat de regelmatigheid betreft. Dit is te betreuren ».

Om de vorenbedoelde redenen zijn wij van oordeel dat artikelen 14 en 16 en de laatste paragraaf van artikel 33 van het ontwerp losgemaakt en aan een nieuw onderzoek onderworpen moeten worden. De zaak is, wegens de hoegrootheid van de desbetreffende bedragen, te belangrijk dan dat nogmaals een beslissing zou worden getroffen die onuitvoerbaar is of tot twijfel of misverstand aanleiding kan geven.

* * *

Uw commissie heeft haar verslaggever opdracht gegeven over deze zaak onderhandelingen met de h. Minister van Financiën aan te vangen om tot een akkoord te geraken. De h. Minister heeft ons, op 23 Februari 1948, de volgende brief laten geworden :

« Artikelen 10 tot 16.

« De prestaties en diensten waarvan sprake in de artikelen 10 tot 16 werden verricht op verzoek van of in overleg met de Belgische overheden. De Regering neemt de verantwoordelijkheid van de uitgave aan en vraagt van de Wetgevende Macht de nodige kredieten om ze op de begroting aan te rekenen.

Door de prestaties en diensten te waarderen en door ze ten laste te leggen van de departementen die ze hebben genoten, hebben de indieners van het ontwerp :

1^o de bepalingen van artikel 16 van de wet van 15 Mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit en

2^o de regelen vervat in de besluitwet van 19 Januari 1945 nageleefd.

L'article 16 de la loi du 15 mai 1846 stipule qu les Ministres ne peuvent accroître par aucune ressource particulière le montant des crédits affectés aux dépenses de leurs services.

Le rapport au Régent introductif de l'arrêté-loi du 19 janvier 1945 portant création de l'Office Mutuel exposait que :

« De nombreux départements ou organismes d'Etat vont donner et recevoir sans devoir encaisser ou déboursier. Il faut qu'un organisme régulateur paie chacun ou se fasse payer par chacun à défaut de quoi les règles d'une saine gestion budgétaire ne pourraient être observées. »

D'ailleurs, on ne pouvait confondre dans des comptes budgétaires :

1^o les opérations effectuées par l'Office d'Aide Mutuelle, personne publique parastatale différente de celle de l'Etat, agissant dans le cadre des accords internationaux;

2^o les opérations qui sont dues à l'initiative ministérielle dans le cadre de l'exécution des budgets.

Le Parlement a admis le point de vue défendu par le Gouvernement en votant la loi du 28 décembre 1946 accordant des crédits supplémentaires au budget de l'exercice 1946. »

* * *

De la réponse qui précède, il résulte que M. le Ministre refuse la modification préconisée.

Afin de mieux éclairer le Sénat, nous résumons succinctement les deux thèses en présence :

Votre rapporteur estime qu'en exécution des accords de Mutual-Aid, des crédits doivent être demandés pour couvrir les dépenses mises à charge de la Belgique en faveur des armées britanniques, soit 9.460 millions de francs, dépenses faites en Belgique et contrôlables par des pièces justificatives régulières.

* * *

Le Ministre des Finances, au contraire, est d'avis qu'il convient de solliciter en premier lieu des crédits pour 4.758 millions de francs de prestations qui nous ont été livrées *gratuitement* par l'Angleterre et ensuite pour la différence non compensée entre ces prestations et celles fournies par la Belgique.

* * *

Cette conception n'a pas notre agrément :

1^o parce qu'elle est contraire aux accords du Mutual Aid selon lesquels les prestations de l'Angleterre sont *gratuites*; donc, elles ne nécessitent aucun crédit budgétaire dans le chef de notre pays;

2^o parce qu'elle remplace à concurrence de 4.758 millions des dépenses *réelles et contrôlables*

Artikel 16 van de wet van 15 Mei 1846 bepaalt dat de Ministers, door geen enkel bijzonder middel het bedrag kunnen verhogen van de kredieten die voor de uitgaven van hun diensten zijn aangewezen.

Het verslag aan de Regent dat de besluitwet van 19 Januari 1945, houdende inrichting van de Dienst voor Onderlinge Hulpverlening inleidt, zegde dat :

« Tal van departementen of Staatsorganismen zullen geven en ontvangen zonder te moeten innen of betalen. Het is nodig dat een regelend organisme iedereen betaalt of zich door iedereen doet betalen, bij gebreke waarvan de regelen van een gezond begrotingsbeheer niet zouden kunnen nageleefd worden. »

Trouwens, men mocht in de begrotingsrekeningen niet doen samenvallen :

1^o de verrichtingen gedaan door de Dienst voor Onderlinge Hulpverlening, parastatale publiekrechtelijke rechtspersoon, verschillend van die van de Staat, handelend in het kader van de internationale overeenkomsten;

2^o de verrichtingen genomen op initiatief van een Minister in het kader van de uitvoering der begrotingen.

Het Parlement heeft de door de Regering verdedigde zienswijze aangenomen door de wet van 28 December 1946 waarbij bijkredieten op de begroting van het dienstjaar 1946 worden toegestaan, goed te stemmen. »

* * *

Uit bovenstaand antwoord blijkt dat de Minister de voorgestelde wijziging van de hand wijst.

Ten einde de Senaat beter voor te lichten, vatten wij hierna beknopt de twee tegenover elkander staande stellingen samen :

Uw verslaggever meent dat ter uitvoering van de overeenkomsten van Mutual-Aid kredieten moeten gevraagd worden ter dekking van de uitgaven die ten laste van België zijn gelegd in het voordeel van de Britse legers, zijnde 9.460 miljoen frank, uitgaven die in België gedaan zijn en die door regelmatige verantwoordingsstukken kunnen gecontroleerd worden.

* * *

De Minister van Financiën, daarentegen, meent dat het past in de eerste plaats kredieten te vragen voor 4.758 miljoen frank, prestaties die ons *kosteloos* door Engeland geleverd werden en vervolgens voor het niet-gecompenseerd verschil tussen deze prestaties en degene die door België geleverd werden.

* * *

Deze opvatting draagt onze voldoening niet weg :

1^o omdat zij strijdig is met de overeenkomsten van Mutual-Aid volgens welke de prestaties van Engeland kosteloos zijn; dus vereisen zij geen enkel begrotingskrediet in hoofde van ons land;

2^o omdat zij tot een beloop van 4.758 miljoen *werkelijke en controleerbare* uitgaven vervangt door

par des *estimations* sur lesquelles l'accord n'est même pas réalisé entre administrations belges (différence d'estimation de 764 millions entre l'O.M.A. et le Ministère de la Défense Nationale);

3^o parce qu'elle empêche ainsi le contrôle sur un montant de plusieurs milliards de dépenses;

4^o parce qu'elle présente comme une application de l'article 16 de la loi sur la comptabilité publique ce qui en constitue, en fait, une violation.

L'Etat belge a décaissé pour les besoins de la guerre, en exécution d'une convention internationale, 9.460 millions de francs, c'est donc cette somme qu'il convient d'introduire en comptabilité et non une somme moindre, ce afin de se conformer au susdit article 16.

En conclusion, nous estimons que les articles 14, 16 et 33, § 3, doivent être amendés.

EXAMEN DES AUTRES ARTICLES

Le 4 novembre 1947, votre rapporteur a encore écrit à M. le Ministre des Finances la lettre suivante :

« L'article 14 de ce projet porte : « Les imputations budgétaires sur les crédits alloués par les articles 12 et 13 de la présente loi s'effectueront sur production des justifications approuvées par les Ministres intéressés. »

D'autre part, aux termes des articles 19 et 21, « les imputations à la charge des crédits visés par les articles 15 à 18 et 20 se font au moyen d'ordonnances par virement dans les écritures émises successivement sur le vu d'arrêtés du Ministre compétent pris sur avis favorable de l'inspection du budget. »

Dans le premier cas, il semble donc que les justifications complètes seraient produites (à l'administration intéressée et à la Cour des Comptes, sans doute).

Mais faut-il en déduire des termes des articles 19 et 21 que, dans les cas envisagés, les justifications de dépenses se borneraient à des arrêtés ministériels mentionnant les sommes à imputer ? Il est à noter que les crédits en question s'élèvent à près de 8 milliards de francs.

En vue de la discussion prochaine du projet dont il s'agit, j'aimerais être renseigné au sujet des réflexions qui précèdent.

D'une manière plus générale, je voudrais savoir si les imputations à charge des différents crédits ouverts par ce projet de loi seront justifiées à la Cour des Comptes par des pièces de dépenses régulières et complètes.

Il résulte d'une note à la page 33 du projet de loi que le Trésor a fait une avance de 450.590.000 francs pour les pensions des veuves et orphelins de l'Etat et assimilés.

L'article 29 devrait permettre de régulariser la situation du Trésor.

Or, à la page 71, je remarque que l'article 29 est « omis ».

ramingen over welke er nog zelfs geen akkoord is bereikt tussen de Belgische besturen (verschil in raming van 764 miljoen tussen het O.M.A. en het Ministerie van Landsverdediging);

3^o omdat zij aldus de contrôle op een bedrag van verschillende Milliarden uitgaven belet;

4^o omdat zij zich voordoet als een toepassing van artikel 16 van de wet op de Rijkscomptabiliteit, hetgeen in feite een inbreuk daarop is.

De Belgische Staat heeft voor de oorlogsbehoeften, ter uitvoering van een internationale overeenkomst, 9.460 miljoen frank uitgegeven; het is dus die som die in de boekhouding moet ingevoerd worden en niet een geringere som, zulks ten einde in overeenstemming te blijven met bovenbedoeld artikel 16.

Tot besluit menen wij dat de artikelen 14, 16 en 33 § 3, moeten geamendeerd worden.

ONDERZOEK DER ANDERE ARTIKELEN

Op 4 November 1947 heeft uw verslaggever aan de Minister van Financiën nog de volgende brief geschreven :

Artikel 14 van dit ontwerp vermeldt : « De budgettaire aanrekeningen op de bij artikelen 12 en 13 van deze wet toegekende kredieten zullen geschieden op overlegging van de door de betrokken Ministers goedgekeurde verantwoordingsstukken. »

Anderzijds, naar luid van de artikelen 19 en 21, geschieden « de aanrekeningen ten laste van de bij de artikelen 15 tot 18 en 20 beoogde kredieten door middel van door overschrijvingen te vereffenen ordonnantiën, achtereenvolgens uitgegeven op het zien van besluiten van de bevoegde Minister, genomen op gunstig advies van de Inspectie van Begroting ».

In het eerste geval schijnt dus dat volledige verantwoording zal verstrekt worden (aan het betrokken bestuur en aan het Rekenhof, wellicht).

Doch, moet uit de artikelen 19 en 21 worden afgeleid dat, in de bedoelde gevallen, de uitgaafverantwoording zal beperkt blijven tot ministeriële besluiten met vermelding van de aan te rekenen som ? Er valt op te merken dat de desbetreffende kredieten nagenoeg 8 milliard frank bedragen.

Met het oog op de aanstaande bespreking over het desbetreffende ontwerp, zou ik gaarne omtrent de vorenstaande bedenkingen bescheid krijgen.

Meer in het algemeen, zou ik gaarne weten of de aanrekeningen op de verschillende door dit wetsontwerp geopende kredieten, aan het Rekenhof zullen verantwoord worden door regelmatige en volledige uitgaafstukken.

Uit een aantekening op bladzijde 33 van het wetsontwerp blijkt, dat de schatkist een voorschot van 450.590.000 frank voor de pensioenen der weduwen en wezen van het Rijkspersoneel en daarmee gelijkgesteld heeft gedaan.

Artikel 29 zou de regularisatie van de toestand der Schatkist moeten mogelijk maken.

Welnu, ik stel vast dat, op bladzijde 71, artikel 29 « weggelaten » is.

Quelle est la raison de cette omission ? Comment la dite avance sera-t-elle dès lors régularisée ? »

* * *

Réponse.

Le 29 du même mois, la réponse ci-après nous est parvenue :

« Les imputations budgétaires tracées à charge des crédits prévus par les articles 12 et 13 du projet de loi précité seront subordonnées au visa préalable de la Cour des Comptes qui disposera en même temps des pièces justificatives fournies par les Ministres intéressés.

Il y a lieu de remarquer toutefois que la valeur des prestations britanniques en Mutual Aid, visées par l'article 13 du dit projet, doit être fixée par le Gouvernement britannique.

En ce qui concerne les imputations intéressant les articles 15, 16, 17, 18 et 20, elles se rapportent à des *soldes* d'opérations de recettes et de dépenses ainsi qu'il ressort du libellé même de ces articles.

Ces opérations ont été effectuées par l'O.M.A. et par l'O.C.R.A.

Dans le but de faire apparaître ces recettes et ces dépenses dans les comptes de l'Etat, l'article 36 du projet de loi prescrit le rattachement de ces opérations au Titre I^{er}, chapitre II du budget pour ordre.

Ces deux organismes seront donc tenus de fournir à la Cour des Comptes leur compte de gestion appuyé des justifications nécessaires.

Dans ces conditions, il a paru opportun d'opérer l'imputation budgétaire de ces soldes, qui sont le résultat d'une contraction comptable, par la production, à la Cour, de décomptes approuvés par l'Inspection du Budget et par le Ministre compétent, décomptes qui reposeront sur les pièces justificatives fournies à l'appui des comptes de gestion cités ci-dessus.

D'une manière générale, on peut donc affirmer que toutes les imputations à la charge des crédits ouverts par le projet de loi précité seront dûment justifiées à la Cour des Comptes, par des pièces de dépenses régulières et complètes.

L'article 29 prévoit, en effet, à l'origine, le remboursement au Trésor de l'avance de 450.590.000 fr. destinée au paiement des pensions de survie revenant aux veuves et orphelins du personnel de l'Etat et du personnel assimilé.

Dans la suite, il a été jugé préférable de ne pas provoquer ce remboursement, mais de faire couvrir simplement le Trésor par une disposition lui permettant d'alimenter, dans la limite du montant précité, le fonds pour ordre à charge duquel s'effectue le paiement des dites pensions.

Tel est le but de l'article 38 qui se substitue à l'article 29. »

Wat is de reden van die weglating ? Hoe zal dat voorschot dan geregulariseerd worden ? »

* * *

Antwoord.

De 29^e van dezelfde maand, heb ik het volgende antwoord ontvangen :

« De begrotingsaanrekeningen ten bezware van de kredieten, voorzien bij de artikelen 12 en 13 van het voormelde wetsontwerp, zullen ondergeschikt zijn aan het voorafgaand visum van het Rekenhof, dat terzelfder tijd zal beschikken over de door de betrokken ministers verstrekte verantwoordingsstukken.

Er dient evenwel opgemerkt dat de waarde van de Britse prestaties inzake Mutual Aid, als bedoeld bij artikel 13 van dit ontwerp, door de Britse Regering moet vastgesteld worden.

Wat de aanrekeningen op de artikelen 15, 16, 17, 18 en 20 betreft, deze hebben betrekking op *saldi* van ontvangst- en uitgaafverrichtingen, zoals uit de redactie zelf van die artikelen blijkt.

Die verrichtingen werden door het O.M.A. en de O.C.R.A. gedaan.

Teneinde die ontvangsten en uitgaven in de rijksrekeningen te doen uitkomen, schrijft artikel 36 van het wetsontwerp voor dat die verrichtingen dienen ondergebracht onder titel I hoofdstuk II, van de begroting voor orde.

Die twee organismen zullen er dus toe gehouden zijn hun beheersrekening, gestaafd door de vereiste verantwoordingstukken, aan het Rekenhof te verstrekken.

In die voorwaarden bleek het gelegen de begrotingsaanrekening van die saldi, welke het resultaat van een boekhoudkundige samentrekking zijn, te bewerkstellingen door overlegging, aan het Hof, van de door de Inspectie van Begroting en de bevoegde Minister goedgekeurde verrekeningen, die zullen steunen op de verantwoordingstukken verstrekt tot staving van de vorenbedoelde beheersrekeningen.

Doorgaans kan dus bevestigd worden dat alle aanrekeningen op de door het voormeld wetsontwerp geopende kredieten, bij het Rekenhof behoorlijk verantwoord zullen worden door regelmatige en volledige uitgaafstukken.

Artikel 29 voorziet, inderdaad, aanvankelijk de terugbetaling aan de Schatkist van het voorschot van 450.590.000 frank, bestemd tot het betalen van de overlevingspensioenen verschuldigd aan de weduwen en de wezen van het Rijks- en daarmee gelijkgesteld personeel.

Naderhand werd er de voorkeur aan gegeven die terugbetaling niet uit te lokken, doch de Schatkist eenvoudig te dekken door een bepaling, op grond waarvan zij, binnen de grens van het voormeld bedrag, het fonds voor orde, waaruit de betaling van die pensioenen geschiedt, kan stijven.

Zulks is het doel van artikel 38, dat in de plaats van artikel 29 komt te staan.

*Articles 17 à 23.**Opérations de l'O.M.A. — M.I.S.S.E.C.
O.C.R.A.*

Toutes les opérations de ces organismes, au sujet desquels l'exposé des motifs, le rapport-annexe de M. le Ministre des Finances et le rapport de M. le Représentant Parisien fournissent une substantielle documentation, seront rattachées au budget pour ordre par application des articles 36 et 37 du projet à l'examen. Ceci implique le contrôle intégral par la Cour des Comptes et un rapport dans le cahier d'observations de ce Haut Collège.

Nous nous plaisons à constater qu'une part prépondérante dans cette solution revient à notre Commission des Finances du Sénat qui, depuis plus de deux ans, en préconise l'adoption.

Les considérations ci-dessus permettent d'adopter sans plus les crédits proposés et, d'ailleurs, justifiés par la documentation produite.

La Commission exprime cependant le désir que l'établissement et la vérification des comptes de ces organismes soient poursuivis très activement et qu'à la fin de 1948, lors de l'examen des budgets pour 1949, rapport soit fait au sujet du degré d'avancement de ces travaux.

Articles 25 à 32. — (Avances non récupérables et avances récupérables.)

Ces dispositions ont donné lieu à l'échange de correspondances ci-après avec M. le Ministre des Finances :

Lettre à M. le Ministre en date du 31 octobre 1947.

« Un examen partiel du projet de loi n° 431, déposé sur le Bureau de la Chambre des Représentants le 2 juillet 1947 m'amène à vous faire part des quelques réflexions que voici :

« Chapitre IV (art. 25 à 32).

» Les avances à divers départements et organismes sont ventilées en « non récupérables » et « récupérables », ce qui se conçoit.

» Mais ce qui retient mon attention dans cette ventilation, c'est que certaines avances récupérables faites à des organismes étrangers à l'Etat, vont être régularisées au moyen de crédits budgétaires, alors qu'à mon sens il s'indiquerait de les apurer à la faveur des remboursements à effectuer par les intéressés. J'estime que le fait que les crédits envisagés seront rattachés au budget des recettes et des dépenses extraordinaires reste sans influence sur l'avis que j'exprime ci-dessus.

» Le système adopté par le projet de loi présente le gros inconvénient de gonfler sans aucune nécessité les crédits budgétaires de l'exercice 1946.

*Artikelen 17 tot 23.**O.M.A.-, M.I.S.S.E.C.- en H.D.R.-verrichtingen.*

Al de verrichtingen van die organismen, waaromtrent de memorie van toelichting, het bijgevoegd verslag van de Minister van Financiën en het verslag van de h. Volksvertegenwoordiger Parisien een uitgebreide documentatie verstrekken, zullen bij toepassing van de artikelen 36 en 37 van het behandelde ontwerp op de begroting voor orde worden aangerekend. Zulks impliceert een algehele controle door het Rekenhof en een verslag in het boek van opmerkingen van dit Hoge College.

Het verheugt ons vast te stellen dat een overwegend aandeel in die oplossing toekomst aan de Commissie voor Financiën van de Senaat, die haar sedert meer dan twee jaar aanprijst.

De voorgaande overwegingen laten toe de voorgestelde en door de voorgelegde documentatie trouwens verantwoorde kredieten zonder meer aan te nemen.

De Commissie drukt evenwel de wens uit dat de opmaking en de verificatie der rekeningen van die organismen zouden bespoedigd worden en dat, tegen einde 1948, bij het onderzoek van de begrotingen voor 1949, over de vordering van dit werk verslag zou worden uitgebracht.

Artikelen 25 tot 32. (Niet terugvorderbare en terugvorderbare voorschotten.)

Die bepalingen hebben tot de volgende briefwisseling met de h. Minister van Financiën aanleiding gegeven :

Brief aan de h. Minister gestuurd op 31 October 1947.:

« Een gedeeltelijk onderzoek van het wetsontwerp n° 431, dat op 2 Juli 1947 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd ingediend, brengt er mij toe U de volgende overwegingen mede te delen :

» Hoofdstuk IV. (Art. 25 tot 32.)

» De voorschotten aan verschillende departementen en organismen worden gesplitst in « niet terugvorderbare » en « terugvorderbare », wat te begrijpen is.

» Maar wat in die schifting mijn aandacht gaande houdt is, dat sommige verhaalbare voorschotten, verstrekt aan organismen die van de Staat niet afhangen, door middel van begrotingskredieten zullen geregulariseerd worden, terwijl het, mijns inziens, geboden is deze aan te zuiveren met de door de betrokkenen te verrichten terugbetalingen. Ik meen dat het feit, dat de beoogde kredieten op de begroting der buitengewone ontvangsten en uitgaven zullen aangerekend worden, geen invloed heeft op de mening die ik zo pas heb uitgedrukt.

» De door het wetsontwerp aangenomen regeling biedt het groot bezwaar dat de begrotingskredieten voor het dienstjaar 1946 zonder enige noodzakelijkheid worden opgedreven.

» Le cas le plus typique est celui de la somme de 1.400.000.000 de francs avancée à la Colonie pour assurer, au cours de l'occupation ennemie, le paiement des pensions et des traitements des agents coloniaux résidant en Belgique et le règlement de charges analogues. Il s'agit là incontestablement de dépenses à supporter par la Colonie et pour lesquelles, en temps normal, le Trésor belge ne serait pas intervenu.

» Les sommes décaissées par celui-ci de ce chef devront forcément lui être remboursées par la Colonie. A mon sens, l'avance du Trésor pourrait donc être apurée au fur et à mesure de ces remboursements sans recours à des crédits budgétaires.

« N'en est-il pas de même d'ailleurs des avances au Gouvernement des Pays-Bas (1.200.000.000 de francs) et au Grand-Duché de Luxembourg (1 milliard 475.001.300 francs) ? Et, par ailleurs, les conventions avec ces deux pays ne devaient-elles pas être soumises au Parlement pour ratification ?

» Je fais la même réserve pour le cas, bien caractéristique aussi, de l'avance de 25 millions au Gouvernement Provincial du Luxembourg; quelle nécessité y a-t-il de régulariser budgétairement le solde de 7.270.780,21 francs, alors que la différence a été apurée par les remboursements de la province intéressée ?

D'ailleurs, au 30 septembre 1947, le solde des avances ne s'élève plus qu'à fr. 1.590.564,04. Voilà quelques cas, pris à titre d'exemple, car il y en a d'autres encore.

» Avant d'examiner la question plus avant, je vous prie de bien vouloir me faire connaître les raisons majeures qui ont déterminé le choix du procédé adopté par le projet de loi n° 431. »

Réponse.

En date du 12 décembre, M. le Ministre nous a répondu :

« L'objectif que j'ai poursuivi en déposant le projet de loi n° 431 est de créer une situation nette à la date du 31 décembre 1946, c'est-à-dire de demander des crédits tels qu'ils permettent, à coup sûr, d'imputer le montant net des avances dont le Trésor se trouvait à découvert à la date indiquée.

» Je ne me suis pas dissimulé, dès le départ, que certains des crédits ainsi demandés allaient être trop élevés.

« Malgré tout le soin avec lequel les pointages ont été opérés contradictoirement avec les Départements intéressés, il y aura certainement de-ci, de-là, des cas où le montant nécessaire à la régularisation d'une avance se trouvera compris dans les crédits demandés par le projet qui nous occupe, alors que les Départements intéressés possédaient déjà ou avaient déjà demandé le même crédit par la voie du feuillet ordinaire.

» Het meest typische geval geldt de som van 1.400.000.000 frank, welke aan de Kolonie werd voorgesloten om, tijdens de vijandelijke bezetting, de pensioenen en de wedden der in België verblijvende koloniale ambtenaren te betalen en soortgelijke lasten te regelen. Het gaat daar ongetwijfeld om uitgaven, die door de Kolonie moeten gedragen worden en waarvoor de Belgische Schatkist in normale tijd haar bemiddeling niet zou verleend hebben.

» De sommen, die deze uit dien hoofde voorgesloten heeft, moeten haar natuurlijk door de Kolonie terugbetaald worden. Mijns inziens zou het Schatkistvoorschot naar gelang van die terugbetalingen kunnen aangezuiverd worden, zonder een beroep op begrotingskredieten te doen.

» Geldt dit trouwens niet evenzeer voor de voorschotten aan de Nederlandse Regering (1 miljard 200.000.000 frank) en aan het Groothertogdom Luxemburg (1.475.001.300 frank) ? En zouden, anderzijds, de overeenkomsten met beide landen niet ter bekrachtiging aan het Parlement moeten voorgelegd worden ?

» Ik maakt hetzelfde voorbehoud ten aanzien van het ook zeer karakteristiek geval van het voorschot van 25 miljoen aan het Provinciaal Gouvernement van Luxemburg; welke noodzaak is er om het saldo van 7.270.780,21 frank budgetair te regulariseren, terwijl het verschil door de terugbetalingen van de betrokken provincie aangezuiverd werd ? Trouwens, het saldo van de voorschotten beloopt per 30 September 1947 nog slechts fr. 1.590.564,04. Ziedaar enkele gevallen opgegeven bij wijze van voorbeeld, want er bestaan er nog andere.

» Alvorens de kwestie verder te onderzoeken, vraag ik U mij te willen mededelen welke grondige redenen de keuze hebben gevestigd op de werkwijze, die door het wetsontwerp n° 431 is aangenomen. »

Antwoord.

Op 12 December heeft de h. Minister ons geantwoord :

« Het doel, dat ik door het indienen van het wetsontwerp n° 431, heb nagestreefd, bestaat er in een duidelijke toestand op 31 December 1946 te scheppen, d.w.z. zodanige kredieten te vragen dat zij toelaten het netto-bedrag der voorschotten, welke de Schatkist op de aangegeven datum niet verhaald had, aan te rekenen.

» Ik heb het mij van in de beginne niet ontveinsd dat sommige van de aldus aangevraagde kredieten te hoog zouden geweest zijn.

» In weerwil van de grote zorg waarmee de natellingen op tegenspraak met de bevoegde departementen zijn geschied, zullen zeker hier en daar gevallen voorkomen, waarin het voor de regularisatie van een voorschot vereiste bedrag begrepen is in de kredieten, die door het behandelde ontwerp worden aangevraagd, ofschoon de betrokken Departementen hetzelfde krediet, bij wege van het gewone feuilleton, reeds bekomen of aangevraagd hadden.

» D'autre part, et ceci vise plus spécialement le cas des avances « récupérables », il est évident qu'entre la date du 31 décembre 1946 et celle où le projet n° 431 sera voté, des remboursements auront été enregistrés par le Trésor.

» Je suis donc absolument d'accord avec vous sur le fait que certains des crédits prévus au projet n° 431 ne seront que partiellement utilisés.

» La chose est regrettable sans doute, mais il était impossible de l'éviter. Et d'ailleurs, ce qui importe surtout, c'est que les *comptes* budgétaires ne seront grevés que du montant net dont le Trésor se trouvera à découvert, au moment où, les crédits votés, on procédera aux imputations.

» Je conviens également volontiers avec vous qu'aussi bien pour ce qui concerne les avances récupérables que les autres, le fait qu'une grande partie des régularisations va s'effectuer à charge de l'exercice 1946, déformera considérablement la physionomie du compte de cet exercice. Personne ne pourra, je pense, en tirer des conclusions péjoratives, puisque aussi bien chacun saura que cet exercice aura été chargé de l'arrière-faix de la période un peu chaotique qui a suivi la libération.

» Au moment où j'ai envisagé le dépôt du projet de loi qui nous occupe, je me suis trouvé devant l'alternative suivante :

» Ou bien rentrer dans la règle constitutionnelle (toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes), avec les inconvénients, mineurs selon moi, qui viennent d'être évoqués.

» Ou bien laisser subsister un état de choses qui donnait lieu à de légitimes critiques, et cela pour un temps indéterminé, car il n'était pas possible de prévoir à quel moment on pourrait établir le montant exact des crédits à postuler, ni à quel moment et pour quel montant les avances « récupérables » seraient effectivement recouvrées.

» J'ai estimé qu'en cette matière comme en beaucoup d'autres, le mieux eût été l'ennemi du bien, et j'ai opté pour la première méthode qui, à mon avis, est la plus franche et la plus nette. »

» Ceci dit, voici quelques précisions concernant chacun des postes auxquels vous vous êtes spécialement arrêté.

» 1^o *Avances à la Colonie.*

» L'amendement au projet n° 431, que je viens de déposer, vous aura éclairé sur les divers aspects des comptes à régler entre la Belgique et la Colonie.

» 2^o *Avances au Grand-Duché de Luxembourg (p.39).*

» L'exposé des motifs du projet de loi n° 431 souligne que ces avances sont faites pour une durée égale à

» Anderzijds, en zulks betreft meer speciaal het geval van de « terugvorderbare » voorschotten, spreekt het vanzelf dat, tussen 31 December 1946 en de datum waarop het ontwerp n° 431 zal goedgestemd worden, sommige terugbetalingen door de Schatkist zullen geboekt zijn.

» Ik ben het dus met U volstrekt eens over het feit dat sommige der bij het ontwerp n° 431 voorziene kredieten slechts gedeeltelijk zullen aangewend worden.

» Dit is ongetwijfeld te betreuren, doch was niet te vermijden. Trouwens, en dit is vooral van belang, de begrotings *rekeningen* zullen slechts bezwaard worden met het netto-bedrag waarvoor de Schatkist niet gedekt is op het ogenblik dat, na goedstemming der kredieten, tot de aanrekeningen wordt overgegaan.

» Ik geef insgelijks grif toe dat, zowel ten aanzien van de terugvorderbare als van de andere voorschotten, het feit dat een groot gedeelte der regularisaties ten bezware van het dienstjaar 1948 zal geschieden, het uitzicht van de rekening van dat dienstjaar aanzienlijk zal veranderen. Niemand zal hieruit, denk ik, ongunstige conclusies kunnen trekken, vermits iedereen zal weten dat bedoeld dienstjaar belast is met de naweeën van de ietwat verwarde periode die op de bevrijding is gevolgd.

» Toen ik overwoog het betrokken wetsontwerp in te dienen, stond ik voor de volgende keuze :

» Ofwel tot de grondwettelijke regel terugkeren (alle Rijksontvangsten en -uitgaven moeten op de begroting en in de rekeningen vermeld zijn), met de, mijns inziens, geringe bezwaren, die zopas werden opgesomd.

» Ofwel een staat van zaken laten bestaan die tot gegronde kritiek aanleiding heeft gegeven, en wel voor onbepaalde tijd, want het was niet mogelijk te voorzien wanneer het juiste bedrag der aan te vragen kredieten zou kunnen bepaald worden, noch op welk ogenblik en voor welk bedrag de « terugvorderbare voorschotten » werkelijk zouden ingevorderd zijn.

» Ik heb gemeend dat, zowel op dit gebied als op vele andere, het beste nog niet te goed was en ik heb mijn keuze laten vallen op de eerste methode, die, mijns inziens, de meest openhartige en de duidelijkste is. »

» Dit gezegd zijnde, ziehier enkele gegevens omtrent iedere post waarbij U speciaal zijt blijven stilstaan.

» 1^o *Voorschotten aan de Kolonie.*

» Het amendement op het ontwerp n° 431 dat ik zopas heb ingediend, zal U ingelicht hebben over de verschillende aspecten van de tussen België en de Kolonie te vereffenen rekeningen.

» 2^o *Voorschotten aan het Groothertogdom Luxemburg (blz. 39).*

» De memorie van toelichting betreffende het wetsontwerp n° 431, onderlijnt dat die voorschotten

celle de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, c'est-à-dire pour une durée indéterminée.

» Vous conviendrez qu'il n'eût pas été de saine politique de laisser subsister indéfiniment ces avances sans les imputer.

» J'ajoute que la question de savoir si la Convention, signée à Londres le 31 août 1944, doit ou non être soumise à la ratification du Parlement est examinée par le Ministère des Affaires Etrangères.

» 3^o *Avances aux Pays-Bas.*

» Le crédit de 1.200.000.000 de francs, demandé par le projet de loi n° 431 (page 73, 7^o, e), représente le solde non remboursé au 31 décembre 1946 des avances dont il s'agit.

» Depuis lors, les 1.200.000.000 de francs ont été remboursés, à concurrence de 850.000.000 de francs en espèces, et à concurrence de 350.000.000 de francs, par la remise au Trésor belge d'obligations Emprunt Extérieur belge 3 1/2 p. c. 1937 rachetées à ses nationaux par le Gouvernement hollandais. Le crédit demandé ne sera donc pas utilisé.

» J'ajoute que le Ministère des Affaires Etrangères s'occupe de la préparation d'un projet de loi portant ratification de tous les accords financiers intervenus avec l'étranger et, en particulier, des arrangements avec les Pays-Bas.

» 4^o *Avance au Gouvernement Provincial du Luxembourg.*

» Ici également, c'est pour faire situation nette à une date déterminée et en sachant parfaitement que ce crédit serait vraisemblablement trop élevé, qu'un crédit de fr. 7.270.780,21 a été sollicité pour imputer le montant dont le Trésor était créancier au 31 décembre 1946. Seul sera imputé le montant de l'avance qui, lorsque le projet de loi sera voté, n'aurait pas été remboursé par la Province de Luxembourg. »

» Encore une fois, je me suis trouvé, au moment où j'ai examiné la question de la régularisation des avances de trésorerie devant deux formules, dont chacune avait des inconvénients. Je répète avoir choisi celle consistant à demander des crédits pour le montant des soldes au 31 décembre 1946, d'abord pour une raison de principe (rentre dans la règle constitutionnelle) et ensuite pour une raison pratique (établir une situation nette à une date déterminée).

» Je reste convaincu que les inconvénients de cette méthode (gonflement de certains crédits — imputation de certaines dépenses, à tel exercice, alors que des recettes compensatoires seront enregistrées soit au même exercice, soit à un exercice ultérieur) sont largement contrebalancés par ses avantages.

» Sauf en ce qui concerne le poste « Avances à la Colonie » pour lequel un amendement a été intro-

geschieden voor dezelfde termijn als die van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, d.i. voor onbepaalde tijd.

» U zult toegeven dat het geen gezonde politiek ware geweest die voorschotten onbeperkt te laten bestaan, zonder ze aan te rekenen.

» Ik voeg hieraan toe dat het vraagpunt of de te Londen op 31 Augustus 1944 ondertekende overeenkomst al dan niet aan de bekrachtiging van het Parlement moet onderworpen worden, door het Ministerie van Buitenlandse Zaken onderzocht wordt.

» 3^o *Voorschotten aan Nederland.*

» Het krediet van 1.200.000 frank, gevraagd door het wetsontwerp n° 431 (blz. 73, 7^o, e), vertegenwoordigt het op 31 December 1946 nog niet terugbetaalde saldo van de desbetreffende voorschotten.

» Sedertdien werden de 1.200.000 frank terugbetaald ten belope van 850 miljoen frank in specien, en ten belope van 350 miljoen frank door afgifte aan de Belgische Schatkist van obligatiën van de Belgische 3 1/2 t. h. Buitenlandse Lening 1937, die de Nederlandse Regering van haar onderhorigen heeft afgekocht. Het gevraagde krediet zal dus niet worden gebruikt.

» Ik voeg hieraan toe dat het Ministerie van Buitenlandse Zaken zich bezighoudt met de uitwerking van een wetsontwerp tot bekrachtiging van alle financiële akkoorden met het buitenland, en in het bijzonder van de overeenkomst met Nederland.

» 4^o *Voorschot aan het Provinciaal Gouvernement van Luxembourg.*

» Hier ook is het om op een bepaalde datum een duidelijke toestand te scheppen en met het besef dat het krediet waarschijnlijk te hoog zou geweest zijn, dat een krediet van fr. 7.270.780,21 werd gevraagd ter aanrekening van het bedrag waarvoor de Schatkist op 31 December 1946 schuldvorderingen had. Alleen het bedrag van het voorschot, dat na goedstemming van de wet nog niet door de Provincie Luxembourg terugbetaald mocht zijn, zal worden aangerekend.

» Nogmaals, kwam ik bij het onderzoek van de regularisatie der schatkistvoorschotten, vóór twee formules te staan, welke beide bezwaren hadden. Ik herhaal het die gekozen te hebben welke er in bestond kredieten te vragen voor het bedrag der saldi per 31 December 1946, eerst om een principiële reden (terugkeren tot de grondwettelijke regel) en vervolgens om een praktische reden (een duidelijke toestand op een bepaalde datum scheppen).

» Ik ben er nog steeds van overtuigd dat de bezwaren van die methode (opdrijving van sommige kredieten — aanrekening van sommige uitgaven op een bepaald dienstjaar, terwijl de compenserende ontvangsten hetzij op hetzelfde dienstjaar, hetzij op een nakomend dienstjaar worden aangerekend) door haar voordelen ruimschoots zullen goedge maakt worden.

» Met uitzondering van de post « Voorschotten aan de Kolonie », waarvoor een amendement werd

duit comme il est dit plus haut, je ne pense pas qu'il soit indispensable de modifier le projet de loi n° 431, pour tenir compte de la situation à ce jour : ce serait là, en effet, un travail d'ajustement fort long et qui risquerait de retarder considérablement le vote de ce projet. On n'aurait d'ailleurs jamais des chiffres exacts, car la situation est susceptible de se modifier tous les jours. A mon sens, il est préférable de voir une partie des crédits tomber en annulation, que d'éloigner encore le moment où la régularisation des avances pourra être effectuée. »

* *

Les explications fournies par M. le Ministre et les précisions sur la portée et l'objet des crédits postulés que nous trouvons dans l'exposé des motifs ne nécessitent d'autres remarques, ni de plus amples commentaires.

* *

Une autorisation générale d'emprunter pour couvrir le déficit qui résultera de l'ensemble de ces opérations est accordée par l'article 34 du projet de loi. En somme, elle est superfétatoire, car le Ministre des Finances jouit déjà d'une pareille autorisation, mais il a voulu éviter toute équivoque à ce sujet.

CONCLUSIONS.

En ce qui concerne le passé, la Commission des Finances estime que, pour un bon nombre d'avances du Trésor, le Gouvernement s'est trouvé devant des cas de force majeure et que, d'autre part, il a forcément dû entériner les conséquences de certains actes qui, au cours de l'occupation, ont été soit imposés par les Allemands, soit posés par les autorités de l'époque.

Mais elle estime également qu'il importe à l'avenir de mettre définitivement fin à des errements qui sont de nature à entraîner des conséquences désastreuses pour les finances de l'Etat et pour la monnaie.

Dans trop de circonstances le Gouvernement a utilisé un mode irrégulier de financement pour des fins nationales ou même internationales en dehors de toute autorisation législative. Ce régime de dispositions sur le Trésor public doit cesser.

Cependant, le Parlement ne saurait se contenter de simples promesses. Trop de promesses n'ont pas été tenues; trop de circulaires administratives sont restées inappliquées. Ainsi que l'a écrit le professeur Trobas, « le pouvoir législatif ne peut maintenir ses prérogatives que par un contrôle de la Trésorerie ». La Commission des Finances exprime le désir que ce contrôle soit organisé sans délai.

* *

Quant aux différents articles, le rapporteur a exprimé son avis dans la deuxième partie du rapport.

ingediend zoals hiervoren gezegd, denk ik niet dat het onontbeerlijk is het wetsontwerp n° 431 te wijzigen om rekening te houden met de toestand van de dag : dit zou inderdaad een langdurig aanpassingswerk vergen, dat de goedstemming van het ontwerp aanzienlijk zou kunnen vertragen. Men zou trouwens nooit over juiste cijfers beschikken, want de toestand kan alle dagen wijzigingen ondergaan. Mijns inziens verdient het de voorkeur dat een gedeelte der kredieten vervallen, dan dat het tijdstip waarop de regularisatie der voorschotten zou kunnen geschieden, nog wordt uitgesteld. »

* *

De door de Minister verstrekte verklaringen en de nauwkeurige inlichtingen omtrent de draagwijdte en het oogmerk van de gevraagde kredieten die wij vinden in de memorie van toelichting, vergen noch opmerkingen noch uitgebreider commentaar.

* *

Een algemene machtiging tot lening ter dekking van het tekort dat zal voortvloeien uit het geheel van die verrichtingen, wordt verleend bij artikel 34 van het wetsontwerp. Deze machtiging is, per slot van rekening, volledig nutteloos want de Minister van Financiën bezit reeds een dergelijke machtiging, doch hij heeft elke dubbelzinnigheid in dit verband willen vermijden.

BESLUITEN.

Wat het verleden betreft, meent de Commissie van Financiën dat, voor een groot aantal Schatkistvoorschotten, de Regering zich voor gevallen van overmacht heeft bevonden en dat zij, anderdeels, gedwongen de gevolgen heeft moeten bekrachtigen van zekere handelingen die, tijdens de bezetting, hetzij door de Duitsers opgelegd, hetzij door de toenmalige overheden gesteld werden.

Doch zij meent eveneens, dat er in de toekomst definitief dient een einde gemaakt aan slechte gewoonten die noodlottige gevolgen kunnen medebrengen voor de Rijksfinanciën en voor de valuta.

In te veel omstandigheden heeft de Regering gebruik gemaakt van een onregelmatige financieringsmethode voor nationale of zelfs internationale doeleinden, buiten elke toelating van de wetgevende macht. Dit stelsel van beschikking op 's Rijkschatkist moet ophouden.

Het Parlement mag zich evenwel niet tevreden stellen met eenvoudige beloften. Te veel beloften werden niet ingelost; te veel administratieve aanschrijvingen bleven niet toegepast. Zoals professor Trobas schreef, « de wetgevende macht kan haar voorrechten niet handhaven, tenzij door een controle op de Thesaurie ». De Commissie van Financiën uit de wens dat deze controle onverwijld zou ingericht worden.

* *

Wat de verschillende artikelen betreft heeft uw verslaggever zijn mening uitgedrukt in het tweede gedeelte van dit verslag.

La Commission se rallie à l'opinion exprimée par son rapporteur au sujet des articles 8, 9, 14, 16 et le § 3 de l'article 33.

En conséquence, elle propose les amendements ci-après :

AMENDEMENTS.

A. — Disjoindre les articles 8 et 9 « Avances à la Société Nationale des Chemins de fer belges » pour en faire un projet de loi spécial.

B. — Supprimer l'article 14 et le troisième alinéa de l'article 33.

C. — Remplacer l'article 16 par la disposition suivante :

En vue de permettre l'imputation budgétaire de la valeur des prestations belges en faveur des armées alliées sous le régime des accords, il est ouvert au budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1946, un crédit de 9.460.000.000 francs.

Ces amendements auront pour effet de réduire le total de 121 milliards à concurrence de 12 milliards 975.000.000 (art. 8) + 1.304.000.000 (art. 14) + 3.217.000.000 (art. 16) + 1.915.000.000 + 1 milliard 539.000.000 (art. 33, § 3) = 20.950.000.000 et de l'augmenter de 9.460.000.000, soit une réduction totale de 11.490.000.000 francs.

ANNEXES.

En annexes du présent rapport, nous insérons les documents ci-après :

I. Avances du Trésor.

1^o Les situations au 30 juin et au 30 septembre 1947 des avances du Trésor pour lesquelles un crédit est sollicité dans le projet de loi en discussion ;

2^o Lettre du 31 octobre 1947 au sujet des deux documents précités ;

3^o Réponse de M. le Ministre des Finances en date du 20 novembre 1947.

II. Avances à la S.N.C.F.B.

4^o Tableau des allocations budgétaires et des dépenses imputées à la Cour des Comptes ;

5^o Questions posées par le rapporteur concernant les avances à la S.N.C.F.B. et réponses de M. le Ministre ;

De Commissie sluit zich aan bij de door haar verslaggever uitgedrukte mening betreffende de artikelen 8, 9, 14, 16 en § 3 van artikel 33.

Bijgevolg stelt zij de navolgende amendementen voor :

AMENDEMENTEN.

A. — De artikelen 8 en 9 « Voorschotten aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen » te splitsen om er een bijzonder wetsontwerp van te maken.

B. — Het artikel 14 en de derde alinea van artikel 33 te doen wegvallen.

C. — Artikel 16 door de navolgende bepaling te vervangen :

Ten einde de budgetaire aanrekening van de Belgische prestaties ten behoeve van de geallieerde legers onder het stelsel der akkoorden mogelijk te maken, wordt in de begroting van het Ministerie van Financiën, voor het dienstjaar 1946, een krediet van 9.460.000.000 frank geopend.

Deze amendementen zullen tengevolge hebben het totaal van 121 milliard te verminderen tot een beloop van 12.975.000.000 (art. 8) + 1.304.000.000 (art. 14) + 3.217.000.000 (art. 16) + 1.915.000.000 + 1 milliard 539.000.000 (art. 33, § 3) = 20.950.000.000 en het te verhogen met 9.460.000.000 frank, d. i. een totale vermindering met 11.490.000.000 frank.

BIJLAGEN.

Als bijlage aan dit verslag lassen wij de navolgende bescheiden in :

I. Schatkistvoorschotten.

1^o De standen op 30 Juni en op 30 September 1947 van de Schatkistvoorschotten, waarvoor een krediet in het in behandeling zijnde wetsontwerp gevraagd is ;

2^o Brief van 31 October 1947, betreffende de twee voormelde bescheiden ;

3^o Antwoord van de h. Minister van Financiën, dd. 20 November 1947.

II. Voorschotten aan de N.M.B.S.

4^o Tabel van de begrotingstoewijzingen en van de uitgaven aangerekend aan het Rekenhof ;

5^o Vragen gesteld door de verslaggever betreffende de voorschotten aan de N.M.B.S. en antwoorden van de h. Minister.

6° Réponses aux questions posées par M. le Représentant *Parisis*, rapporteur du projet et qui figurent aux pages 19 et 20 de son rapport;

7° Texte de la Convention entre l'Etat Belge et la S.N.C.F.B. conclue le 23 décembre 1946 et non ratifiée par le Parlement.

III. Avances à l'O.M.A.

8° Lettre du rapporteur en date du 24 janvier 1948;

9° Réponse de M. le Ministre des Finances;

10° Réponses de MM. les Ministres de la Défense Nationale, du Budget et des Finances à la demande de renseignements relatifs à l'utilisation des crédits supplémentaires de 1.915.000.000 et 1.539.000.000 fr. pour remboursement au Trésor de la valeur des prestations et fournitures britanniques en Mutual Aid dont a bénéficié l'Armée Belge.

* *

Sous réserve de l'incorporation de l'amendement du Gouvernement dont il est question dans la lettre de M. le Ministre des Finances (page 24 du présent rapport) et des amendements proposés par la Commission, celle-ci adopte le projet à l'unanimité.

Le présent rapport est également adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
A. DOUTREPONT.

Le Président,
C. VAN OVERBERGH.

6° Antwoorden op de vragen gesteld door de h. Volksvertegenwoordiger *Parisis*, verlaggever van het ontwerp, welke voorkomen op bladzijden 19 en 20 van zijn verslag;

7° Tekst van de overeenkomst tussen de Belgische Staat en de N.M.B.S., gesloten op 23 December 1946 en door het Parlement niet bekrachtigd.

III. Voorschotten aan het O.M.A.

8° Brief van de verslaggever dd. 24 Januari 1948;

9° Antwoord van de h. Minister van Financiën;

10° Antwoorden van de hh. Ministers van Landverdediging, van Begroting en van Financiën op het verzoek om inlichtingen betreffende het gebruik van de bijkredieten van 1.915.000.000 en 1 miljard 539.000.000 frank, voor terugbetaling, aan de Schatkist, van de waarde der Britse prestaties en leveranties in Mutual Aid, welke het Belgisch Leger genoten heeft.

* *

Onder voorbehoud van opneming van het amendement van de Regering waarvan sprake in de brief van de h. Minister van Financiën bladzijde 24 van dit verslag) en van de door de Commissie voorgestelde amendementen, neemt deze het ontwerp met algemene stemmen aan.

Dit verslag wordt eveneens met algemene stemmen aangenomen.

De Verslaggever,
A. DOUTREPONT.

De Voorzitter,
C. VAN OVERBERGH.

ANNEXES.

I. — AVANCES DU TRÉSOR.

Avances du Trésor pour lesquelles
un crédit est sollicité
dans le projet de loi n° 431.

Situation au 30 juin 1947.

Affaires Economiques.

Conseils professionnels	3.970.000,—
Caisse de Compensation de l'Industrie Charbonnière	20.305.428,41
Office de Récupération économique . . .	412.547.324,90
Office du Charbon	5.000.000,—
Indemnité S.A. Vieille Montagne (Office du Ducroire).	1.761.423,65

Affaires Etrangères.

Gouvernement Polonais	15.000.000,—
---------------------------------	--------------

Agriculture.

Masse d'habillement des préposés Eaux et Forêts	700.000,—
--	-----------

Colonies.

Trésorerie Coloniale	1.400.000.000,—
--------------------------------	-----------------

Communications.

S.N.C.F.B. (Voitures métalliques) . . .	280.000.000,—
S.N.C.F.B.	12.212.995.116,—
Ch. de fer Grand Duché de Luxembourg	120.000.000,—
Régie de la Marine	17.667.115,60

Défense Nationale.

Frais d'hospitalisation militaires étrangers	191.585,85
Réquisitions anglaises (1940)	2.324.307,66

Finances.

Monnaies allemandes retirées après la guerre 1914-18	404.318.536,92
Stad Antwerpen	75.000.000,—
O.L.I.C.	163.500.000,—
Crédit aux forces alliées.	1.031.157.231,85
Grand Duché de Luxembourg (retrait des RM.)	1.475.001.300,—
O.M.A. et Mission Economique.	23.825.429.288,87
Fonds d'amortissement Dette publique (Loi 7-6-1926.)	54.083.041,58
Frais d'occupation (1940-1944)	66.998.702.500,—
Réquisitions allemandes (1940-46). . . .	6.144.408.147,14
Butin de guerre	180.000.000,—
Commission Borms	134.289.396,43
Office des Victimes de la Guerre	1.179.435,43
Echange des RM aux rapatriés.	89.975.360,—
Achat de papier en Suisse.	1.501.395,10
Indemnités dommages matériels resor- tissants Reich	160.031.131,15
Réfectoire des Finances	250.000,—
Assainissement monétaire Eupen-Malmédy	558.181.412,56

Instruction publique.

Fourniture de pommes de terre.	965.270,—
--	-----------

Intérieur.

Gouvernement provincial du Luxembourg	6.758.180,86
Commissariat aux Sports	4.000.000,—

BIJLAGEN.

I. — SCHATKISTVOORSCHOTTEN.

Schatkistvoorschotten
voor welke een krediet is gevraagd
in het wetsontwerp n° 431.

Stand op 30 Juni 1947.

Economische Zaken.

Beroepsraden	3.970.000,—
Compensatiekas van de Steenkolenrijverheid	20.305.428,41
Bureau voor Economische Recuperatie	412.547.324,90
Kolencentrale	5.000.000,—
Vergoeding N.V. Vieille Montagne (Delcre- deredienst)	1.761.423,65

Buitenlandse Zaken.

Poolse Regering	15.000.000,—
---------------------------	--------------

Landbouw.

Kledingsfonds van de aangestelden Bossen en Waters	700.000,—
---	-----------

Koloniën.

Koloniale Thesaurie	1.400.000.000,—
-------------------------------	-----------------

Verkeerswezen.

N.M.B.S. (Metalen wagens)	280.000.000,—
N.M.B.S.	12.212.995.116,—
Spoorweg Groothertogdom Luxemburg.	120.000.000,—
Regie van het Zeewezen	17.667.115,60

Landsverdediging.

Kosten van verpleging vreemde militairen .	191.585,85
Engelse opeisingen (1940)	2.324.307,66

Financiën.

Duitse munten na de oorlog 1914-1918 uit de omloop gesteld	404.318.536,92
Stad Antwerpen	75.000.000,—
B.V.C.V.	163.500.000,—
Krediet aan de geallieerde strijdkrachten. Groothertogdom Luxemburg (buiten om- loop stellen van de RM).	1.031.157.231,85
O.M.A. en Economische Zending.	1.475.001.300,—
Fonds tot delging der Staatsschuld (Wet van 7-6-1926.)	23.825.429.288,87
Bezettingskosten (1940-1944)	54.083.041,58
Duitse opeisingen (1940-1946)	66.998.702.500,—
Oorlogsbuit	6.144.408.147,14
Bormscommissie	180.000.000,—
Dienst der Oorlogsslachtoffers	134.289.396,43
Inwisseling van de RM der gerapatrieerden	1.179.435,43
Aankoop van papier in Zwitserland . . .	89.975.360,—
Vergoedingen materiële schade onderdanen Reich.	1.501.395,10
Eetgelegenheden van Financiën	160.031.131,15
Muntsanering Eupen-Malmédy	250.000,—
	558.181.412,56

Openbaar Onderwijs.

Levering van aardappelen	965.270,—
------------------------------------	-----------

Binnenlandse Zaken.

Provinciaal Gouvernement Luxemburg .	6.758.180,86
Commissariaat voor de Sport	4.000.000,—

<i>Justice.</i>		<i>Justitie.</i>	
Etablissement de Défense Sociale à Tournai	1.900.000,—	Inrichting voor Sociaal Verweer te Doornik	1.900.000,—
Exploitation agricole St-Hubert.	80.000,—	Landbouwexploitatie te St-Hubert	80.000,—
<i>Santé Publique.</i>		<i>Volksgezondheid.</i>	
Secours d'hiver	90.000.000,—	Winterhulp.	90.000.000,—
<i>Travail et Prévoyance Sociale.</i>		<i>Arbeid en Sociale Voorzorg.</i>	
Caisse Mutuelle auxiliaire pour allocations familiales	23.750.000,—	Nationale Onderlinge Hulpkas voor Kinder-toeslagen.	23.750.000,—
Caisse Mutuelle Nationale pour allocations familiales	127.500.000,—	Nationale Onderlinge Kas voor Kinder-toeslagen.	127.500.000,—
Fonds spécial accidents du travail.	6.250.000,—	Speciaal Fonds Arbeidsongevallen	6.250.000,—
<i>Travaux publics.</i>		<i>Openbare Werken.</i>	
Travaux île de Walcheren.	6.423.231,12	Werken Eiland Walcheren	6.423.231,12
	116.057.097.161,08		116.057.097.161,08
Situation au 30 septembre 1947.		Toestand op 30 September 1947.	
<i>Affaires Economiques.</i>		<i>Economische Zaken.</i>	
Conseils professionnels	2.895.000,—	Beroepsraden	2.895.000,—
Caisse de Compensation de l'Industrie charbonnière	20.305.428,41	Compensatiekas van de Steenkolenmijnverheid	20.305.428,41
Office de Récupération économique.	412.547.324,90	Bureau voor Economische Recuperatie	412.547.324,90
Office du Charbon	5.000.000,—	Kolencentrale	5.000.000,—
Indemnité S.A. Vieille Montagne (Office du Ducroire)	1.761.423,65	Vergoeding N.V. Vieille Montagne (Delcredere-dienst)	1.761.423,65
<i>Affaires Etrangères.</i>		<i>Buitenlandse Zaken.</i>	
Gouvernement Polonais	15.000.000,—	Poolse Regering	15.000.000,—
<i>Agriculture.</i>		<i>Landbouw.</i>	
Masse d'habillement des préposés Eaux et Forêts	700.000,—	Kledingfonds van de aangestelden Bossen en Waters	700.000,—
<i>Colonies.</i>		<i>Koloniën.</i>	
Trésorerie Coloniale	1.400.000.000,—	Koloniale Thesaurie	1.400.000.000,—
<i>Communications.</i>		<i>Verkeerswezen.</i>	
S.N.C.F.B. (Voitures métalliques)	280.000.000,—	N.M.B.S. (Metalen wagens)	280.000.000,—
S.N.C.F.B.	13.317.995.116,—	N.M.B.S.	13.317.995.116,—
Ch. de fer Grand Duché du Luxembourg.	120.000.000,—	Spoorweg Groothertogdom Luxemburg	120.000.000,—
Régie de la Marine	17.667.115,60	Regie van het Zeewezen	17.667.115,60
<i>Défense Nationale.</i>		<i>Landsverdediging.</i>	
Frais d'hospitalisation militaires étrangers.	191.585,85	Kosten van verpleging vreemde militairen	191.585,85
Réquisitions anglaises (1940)	1.167.861,66	Engelse opeisingen (1940)	1.167.861,66

Finances.

Monnaies allemandes retirées après la guerre 1914-1918	404.318.536,92
Stad Antwerpen	75.000.000,—
O.L.I.C.	163.500.000,—
Crédit aux forces alliées	1.031.157.231,85
Grand Duché de Luxembourg (retrait des RM)	1.475.001.300,—
O.M.A. & Mission Economique	25.393.764.648,89
Fonds d'amortissement Dette publique (Loi 7-6-1926.)	54.083.041,58
Frais d'occupation (1940-44)	66.998.702.500,—
Réquisitions allemandes (1940-46)	6.144.408.147,14
Butin de guerre	180.000.000,—
Commission Borms	132.797.129,35
Office des Victimes de la Guerre	1.121.454,96
Echange des RM aux rapatriés	89.975.360,—
Achat de papier en Suisse	1.501.395,10
Indemnités dommages matériels ressortissants Reich	160.031.131,15
Réfectoire des Finances	250.000,—
Assainissement monétaire Eupen-Malmédy	558.337.356,31

Instruction Publique.

Fourniture de pommes de terre.	965.270,—
--	-----------

Intérieur.

Gouvernement provincial du Luxembourg	1.590.564,04
Commissariat aux Sports	4.000.000,—

Justice.

Etablissement de Défense Sociale à Tournai	1.900.000,—
Exploitation agricole St-Hubert	40.000,—

Santé Publique.

Secours d'hiver	90.000.000,—
---------------------------	--------------

Travail et Prévoyance Sociale.

Caisse Mutuelle auxiliaire pour allocations familiales	23.750.000,—
Caisse Mutuelle Nationale pour allocations familiales	127.500.000,—
Fonds spécial accidents du travail.	6.250.000,—

Travaux Publics.

Travaux île de Walcheren	—
------------------------------------	---

118.815.175.923,36

Financiën.

Duitse munten na de oorlog 1914-1918 uit de omloop gesteld	404.318.536,92
Stad Antwerpen	75.000.000,—
B.V.C.V.	163.500.000,—
Krediet aan de geallieerde strijdkrachten. Groothertogdom Luxemburg (buiten omloop stellen van de RM).	1.031.157.231,85
O.M.A. en Economische Zending	1.475.001.300,—
Fonds tot delging der Staatsschuld (Wet van 7-6-1926.)	25.393.764.648,89
Bezettingskosten (1940-1944)	54.083.041,58
Duitse opeisingen (1940-1946)	66.998.702.500,—
Oorlogsbuit	6.144.408.147,14
Bormscommissie	180.000.000,—
Dienst der Oorlogsslachtoffers	132.797.129,35
Inwisseling van de RM der gerepatrieerden	1.121.454,96
Aankoop van papier in Zwitserland.	89.975.360,—
Vergoedingen materiële schade onderdanen Reich	1.501.395,10
Eetgelegenheid van Financiën	160.031.131,15
Muntsanering Eupen-Malmédy	250.000,—
	558.337.356,31

Openbaar Onderwijs.

Levering van aardappelen	965.270,—
------------------------------------	-----------

Binnenlandse Zaken.

Provinciaal Gouvernement Luxemburg	1.590.564,04
Commissariaat voor de Sport.	4.000.000,—

Justitie.

Inrichting voor Sociaal Verweer te Doornik	1.900.000,—
Landbouwexploitatie te St-Hubert	40.000,—

Volksgezondheid.

Winterhulp.	90.000.000,—
---------------------	--------------

Arbeid en Sociale Voorzorg.

Nationale Onderlinge Hulpkas voor Kinder-toeslagen.	25.750.000,—
Nationale Onderlinge Kas voor Kinder-toeslagen.	127.500.000,—
Speciaal Fonds Arbeidsongevallen	6.250.000,—

Openbare Werken.

Werken Eiland Walcheren	—
-----------------------------------	---

118.815.175.923,36

LETTRE A M. LE MINISTRE DES FINANCES
en date du 31 octobre 1947

Je vous avais demandé de bien vouloir me faire transmettre l'état des avances du Trésor :

1^o au 30 juin 1947;

2^o au 30 septembre 1947.

Les deux documents qui m'ont été remis ne répondent pas adéquatement à mon désir.

Je me proposais, en effet, de suivre l'évolution des avances. Or, le premier état ne mentionne que les avances pour dépenses budgétaires et ce sans aucun détail, tandis que le second est intitulé « Avances du Trésor pour lesquelles un crédit est sollicité dans le projet de loi n^o 431 »; ces documents ne me permettent pas de poursuivre l'étude que j'avais l'intention de faire, puisqu'aucune comparaison n'est possible entre eux.

J'insiste donc pour que satisfaction me soit donnée.

Dès à présent je vais cependant vous présenter certaines remarques.

1^o Situation au 30 juin 1947 :

I. — Le montant des avances « 1940 — exode en France », soit 558.750.000 francs, ne concorde pas avec les crédits sollicités de ce chef à l'article 3 du projet de loi n^o 431, dont le total s'élève à 557 millions 100.000 francs. Il y a des différences en ce qui concerne le Ministère de la Justice, le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère de l'Intérieur et, enfin, le Ministère des Travaux Publics.

Je vous saurais gré de me faire donner quelques éclaircissements à ce sujet.

II. — Je constate que, malgré toutes les promesses faites par le Gouvernement, celui-ci continue à recourir aux avances du Trésor (plus de 468 millions au 30 juin 1947 pour l'exercice 1947).

2^o Situation au 30 septembre 1947 :

I. — Je relève que le montant de certaines avances a fortement diminué entre le 31 décembre 1946 (Document parlementaire n^o 431) et le 30 septembre 1947.

A titre d'exemple :

a) Conseils professionnels 2.895.000 francs au 30 septembre 1947 contre 6.705.000 francs au 31 décembre 1946 (voir article 32, 1^o, a);

b) Reprise des monnaies allemandes aux rapatriés (89.975.360 francs au 30 septembre 1947 contre 95 millions au 31 décembre 1946 (art. 1^{er}, 8^o);

c) Avances à la Province de Luxembourg : fr. 1.590.564,04 au 30 septembre 1947 contre fr. 7.270.780,21 au 31 décembre 1946 (art. 32, 9^o);

d) Fonds spécial accidents du travail (6 millions 250.000 francs au 30 septembre 1947 contre 206.250.000 francs au 31 décembre 1946 (art. 32, 11^o).

BRIEF AAN DE H. MINISTER VAN FINANCIËN
dd. 31 October 1947

Ik had U gevraagd mij de staat der Schatkistvoorschotten te willen overmaken :

1^o per 30 Juni 1947;

2^o per 30 September 1947.

De twee stukken die gij mij hebt toegestuurd, beantwoorden niet volledig aan mijn verlangen.

Ik had mij namelijk voorgenomen het verloop der voorschotten te volgen. Doch, de eerste staat vermeldt slechts de voorschotten voor begrotingsuitgaven en zulks zonder enige bijzonderheid, terwijl de tweede als titel draagt « Schatkistvoorschotten voor welke een krediet is gevraagd in het wetsontwerp n^o 431 »; deze stukken maken het mij niet mogelijk de studie voort te zetten die ik wou doen, vermits geen enkele vergelijking daarvan mogelijk is.

Ik dring dus aan opdat mij voldoening worde geschonken. Reeds van nu af evenwel wil ik U enkele opmerkingen maken.

1^o Stand op 30 Juni 1947

I. — Het bedrag der voorschotten « 1940 — uittocht naar Frankrijk », of 558.750.000 frank, stemt niet overeen met de uit dien hoofde onder artikel 3 van het wetsontwerp n^o 431 gevraagde kredieten, waarvan het totaal 557.100.000 frank bedraagt. Er zijn verschillen wat betreft het Ministerie van Justitie, het Ministerie van Landsverdediging, het Ministerie van Binnenlandse Zaken en, tenslotte, het Ministerie van Openbare Werken.

Ik zou U dank weten mij enkele ophelderingen in dit verband te willen verstrekken.

II. — Ik zie dat de Regering ondanks al haar beloften, verder blijft gebruik maken van de Schatkistvoorschotten (meer dan 468 miljoen op 30 Juni 1947 voor het dienstjaar 1947).

2^o Stand op 30 September 1947 :

I. — Ik merk dat het bedrag van zekere voorschotten sterk verminderd is tussen 31 December 1947 (Gedrukt Stuk n^o 431) en 30 September 1947.

Als voorbeeld :

a) Bedrijfsraden : 2.895.000 frank op 30 September 1947 tegenover 6.705.000 frank op 31 December 1946 (zie art. 32, 1^o, a);

b) Overneming van de Duitse munt van de gerepatrieerden : 89.975.360 frank op 30 September 1947 tegenover 95 miljoen op 31 December 1946 (1^o artikel, 8^o);

c) Voorschotten aan de Provincie Luxemburg : fr. 1.590.564,04 op 30 September 1947, tegenover fr. 7.270.780,21 op 31 December 1946 (art. 32, 9^o);

d) Speciaal Fonds arbeidsongevallen : 6.250.000 fr. op 30 September 1947, tegenover 206.250.000 frank op 31 December 1946 (art. 32, 11^o).

Je voudrais connaître les circonstances d'où résultent ces réductions ainsi que les raisons qui motivent des demandes de crédits, supérieures, semble-t-il, aux besoins réels.

II. — La situation des avances du Trésor au 30 septembre 1947 est incomplète.

RÉPONSE DE M. LE MINISTRE
sous la date du 20 novembre 1947.

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 31 octobre écoulé.

Sauf qu'ils se soient égarés en cours de transmission, vous avez dû recevoir, en annexe à ma dépêche du 25 octobre, quatre documents qui, me paraît-il, permettent de suivre l'évolution des avances du Trésor jusqu'au 30 septembre 1947.

Ces documents, dont vous voudrez bien trouver sous ce pli un nouveau jeu complet, sont les suivants:

1. Situation au 30 juin 1947 des avances « dépenses budgétaires ».
2. Même situation à la date du 30 septembre 1947.
3. Situation au 30 juin 1947 des avances consenties au titre de chacune des rubriques reprises au projet de loi n° 431.
4. Même situation à la date du 30 septembre 1947.

Si, pour chacune des dates du 30 juin et du 30 septembre 1947, deux tableaux distincts ont été dressés, c'est uniquement pour faciliter la comparaison avec les situations qui ont été fournies précédemment. En réalité, pareille distinction ne se justifie plus actuellement, puisqu'il a été pris pour règle de faire passer par le budget toutes les avances, que celles-ci soient ou non récupérables. Ceci pour souligner qu'il n'y a pas lieu d'attacher trop de signification au fait que telle ou telle avance figure dans un tableau plutôt que dans l'autre, et que c'est surtout l'ensemble des deux tableaux qu'il faut actuellement considérer.

Si nous faisons masse de ces deux tableaux, nous obtenons :

30 juin. — 30 Juni	30 septembre. — 30 September	Augmentation — Vermeerdering.
116.057.097.161,08	118.715.175.923,36	2.658.078.762,28
558.750.000,—	558.750.000,—	—
6.037.111.372,28	6.037.111.372,28	—
5.292.584.665,06	5.598.988.888,95	306.404.223,89
468.154.088,60	1.377.912.518,17	909.758.429,57
128.413.697.287,02	132.287.938.702,76	3.874.241.415,74
=====	=====	=====

Ik zou de omstandigheden willen kennen waaruit deze verminderingen voortvloeien, zomede de redenen waarom de kredieten aangevraagd werden, die hoger schijnen te zijn dan de werkelijke behoeften.

II. — De stand der Schatkistvoorschotten op 30 September 1947 is onvolledig.

ANTWOORD VAN DE MINISTER
gedagtekend 20 November 1947.

Ik heb de eer te antwoorden op uw schrijven van 31 oktober jl.

Zo zij onderweg niet verloren zijn geraakt, moet gij, als bijlage bij mijn dienstbrief van 25 October vier documenten hebben ontvangen die, naar het mij schijnt, het mogelijk maken het verloop der Schatkistvoorschotten tot op 30 September 1947 te volgen.

Die documenten, waarvan gij onder deze omslag een nieuw volledig stel gelieve te vinden, zijn:

1. Stand op 30 Juni 1947 der voorschotten « begrotingsuitgaven ».
2. Zelfde stand op 30 September 1947.
3. Stand op 30 Juni 1947 der voorschotten toegestaan voor elk van de rubrieken vermeld in het wetsontwerp n° 431.
4. Zelfde stand op 30 September 1947.

Dat, voor elk van de data 30 Juni en 30 September 1947, twee afzonderlijke tabellen werden opgesteld, dient enkel om de vergelijking te vergemakkelijken met de standen die vroeger werden medegedeeld. Een dergelijk onderscheid is, inderdaad, thans niet meer verantwoord, vermits als regel genomen werd in de begroting alle voorschotten op te nemen, ongeacht of zij terugvorderbaar zijn of niet. Dit om te doen uitkomen dat er geen al te groot belang dient gehecht aan het feit dat een of ander voorschot in de éne tabel in plaats van in de andere voorkomt, en dat thans vooral het geheel van de twee tabellen moet beschouwd worden.

Maken wij een geheel van deze twee tabellen, dan bekomen wij :

L'augmentation de fr. 2.658.078.762,28 représente notamment (compte tenu de quelques diminutions d'ensemble, 15 millions) :

Avances à la Société Nationale des Chemins de fer 1.105 millions

Avances à l'O.M.A. et aux Missions Economiques 1.568 millions

L'augmentation de fr. 306.404.223,89 représente notamment :

Communications : Travaux et fournitures diverses 17 millions
=====

Défense Nationale :

Fournitures à l'Institut Cartographique 2,8 millions

Indemnités accidents de roulage 0,7 millions

Travaux divers — Frais d'évacuation de 1940 9,7 millions

13,2 millions
=====

Dette publique : Remboursement d'emprunts 71 millions
=====

Finances : Fournitures diverses 1 million
=====

Instruction publique :

Subvention Service social et mess pour étudiants 3 millions

Fournitures diverses 3 millions

6 millions
=====

Justice :

Achat voitures automobiles 2,5 millions

Travaux divers 2,4 millions

Moniteur belge 0,8 millions

5,7 millions
=====

Rééquipement : Travaux et fournitures divers 2 millions
=====

Santé publique :

Règlement d'honoraires experts commissions médico-légales 3,5 millions

Fournitures diverses 0,3 millions

3,8 millions
=====

Travail et Prévoyance Sociale :

Allocations estropiés 0,7 millions

Achat bijoux décorations 0,6 millions

Entretien automobiles 0,3 millions

1,6 millions
=====

Travaux publics : Travaux 50 millions
=====

Reconstruction : Bois russe 130 millions
=====

De vermeerdering met fr. 2.658.078.762,28 vertegenwoordigt inzonderheid (rekening houdend met enkele verminderingen van samen 15 miljoen) :

Voorschotten aan de Nationale Maatschappij der Spoorwegen 1.105 miljoen

Voorschotten aan het O.M.A. en aan de Economische Zendingen 1.568 miljoen

De vermeerdering met fr. 306.404.223,89 vertegenwoordigt inzonderheid :

Verkeerswezen : Werken en allerhande leveringen 17 miljoen
=====

Landsverdediging :

Leveringen aan het Cartographisch Instituut 2,8 miljoen

Vergoedingen verkeersongevallen 0,7 miljoen

Verschillende kosten — Evacuatiekosten 1940 9,7 miljoen

13,2 miljoen
=====

Rijksschuld : Terugbetaling van leningen 71 miljoen
=====

Financiën : Allerhande leveringen 1 miljoen
=====

Openbaar Onderwijs :

Toelage Sociale Dienst en mess voor studenten 3 miljoen

Verschillende leveringen 3 miljoen

6 miljoen
=====

Justitie :

Aankoop autorijtuigen 2,5 miljoen

Verschillende werken 2,4 miljoen

Belgisch Staatsblad 0,8 miljoen

5,7 miljoen
=====

Wederuitrusting : Verschillende werken en leveringen 2 miljoen
=====

Volksgezondheid :

Regeling van honoraria experten gerechtelijk-geneeskundige Commissies 3,5 miljoen

Verschillende leveringen 0,3 miljoen

3,8 miljoen
=====

Arbeid en Sociale Voorzorg :

Uitkeringen verminkten 0,7 miljoen

Aankoop juwelen eere tekens 0,6 miljoen

Onderhoud autorijtuigen 0,3 miljoen

1,6 miljoen
=====

Openbare Werken : Werken 50 miljoen
=====

Wederopbouw : Russisch hout 130 miljoen
=====

En ce qui concerne les avances à charge de l'exercice 1947, avances dont le total représentait fr. 468.154.088,60 au 30 juin et fr. 1.377.912.518,17 au 30 septembre, voici ce que comprend ce dernier chiffre :

Affaires Economiques :

Avances Mission Sedichar	7.120.000,—
Commissariat Expositions internationales de Paris et de Milan	3.000.000,—
Expositions Copenhague et Stockholm	400.000,—
	10.520.000,—
	=====

Affaires Etrangères :

Frais de mission à l'étranger	2.279.707,20
Contribution à l'O.N.U.	25.564.540,85
Secrétariat général Benelux	900.000,—
	28.744.248,05
	=====

<i>Agriculture :</i> Frais de mission à l'étranger	362.000,—
	=====

Budget :

Traitement et indemnités	202.613,—
Propagande baisse des prix	1.000.000,—
	1.202.613,—
	=====

<i>Commerce extérieur :</i> Traitements	600.766,80
	=====

Communications :

I.N.R. (Subvention poste Léopoldville)	5.000.000,—
Régie des Voies Aériennes	35.000.000,—
Dienst Overzees Vervoer	10.000.000,—
	50.000.000,—
	=====

Défense Nationale :

Statut prisonniers de guerre	260.000.000,—
Mémorial Breendonk	1.000.000,—
	261.000.000,—
	=====

Dette publique :

Rachat coupons emprunts dollars	2.794.341,87
	39.056,87
Travaux extraordinaires	21.235,—
Cautionnement versé au fisc hollandais pour renouvellement actions privilégiées Chemins de fer belges	3.964.138,80
	6.818.772,54
	=====

Het totaal der voorschotten ten laste van het dienstjaar 1947, bedroeg fr. 468.154.088,60 op 30 Juni en fr. 1.377.912.518,17 op 30 September; dit laatste cijfer laat zich als volgt indelen :

Economische Zaken :

Voorschotten Zending Sekover	7.120.000,—
Commissariaat Internationale Tentoonstellingen te Parijs en te Milaan	3.000.000,—
Tentoonstellingen Kopenhagen en Stockholm	400.000,—
	10.520.000,—
	=====

Buitenlandse Zaken :

Kosten zending naar het buitenland	2.279.707,20
Bijdrage tot de O.V.N.	25.564.540,85
Algemeen secretariaat Benelux	900.000,—
	28.744.248,05
	=====

<i>Landbouw :</i> Kosten Zending naar het buitenland	362.000,—
	=====

Begroting :

Wedden en toelagen	202.613,—
Propaganda prijsdaling	1.000.000,—
	1.202.613,—
	=====

<i>Buitenlandse Handel :</i> Wedden	600.766,80
	=====

Verkeerswezen :

N.I.R. (Toelage post Leopoldstad)	5.000.000,—
Régie der Luchtwegen	35.000.000,—
Dienst Overzees Vervoer	10.000.000,—
	50.000.000,—
	=====

Landsverdediging :

Statuut krijgsgevangenen	260.000.000,—
Gedenkteken Breendonck	1.000.000,—
	261.000.000,—
	=====

Rijksschuld :

Afkoop coupons dollarleningen	2.794.341,87
	39.056,87
Buitengewone werken	21.235,—
Borgstelling aan de Nederlandse fiscus afgedragen voor hernieuwing preferente aandelen Belgische Spoorwegen	3.964.138,80
	6.818.772,54
	=====

Energie et Combustible :

Traitements, indemnités et fournitures	974.198,50
	=====

Finances :

Traitements	632.038,48
Frais de mission étranger	1.169.603,90
Service social	2.100.000,—
Fourniture de mobilier (Contributions)	1.490.510,—
Caisse Belge de Prêts et d'Epargne	450.000,—
Contribution Agence Interalliée des Réparations	2.437.975,35
Caisse de Crédit Professionnel	25.000.000,—
Institut National de Crédit Agricole	50.000.000,—
Prêts aux fonctionnaires pour achat voitures automobiles	5.000.000,—
Maison de S.M. la Reine Elisabeth	2.000.000,—
SABENA (avance à intérêts pour achat avions et pièces de rechange)	42.000.000,—
Fonds Bien-Etre Colonial	100.000.000,—
	232.280.127,73
	=====

Importations :

Indemnité aux ayants-droit d'un fonctionnaire décédé en service	727.241,60
	=====

Instruction publique :

Frais de mission à l'étranger	144.000,—
Fournitures diverses	6.118.333,85
Subside Ligue Familles Nombreuses	2.000.000,—
Festival du Film	10.000.000,—
	18.262.333,85
	=====

Dotations :

Traitements Cour des Comptes	500.000,—
Indemnité parlementaire	10.773.338,72
	11.273.338,72
	=====

Intérieur : Achat voitures automobiles 248.431,80
=====

Justice :

Moniteur Belge	861.000,—
Subside Conférence Droit pénal	175.000,—
	1.036.000,—
	=====

Budget pour ordre :

Liquidation opérations restées en suspens dans le clearing de guerre	65.157.333,83
	=====

Energie en Brandstof :

Wedden, vergoedingen en leveringen	974.198,50
	=====

Financiën :

Wedden	632.038,48
Kosten zending buitenland	1.169.603,90
Sociale dienst	2.100.000,—
Levering van mobilair (Belastingen)	1.490.510,—
Belgische Leen- en Spaarkas	450.000,—
Bijdrage Intergeallieerd Agentschap voor Herstelbetalingen	2.437.975,35
Kas voor Beroepskrediet	25.000.000,—
Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet	50.000.000,—
Leningen aan ambtenaren voor aankoop autorijtuigen	5.000.000,—
Huis van H.M. Koningin Elisabeth	2.000.000,—
SABENA (rentedragend voorschot voor aankoop vliegtuigen en wisselstukken)	42.000.000,—
Fonds Koloniaal Welzijn	100.000.000,—
	232.280.127,73
	=====

Invoer : Vergoeding aan de recht-
hebbenden van een in dienst over-
leden ambtenaar 721.241,60
=====

Openbaar onderwijs :

Kosten zending buitenland	144.000,—
Verschillende leveringen	6.118.333,85
Toelage Bond Grote Gezinnen	2.000.000,—
Filmfestival	10.000.000,—
	18.262.333,85
	=====

Dotatiën :

Wedden Rekenhof	500.000,—
Parlementaire vergoeding	10.773.338,72
	11.273.338,72
	=====

Binnenlandse Zaken :

Aankoop autorijtuigen	248.431,80
	=====

Justitie :

Belgisch Staatsblad	861.000,—
Toelage Conferentie Strafrecht	175.000,—
	1.036.000,—
	=====

Begroting voor Orde :

Vereffeningon uitgevoerde ver- richtingen in de oorlogs- clearing	65.157.333,83
	=====

Ravitaillement :

Frais d'achat céréales (règlement d'un ancien compte) . . .	306.079,60
	=====

Reconstruction :

Frais de mission	82.500,—
Allocations prisonniers politiques	17.600.000,—
Avances sur indemnités dommages de guerre	240.000.000,—
	257.682.500,—
	=====

Santé publique :

Assistance publique	55.000.000,—
Subside Congrès de Médecine . . .	275.000,—
Croix-Rouge (Aide à la Roumanie)	5.000.000,—
Fournitures diverses	201.221,15
	60.476.221,15
	=====

Travail et Prévoyance Sociale :

Frais de mission étranger	653.790,—
Grande Quinzaine nationale Sécurité lieux de travail	500.000,—
Contribution Organisation Internationale du Travail	2.317.315,80
Bons de Rééquipement ménager (Exécutions décisions Conférence Nationale du Travail). . .	300.000.000,—
	303.471.105,80
	=====

Travaux publics :

Acquisition Résidence Palace . .	66.654.700,—
	=====

La nécessité où le Ministère des Finances s'est trouvé de consentir de nouvelles avances est due, pour une large part, au fait que les budgets de 1947 ont été votés tardivement ou ne le sont pas encore.

On pourrait évidemment dissenter sur le point de savoir dans quelle mesure ce retard est imputable au Gouvernement, au Parlement, ou simplement aux circonstances plus fortes que la volonté de l'un et de l'autre. Le fait de ce retard est en tout cas incontestable et explique qu'il ait fallu recourir encore à la procédure des avances.

Par ailleurs, il est un certain nombre de dépenses qui s'imposaient impérieusement, bien qu'aucun crédit ne fût prévu pour en recevoir l'imputation, et dont le Conseil des Ministres a estimé devoir autoriser la liquidation par avances de trésorerie.

Je suis le premier à déplorer cette situation et ce n'est pas de gaieté de cœur, croyez-le bien, que je me suis résigné à consentir les avances dont il s'agit. Vous savez, en effet, et le dépôt du projet de loi n° 431 en est une preuve, à quel point je suis personnellement désireux de voir les choses rentrer au plus tôt dans l'ordre.

Ravitaillement :

Kosten aankoop graan (vereffening van een vroegere rekening)	306.079,60
	=====

Wederopbouw :

Kosten van zending	82.500,—
Toelagen politieke gevangenen .	17.600.000,—
Voorschotten op vergoedingen oorlogsschade	240.000.000,—
	257.682.500,—
	=====

Volksgesondheid :

Openbare onderstand	55.000.000,—
Toelage Congres voor Geneeskunde	275.000,—
Rode-Kruis (Hulp aan Roemenië)	5.000.000,—
Verschillende leveringen	201.221,15
	60.476.221,15
	=====

Arbeid en Sociale Voorzorg :

Kosten zending buitenland . . .	653.790,—
Grote Nationale Propagandawerken Veiligheid arbeidslokalen .	500.000,—
Aandeel Internationale Organisatie van de Arbeid	2.317.315,80
Bons huishoudelijke wederuitrusting (uitvoeringen beslissingen Nationale Arbeidsconferentie).	300.000.000,—
	303.471.105,80
	=====

Openbare Werken :

Aankoop Résidence Palace . . .	66.654.700,—
	=====

De noodzakelijkheid waarin het Ministerie van Financiën zich bevonden heeft om nieuwe voorschotten toe te staan vloeit voor een groot deel voort uit het feit dat de begrotingen van 1947 zeer laat goedgestemd werden of nog niet goedgestemd zijn.

Men zou vanzelfsprekend kunnen uitweiden over het vraagpunt in welke mate deze vertraging ten laste dient gelegd van de Regering, van het Parlement, of eenvoudigweg van de omstandigheden die sterker waren dan de wil van die twee lichamen. Het feit van de vertraging is in elk geval onbetwistbaar en legt uit dat er opnieuw moest gebruik gemaakt worden van het stelsel der voorschotten.

Overigens is er een zeker aantal uitgaven die dringend geboden waren, hoewel de begroting geen enkel krediet bevatte waarop zij konden uitgetrokken worden, en waarvan de Ministerraad gemeend heeft de vereffening door thesaurievoorschotten te moeten toelaten.

Ik ben de eerste om deze toestand te betreuren en het is niet blij te moede, geloof mij vrij, dat ik er mij bij neergelegd heb bewuste voorschotten toe te staan. Gij weet immers dat de indiening van het wetsontwerp n° 431 bewijst hoezeer ik persoonlijk verlang dat de zaken zo vlug mogelijk opnieuw in orde komen.

Je réponds maintenant aux questions particulières que votre lettre contient au sujet de telle ou telle avance.

a) *Avances « Exode en France ».*

La différence entre le montant du crédit prévu pour cet objet par le projet de loi n° 431 (557 millions 100.000 francs), et le chiffre des avances non régularisées au 30 juin 1947 (558.750.000 francs) représente des avances pour lesquelles le crédit budgétaire existe déjà, ou est sollicité dans le feuillet ordinaire de crédits supplémentaires à l'exercice 1946 et aux exercices antérieurs.

b) *Des remboursements d'avances* ont évidemment eu lieu entre le 31 décembre 1946 et le 30 septembre 1947, et c'est ainsi que s'expliquent les différences relevées par votre lettre concernant les postes Conseils professionnels, Avances à la Province du Luxembourg et Fonds spécial Accidents du Travail.

En ce qui concerne le poste « Reprise des monnaies allemandes aux rapatriés », le crédit de 95 millions demandé par le projet de loi n° 431 comprenait, outre les dépenses déjà faites au 31 décembre 1946, une marge pour les dépenses éventuelles à faire en 1947. La situation au 30 septembre 1947 indique évidemment le montant des dépenses réellement faites à cette date, soit 89.975.360 francs.

* * *

Je ne crois pas qu'il s'indique d'amender le projet n° 431, pour tenir compte des remboursements d'avances effectués depuis le 31 décembre 1946, car pareille mise à jour prendrait nécessairement du temps et risquerait de retarder considérablement le vote du projet, sans que l'on puisse jamais arriver à une concordance parfaite du montant des crédits et du montant des avances à régulariser, puisque la situation est susceptible de se modifier pour ainsi dire tous les jours.

Ik antwoord nu op enkele bijzondere vragen die in uw brief voorkomen nopens een of ander bepaald voorschot.

a) *Voorschotten « Uittocht naar Frankrijk ».*

Het verschil tussen het bedrag van het krediet dat daartoe uitgetrokken is in het wetsontwerp n° 431 (557.100.000 frank), en het cijfer der op 30 Juni 1947 niet geregulariseerde voorschotten (558.750.000 frank) vertegenwoordigt de voorschotten waarvoor het begrotingskrediet reeds bestond of aangevraagd is op het gewoon feuillet der bijkredieten voor 1946 en de voorgaande dienstjaren.

b) *Terugbetalingen van voorschotten* hebben vanzelfsprekend plaats gevonden tussen 31 December 1946 en 30 September 1947, en aldus zijn de verschillen uit te leggen die gij in uw brief vermeldt, betreffende de posten Bedrijfsraden, Voorschotten aan de Provincie Luxemburg en Bijzonder Fonds Arbeidsongevallen.

Wat betreft de post « Overneming Duitse munten van de gerepatriëerden » omvatte het bij het wetsontwerp n° 431 gevraagde krediet groot 95 miljoen, buiten de uitgaven die reeds op 31 December 1946 verricht waren, nog een marge voor de eventuele uitgaven in 1947 te doen. De stand op 30 September 1947 vermeldt vanzelfsprekend het bedrag der op die datum werkelijk gedane uitgaven, dit is 89 miljoen 975.360 frank.

* * *

Ik geloof niet dat het aangewezen is ontwerp n° 431 te amenderen om rekening te houden met de sinds 31 December 1946 gedane terugbetalingen van voorschotten, want een dergelijke bijwerking zou noodzakelijkerwijze tijd vergen en zou mogelijk de goedstemming van het ontwerp aanzienlijk kunnen vertragen, zonder dat men ooit het bedrag der kredieten volledig kan in overeenstemming brengen met het bedrag der te regulariseren voorschotten, aangezien de toestand zich om zo te zeggen alle dagen kan wijzigen.

**II. - AVANCES A LA S.N.C.F.B.
II. - VOORSCHOTTEN AAN DE N.M.B.S.**

AVANCES A LA S.N.C.F.B. ET AUTRES SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES DE CHEMINS DE FER EN VUE DE LA
RECONSTRUCTION DE LEURS RÉSEAUX.

*Voorschotten aan de N.M.B.S. en andere spoorconcessiehoudende maatschappijen met het oog op de
herbouw van hun net.*

Années.	Art.	Allocations.	Dépenses imputées à la Cour.	Disponibles.
—	—	—	—	—
<i>Jaren</i>	<i>Art.</i>	<i>Toewijzingen.</i>	<i>Uitgaven aangerekend aan het Hof.</i>	<i>Beschikbaar</i>
—	—	—	—	—
1940	—	—	—	—
1941	65	400.000.000,—	56.190.646,94	343.809.353,06
1942	44	300.000.000,—	44.802.202,73	255.197.797,27
1943	44	100.000.000,—	—	100.000.000,—
1944	44	75.000.000,—	—	75.000.000,—
1945	69	750.000.000,—	395.462,84	749.604.537,16
1946	—	—	—	—
Totaux :		1.625.000.000,—	101.388.312,51	1.523.611.687,49

QUESTIONS POSÉES PAR LE RAPPORTEUR
CONCERNANT LES AVANCES A LA S.N.C.F.B.

QUESTION DU 11 NOVEMBRE 1947.

Selon des renseignements qui m'ont été fournis par la Cour des comptes, un crédit total de 1.625.000.000 de francs a été prévu dans les budgets de 1941 à 1945 inclus sous le libellé « Avances à la S.N.C.F.B. et autres sociétés concessionnaires de chemins de fer en vue de la reconstruction de leurs réseaux »; ces crédits ont reçu l'imputation de 101.388.312,51 fr. et il reste donc disponible 1.523.611.687,49 fr.

D'autre part, le document n° 431 de la Chambre des Représentants m'apprend que la S.N.C.F.B. a reçu au titre de « dépenses de reconstruction des dommages par fait de guerre aux immeubles du domaine public », 1.276.000.000 de francs, et de « dommages aux biens meubles », 650.000.000 de francs, soit en tout 1.926.000.000 de francs du chef de dommages directs sur un total d'avances de 12.975.000.000 de francs.

M. le Ministre voudrait-il me faire connaître :

1° Si les avances de fr. 101.388.312,51 sont comprises dans les montants portés au document n° 431;

2° Pour quelles raisons le Département a eu recours à des avances du Trésor alors que des crédits budgétaires étaient disponibles ?

Réponse.

1° Il ressort de l'exposé des motifs du projet de loi n° 431 que le crédit de 12.975.000.000 de francs demandé pour l'imputation des avances à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges correspond à la totalité des avances consenties à la dite Société de 1940 à fin 1946.

Le montant de ce crédit englobe donc la somme de fr. 101.388.312,51 à laquelle l'honorable sénateur fait allusion et qui n'était pas imputée à la date du 31 décembre 1946 (1).

2° C'est pour des raisons pratiques que les dépenses de reconstruction du réseau ont été couvertes par des avances du Trésor bien que des crédits fussent disponibles.

Dans les besoins de fonds de la Société Nationale des Chemins de Fer, il n'eût pas été possible de faire, anticipativement, une distinction entre les sommes nécessaires à la reconstruction du réseau et celles destinées aux autres dépenses.

(1) Le tableau I qui précède indique clairement que la somme de 101.388.312,51 francs a été imputée sur les exercices 1941-1942 et 1945. (Note du rapporteur.)

VRAGEN DOOR DE VERSLAGGEVER GE-
STELD BETREFFENDE DE VOORSCHOT-
TEN AAN DE N.M.B.S.

VRAAG VAN 11 NOVEMBER 1947.

Volgens inlichtingen die mij door het Rekenhof verstrekt werden, werd een totaal krediet ten belope van 1.625.000.000 frank in de begrotingen van 1941 tot en met 1945 voorzien onder de vermelding « Voorschotten aan de N.M.B.S. en andere concessiehoudende spoorwegmaatschappijen met het oog op de wederopbouw van haar net »; die kredieten werden aangewend ten belope van fr. 101 miljoen 388.312,51 en er blijft dus beschikbaar fr. 1.523.611.687,49.

Het gedrukt stuk n° 431 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers leert mij dat de N.M.B.S. uit hoofde van « kosten voor herstel van de schade ingevolge oorlogshandelingen aan de onroerende goederen van het openbaar domein », 1 miljard 276.000.000 frank, en « schade aan roerende goederen », 650.000.000 frank, zegge alles samen 1.926.000.000 frank, uit hoofde van rechtstreekse schade op een totaal aan voorschotten van 12 miljard 975.000.000 frank gekregen heeft.

Zou de h. Minister mij willen laten weten :

1° Of de voorschotten van fr. 101.388.312,51 begrepen zijn in de in gedrukt stuk n° 431 vermelde bedragen;

2° Om welke redenen het Departement van Thesaurievoorschotten heeft gebruik gemaakt, daar waar er begrotingskredieten beschikbaar waren ?

Antwoord.

1° Uit de memorie van toelichting van het wetsontwerp n° 431 blijkt dat het krediet van 12 miljard 975.000.000 frank, aangevraagd voor de aanrekening der voorschotten aan de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, overeenstemt met het geheel der voorschotten toegestaan aan gezegde maatschappij van 1940 tot einde 1946.

Het bedrag van dit krediet omvat dus de som van fr. 101.388.312,51, waarop de achtbare senator zinspeelt en welke niet was aangerekend op datum van 31 December 1946. (1)

2° Om wille van praktische redenen werden de uitgaven voor herstel aan het net gedekt door schatkistvoorschotten alhoewel er kredieten beschikbaar waren.

In de geldelijke behoeften van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen was het niet mogelijk, bij voorbaat, een onderscheid te maken tussen de sommen nodig voor het herstel van het net en die bestemd tot de andere uitgaven.

(1) Vorenstaande tabel I vermeldt duidelijk dat de som van 101.388.312,51 frank werd aangerekend in 1941-1942 en 1945. (Nota van de verslaggever.)

La Société a donc demandé et obtenu des avances globales, et ce n'est qu'après coup que le compte a pu être établi de la partie des avances effectivement consacrée à la reconstruction du réseau.

QUESTION du 15 décembre 1947.

C'est avec un vif étonnement que j'ai pris connaissance de la réponse à ma question n° 7 du 11 novembre 1947 et de laquelle il résulte que le Ministère des Finances estime que des raisons pratiques — lesquelles sont d'ailleurs très contestables — justifient le recours aux avances du Trésor, alors que des crédits régulièrement votés par le Parlement sont à la disposition du Gouvernement.

Je me permets d'insister pour connaître les circonstances qui empêchaient de faire « une distinction entre les sommes nécessaires à la reconstruction du réseau et celles destinées aux autres dépenses ». La S.N.C.F.B. aurait donc reçu de nombreux milliards sans avoir introduit des pièces justificatives.

Je note, par ailleurs, que la Cour des Comptes m'affirme que les crédits compétents ont été grevés à concurrence de 101.388.312 fr. 51 c., alors que le Département des Finances demande encore des crédits pour la régularisation budgétaire de ce montant.

Monsieur le Ministre voudrait-il me fournir les explications concernant ce double emploi manifeste? n'estime-t-il pas qu'il y a lieu d'introduire un amendement au projet de loi n° 431 tendant à supprimer ce double emploi de fr. 101.388.312,51?

Réponse.

1. Je ne puis que confirmer la réponse donnée à la question n° 7 posée par l'honorable sénateur.

Pour suivre la procédure régulière, — c'est-à-dire ne mettre les fonds à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer qu'après production des pièces justificatives et imputation au budget, — il eût fallu que la société eût été en mesure de financer de ses propres deniers les dépenses de reconstruction et d'en attendre le remboursement par le Trésor. Il est bien évident que tel ne fut pas le cas et que dès lors une seule voie restait ouverte : le recours aux avances de Trésorerie.

2. Mon Département ne s'est pas dissimulé, au moment où fut rédigé le projet de loi n° 431, que dans certains cas le montant nécessaire à la régularisation d'une avance déterminée se trouverait compris dans les crédits demandés, alors que les départements intéressés disposaient déjà d'un crédit permettant cette régularisation.

Pour l'établissement des chiffres qui figurent à ce projet, mon Département s'est basé sur la situation existant au 31 décembre 1946.

De Maatschappij heeft dus globale voorschotten gevraagd en bekomen, en het is slechts daarna dat de rekening kon opgemaakt worden van het deel der voorschotten dat werkelijk tot het herstel van het net besteed werd.

VRAAG VAN 15 DECEMBER 1947.

Zeer verwonderd heb ik kennis genomen van het antwoord op mijn vraag n° 7 van 11 November 1947, waaruit blijkt dat het Ministerie van Financiën oordeelt dat redenen van praktische aard — welke trouwens zeer te betwisten zijn — beroep op thesaurievoorschotten billijken, terwijl regelmatig door het Parlement goedgekeurde kredieten ter beschikking van de Regering staan.

Ik ben zo vrij aan te dringen om de omstandigheden te kennen die beletten « een onderscheid te maken tussen de voor de wederopbouw van het spoorwegnet nodige sommen en die welke bestemd zijn voor andere uitgaven ». De N.M.B.S. zou dus talrijke Milliarden gekregen hebben zonder verantwoordingsstukken te hebben ingediend.

Ten andere noteer ik dat het Rekenhof mij bevestigt dat de betrokken kredieten ten belope van fr. 101.388.312,51 bezwaard werden, terwijl het Departement van Financiën nog kredieten vraagt voor de regularisaties van dit bedrag, wat de begroting betreft.

Zou de heer Minister mij ophelderingen willen verstrekken betreffende die klaarblijkelijke dubbele post : is hij niet van oordeel dat op het wetsontwerp n° 431 een amendement zou moeten ingediend worden om die dubbele post van fr. 101.388.312,51 af te schaffen?

Antwoord.

1. Ik kan slechts mijn antwoord bevestigen dat gegeven werd op de door de achtbare heer Senator gestelde vraag n° 7.

Ten einde de regelmatige handelwijze te kunnen volgen — d.w.z. slechts de fondsen ter beschikking stellen van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen na voorlegging der verantwoordingsstukken en aanrekening op de begroting — zou de maatschappij in staat moeten geweest zijn de uitgaven voor wederopbouw met haar eigen fondsen te financieren en de terugbetaling ervan door de Schatkist af te wachten. Het is klaar dat dit niet het geval was en dat alsdan nog slechts één weg open bleef : toevlucht tot de Schatkistvoorschotten.

2. Het is mijn Departement niet ontgaan, op het ogenblik dat het wetsontwerp n° 431 werd opgesteld, dat in zekere gevallen het nodige bedrag voor de regularisatie van een bepaald voorschot zou begrepen zijn in de aangevraagde kredieten, hoewel de belanghebbende departementen reeds beschikten over een krediet dat deze regularisatie toeliet.

Voor het opmaken der cijfers die in dit ontwerp voorkomen heeft mijn Departement gesteund op de toestand bestaande op 31 December 1946.

L'amendement du projet, compte tenu des modifications intervenues depuis lors, nécessiterait un travail d'ajustement assez long qui en retarderait le vote.

Au reste, il serait malaisé d'arrêter des chiffres définitifs, la situation étant susceptible d'une constante évolution.

Il paraît donc préférable de voir une partie des crédits sollicités tomber en annulation que d'éloigner délibérément, par des retouches apportées au projet, le moment où la régularisation des avances pourra être effectuée.

RÉPONSE ADRESSÉE LE 22 DÉCEMBRE 1947
A M. PARISIS, RAPPORTEUR DE LA
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. *rapport*
pp. 19 et 20.)

1^o Le chiffre de 9.405 millions constitue le montant brut des sommes avancées à la Société Nationale des Chemins de fer belges de 1940 à fin 1945.

Compte tenu des sommes que la S.N.C.B. a été autorisée à défalquer de ce montant et de quelques redressements de comptes en suspens, les avances à justifier dans leur utilisation s'élevaient, fin 1945, à 8.767,3 millions, dont 450 millions investis dans des travaux de premier établissement.

Au début de 1946, une Commission a été instituée pour examiner les mesures propres à régulariser les avances dont il s'agit.

Du rapport déposé le 26 février 1946 par cette Commission (dénommée la première Commission d'Assainissement), il y a lieu de retenir ce qui suit :

Il est apparu qu'avant d'envisager la régularisation des avances en question, il fallait arrêter les critères régissant la mise à charge de l'Etat des dépenses résultant pour la S.N.C.B. de la guerre et de l'occupation ennemie.

A noter, en effet, qu'au cours des hostilités, les services ministériels intéressés se sont montrés très prudents et réservés au sujet de la délimitation exacte des droits de la S.N.C.B. aux dommages de guerre.

Il fallait éviter à tout prix que par le truchement du compte Dommages de guerre, l'occupant n'imposât à la S.N.C.B. une foule de dépenses incompatibles avec les principes découlant de la Convention de La Haye.

Seules furent admises les dépenses sur lesquelles aucune discussion n'était possible et qui ne pouvaient entraîner aucune conséquence fâcheuse. Ces dépenses concernaient la remise en état à titre définitif ou provisoire, des immeubles du domaine public de l'Etat géré par la S.N.C.B. Ce règlement financier reposait sur un argument à fortiori dérivant de l'interprétation de la section première de l'arrêté du 30 août 1940 (remplacé par celui du 30 juin 1941).

Het amenderen van het ontwerp, rekening gehouden met de sindsdien tussengekomen wijzigingen, zou een tamelijk lang aanpassingswerk vereisen, waardoor de stemming ervan zou vertraagd worden.

Te meer zouden de definitieve cijfers moeilijk kunnen opgemaakt worden daar de toestand vatbaar is voor een gestadige evolutie.

Het schijnt dus verkieslijk een deel der aangevraagde kredieten in annulatie te zien vervallen dan opzettelijk, door de aan het ontwerp gebrachte wijzigingen, het tijdstip te verschuiven waarop de regularisatie der voorschotten zal kunnen uitgevoerd worden.

ANTWOORD OP 22 DECEMBER 1947 GERICHT
AAN DE HEER PARISIS, VERSLAGGEVER
VAN DE KAMER DER VOLKSVERTEGEN-
WOORDIGERS. (Zie verslag, blz. 19 en 20.)

1^o Het cijfer 9.405 miljoen is het bruto-bedrag van de sommen die van 1940 tot einde 1945 aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen werden voorgeschieden.

Met inachtneming van de sommen welke de N.M.B.S. van dit bedrag heeft mogen aftrekken en met enkele onuitgevoerd gebleven verbeteringen van rekeningen, beliepen de voorschotten waarvan het gebruik nog moest verantwoord worden, einde 1945, 8.767,3 miljoen, waarvan 450 miljoen belegd in werken van eerste oprichting.

Begin 1946 werd een Commissie opgericht om uit te zien naar de gepaste maatregelen om de onderwerpelijke voorschotten te regulariseren.

Uit het op 26 Februari 1946 door de Commissie (z.g. eerste Saneringscommissie) ingediend verslag, dient het volgende onthouden :

Het is gebleken dat, alvorens de regularisatie van de betrokken voorschotten in overweging te nemen, de criteria moesten vastgelegd worden betreffende het ten laste van de Staat leggen van de uitgaven welke voor de N.M.B.S. uit de oorlog en de vijandelijke bezetting voortvloeien.

Ter aanmerking diene, inderdaad, dat in de loop van de vijandelijkheden de betrokken ministeriële diensten zich zeer omzichtig en terughoudend getoond hebben, betreffende de juiste begrenzing van de rechten der N.M.B.S. op oorlogsschade.

Tot elke prijs moest vermeden worden dat, langs de weg om van de Oorlogsschaderekening, de bezetter aan de N.M.B.S. tal van uitgaven zou opleggen die onverenigbaar zijn met de uit de Conventie van Den Haag volgende beginselen.

Alleen werden aangenomen de uitgaven waarover geen betwisting mogelijk was en die geen euvele gevolgen konden teweegbrengen. Deze uitgaven betroffen het definitief of voorlopig weder in goede staat brengen van onroerende goederen van het Staatsdomein onder beheer van de N.M.B.S. Die financiële regeling steunde op een argument à fortiori dat voortvloeide uit de uitlegging van de eerste afdeling van het besluit van 13 Augustus 1940 (vervangen door dat van 30 Juni 1941).

Pour les dommages de guerre au matériel roulant, outillage et approvisionnements, rien n'était acquis au moment où la 1^{re} Commission d'Assainissement financier a entrepris ses travaux; les dépenses de cette espèce avaient été portées par la S.N.C.B. à un « compte d'attente » de même que les dépenses afférentes aux transports « Wehrmacht » et aux réquisitions pour logement et installation des troupes.

En ce qui concerne le matériel roulant, l'outillage et les approvisionnements de la S.N.C.B., la 1^{re} Commission d'Assainissement financier a estimé que ces biens sont à considérer comme immeubles par destination puisque l'Etat était propriétaire du matériel d'exploitation et du réseau ferré apportés en 1926 et que le matériel acquis par la S.N.C.B. depuis 1926 l'a été uniquement à titre de réemploi.

A la faveur de cette manière de voir, le matériel d'exploitation de la S.N.C.B. était en principe assimilé aux immeubles du domaine public au point de vue du règlement des dommages de guerre mais la Commission d'Assainissement financier a considéré que les modalités d'application de ce principe devaient faire l'objet d'une convention à intervenir entre l'Etat et la S.N.C.B. pour tenir compte de l'existence à la S.N.C.B. d'un Fonds de renouvellement dont le but est de réaliser l'amortissement industriel normal du matériel d'exploitation.

Dans cet ordre d'idées, la 1^{re} Commission d'Assainissement financier a mis au point un projet de convention (devenue la Convention du 23 décembre 1946) stipulant que pour l'ensemble des biens détruits ou disparus les dépenses de remplacement se répartiront par moitié entre l'Etat et la S.N.C.B. Cette répartition s'explique et se justifie par le fait que les biens considérés étaient en moyenne à la moitié de leur existence normale. En ce qui concerne la réparation du matériel d'exploitation endommagé par faits de guerre, la Convention du 23 décembre 1946 stipule que les frais y afférents sont pris en charge par l'Etat à concurrence de 100 %.

Quant aux transports « Wehrmacht », la 1^{re} Commission d'Assainissement a eu à tenir compte du fait qu'à la suite de l'intervention de l'Etat, la S.N.C.B. a refusé le paiement qui lui étaient offerts par l'ennemi. Il semble utile de reprendre à ce sujet les précisions contenues dans le rapport de la Commission d'Assainissement :

« Les transports non rémunérés imposés par l'occupant prennent une part importante dans les dommages supportés par la Société.

» Dès le début de l'occupation, les dirigeants de la Société Nationale s'étaient efforcés à amener les autorités d'occupation à payer ces prestations. Ces démarches n'ont pas abouti.

» Plus tard, les Allemands offrirent eux-mêmes de payer les dits transports à l'instar de ce qui avait été convenu avec d'autres pays occupés (la France notamment).

Voor de oorlogsschade aan het rollend materieel, werktuigen en voorraden was niets verkregen op het tijdstip waarop de Eerste Commissie voor Financiële Sanering haar werkzaamheden heeft aangevangen; de uitgaven van dit soort werden door de N.M.B.S. op een « wachtrekening », geboekt, evenals de uitgaven betreffende het vervoer « Wehrmacht » en de opeisingen voor inkwartiering en inrichting van troepen.

Wat het rollend materieel, de werktuigen en de voorraden van de N.M.B.S. betreft, heeft de 1^{ste} Commissie voor Financiële Sanering geoordeeld dat die goederen dienen beschouwd als onroerend door bestemming, vermits de Staat eigenaar was van het bedrijfsmaterieel en het spoornet, in 1926 ingebracht, en dat het sedert 1926 door de N.M.B.S. verkregen materieel uitsluitend bruikbaar oud materieel was.

Dank zij die zienswijze was het bedrijfsmaterieel van de N.M.B.S. in beginsel met de onroerende goederen van het Staatsdomein gelijkgesteld, uit oogpunt van de vereffening der oorlogsschade, maar de Commissie voor Financiële Sanering heeft geoordeeld dat de wijze van toepassing van dit beginsel moest het voorwerp zijn van een tussen de Staat en de N.M.B.S. te sluiten overeenkomst, om rekening te houden met het bestaan, bij de N.M.B.S., van een Hernieuwingsfonds waarvan het doel was de normale industriële afschrijving van het bedrijfsmaterieel te verwezenlijken.

In die gedachtengang heeft de Eerste Commissie voor Financiële Sanering een ontwerp van overeenkomst uitgewerkt (de Overeenkomst van 23 December 1946 geworden), waarin bedongen is dat voor de gezamenlijke vernielde of verdwenen goederen, de uitgaven tot vervanging met de helft tussen de Staat en de N.M.B.S. zouden verdeeld worden. Deze verdeling laat zich verklaren en verantwoorden door het feit dat de betreffende goederen gemiddeld bij de helft van hun normaal bestaan geraakt waren. Wat het herstel van het ingevolge oorlogshandelingen beschadigd bedrijfsmaterieel betreft, bepaalt de overeenkomst van 23 December 1946 dat de daaraan verbonden kosten door de Staat ten belope van 100 % ten laste worden genomen.

Wat het vervoer « Wehrmacht » betreft, moest de Eerste Commissie voor Financiële Sanering rekening houden met het feit dat, ten gevolge van de bemoeiing van de Staat, de N.M.B.S. de betalingen die haar door de vijand aangeboden werden, heeft afgewezen. Het schijnt wel nuttig te zijn dienaangaande de ophelderingen, vermeld in het verslag van de Saneringscommissie, over te nemen :

« Het door de bezetter opgelegde gratis vervoer neemt een aanzienlijk deel in de door de Maatschappij bestreden schadekosten in.

» Reeds in den beginne van de bezetting hadden de bewindslieden van de Nationale Maatschappij alles in het werk gesteld om de bezettende overheden er toe te brengen die prestaties te vergoeden. Die stappen bleven zonder gevolg.

» Later boden de Duitsers zelf aan bedoeld vervoer te betalen, naar het voorbeeld van hetgeen met andere bezette landen overeengekomen was (Frankrijk nl.).

» Les secrétaires généraux des Ministères des Finances et des Communications redoutant, à juste titre, que les Allemands ne prennent prétexte de ces paiements pour relever, même au-delà de ces suppléments, le montant de la contribution de guerre imposée à la Belgique, estimèrent qu'il valait mieux s'en tenir au régime des avances.

» Le Secrétaire général du Ministère des Finances était d'avis qu'il était préférable de disposer, à l'égard de l'ennemi, d'une créance économique (résultant de l'application de la Convention de La Haye) plutôt qu'une créance politique (indemnité d'occupation). »

En outre, la 1^{re} Commission d'Assainissement financier a estimé que pouvaient être mises à charge de l'Etat les réquisitions visées par l'arrêté-loi du 31 octobre 1944 relatif au paiement des réquisitions de logement effectuées par l'occupant.

La S.N.C.B. a subdivisé ces dépenses en quatre grandes rubriques :

- a) Réquisitions notifiées directement à la SNCB;
- b) Réquisitions par l'intermédiaire des administrations communales;
- c) Loyer et entretien des immeubles de remplacement que la S.N.C.B. a dû occuper;
- d) Installation de la défense passive.

* *

Ainsi donc, la S.N.C.B. pouvait, de l'avis de la Commission d'Assainissement financier porter en compte à l'Etat outre les dommages de guerre aux immeubles du domaine public :

- 50 % des dépenses de remplacement du matériel d'exploitation détruit ou disparu par faits de guerre;
- l'intégralité des dépenses de réparation (y compris la reconstitution des stocks du matériel d'exploitation);
- l'intégralité des transports imposés par l'occupant;
- les dépenses relatives aux réquisitions pour logement et installation de troupes.

L'ensemble de ces divers postes a été évalué d'après les indications de la S.N.C.B. à 5.310 millions pour la période 1940 à fin 1945.

Le restant des avances reçues pour la même période, soit 8.767,3 millions — 5.310 millions = 3.457,3 millions a été utilisé par la S.N.C.B. à couvrir :

- ses travaux de premier établissement;
- les dommages de guerre indirects;
- une partie du déficit d'exploitation.

» De secretarissen-generaal van de Ministeries van Financiën en van Verkeerswezen, die terecht vreesden dat de Duitsers in die betalingen aanleiding zouden vinden om, zelfs boven het bedrag van die supplementen, het bedrag van de aan België opgelegde oorlogsschatting te verhogen, waren van oordeel dat het verkieslijk was bij het stelsel der voorschotten te blijven.

» De Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën was van oordeel dat het de voorkeur verdiende tegenover de vijand over een economische schuldvordering te beschikken (ten gevolge van de toepassing van de Conventie van Den Haag) liever dan over een politieke schuldvordering (bezettingsvergoeding). »

Buitendien heeft de Eerste Commissie voor Financiële Sanering geoordeeld dat de opeisingen, bedoeld bij de besluitwet van 31 October 1944, betreffende de betaling van de door de bezetter verrichte vorderingen van kwartiergelegenheid, ten laste van de Staat mochten gelegd worden.

De N.M.B.S. heeft die uitgaven in vier grote rubrieken onderverdeeld :

- a) Opeisingen rechtstreeks aan de N.M.B.S. betekend;
- b) Opeisingen door bemiddeling van de gemeentebesturen;
- c) Huur en onderhoud van de vervangingsgebouwen welke de N.M.B.S. moest betrekken;
- d) Inrichting van de passieve luchtbescherming.

* *

Zodus kon de N.M.B.S., naar de mening van de Commissie voor Financiële sanering, ten bezware van de Staat, behalve de oorlogsschade aan de onroerende goederen van het Staatsdomein, in rekening brengen :

- 50 % van de uitgaven tot vervanging van het bedrijfsmaterieel, vernietigd of verdwenen ingevolge oorlogshandelingen;
- het volle bedrag van de hersteluitgaven (met inbegrip van het wederaanleggen van de voorraden van het bedrijfsmaterieel);
- het volle bedrag van het door de bezetter opgelegd vervoer;
- de uitgaven betreffende de vorderingen voor inkwartiering en inrichting van de troepen.

Deze gezamenlijke diverse posten werden volgens aanwijzingen van de N.M.B.S. voor het tijdperk 1940 tot einde 1945 op 5.310 miljoen geraamd.

Het resterende van de voor hetzelfde tijdperk ontvangen voorschotten, d. i.

8.767,3 miljoen — 5.310 miljoen = 3.457,3 miljoen, werd door de N.M.B.S. gebruikt tot dekking van :

- haar werken van eerste oprichting;
- de indirecte oorlogsschade;
- een gedeelte van het tekort in de bedrijfsuitkomsten.

Considérant qu'une partie importante de cette dette de 3.457,3 millions est la conséquence des difficultés auxquelles la Société Nationale s'est heurtée pendant la guerre et que d'autre part, l'assainissement de la situation financière de la S.N.C.B. s'impose dans l'intérêt général, il importe de lui laisser des facilités de remboursement en rapport avec ses possibilités réelles.

Dans cet ordre d'idées, la Commission a proposé au Gouvernement le remboursement à partir du 31 décembre 1947 :

a) en 55 annuités (intérêts composés à 3,5 %) de la partie de la dette investie pendant la guerre en travaux neufs;

b) en 55 annuités sans intérêt de l'autre partie de la dette.

Les chiffres, pris en considération par la Commission d'Assainissement pour délimiter la part Etat et la part S.N.C.B. dans les avances de 8.767,3 millions, ne sont qu'approximatifs.

Les comptes seront définitivement arrêtés lorsque les pièces justificatives de la S.N.C.B. auront été vérifiées par les services compétents de l'Etat.

Il faudra, en outre, obtenir des Chambres l'ouverture des crédits nécessaires à la régularisation envisagée.

Tel est le but du projet de loi n° 431.

2° Les 770 millions avancés en 1946 ont été destinés à financer les dépenses « Dommages de guerre » incombant à l'Etat. Ils englobent, en outre, les subsides octroyés par l'Etat à la S.N.C.B. pour compenser la réduction de 10 % des tarifs décrétée en mai 1946 et la hausse des prix des charbons décidée en juillet 1946.

Tarifs. — La réduction de 10 % des tarifs de chemin de fer est intervenue en mai, alors qu'une augmentation atteignant 50 % avait été appliquée à partir du 1^{er} avril 1946. Pour compenser le manque à gagner résultant pour la S.N.C.B. de cette réduction de 10 %, le Conseil des Ministres a décidé, en sa séance du 28 novembre 1946, d'allouer à la S.N.C.B. un subside à charge du Trésor.

Charbons. — Le Gouvernement a décidé au mois de juillet 1946 de majorer le prix des charbons en vue de pouvoir mettre fin aux allocations accordées aux charbonnages à charge du Trésor. Au cours de sa séance susvisée du 28 novembre, le Conseil des Ministres a marqué son accord pour accorder à la Société Nationale une subvention équivalente aux dépenses d'exploitation supplémentaires résultant de la dite majoration.

Les comptes réciproques S.N.C.B. - Etat n'étant pas définitivement arrêtés, il n'est pas possible en ce moment de fournir l'affectation exacte des 770 millions dont il s'agit.

Erop gelet dat een belangrijk gedeelte van die schuld van 3.457,3 miljoen het gevolg is van de moeilijkheden waarmede de Nationale Maatschappij tijdens de oorlog te kampen had en dat, anderdeels, de sanering van de financiële toestand van de N.M.B.S. in het algemeen belang noodzakelijk is, komt het er op aan haar gemak van terugbetaling te verlenen, in verhouding tot haar werkelijke mogelijkheden.

In deze gedachtengang heeft de Commissie aan de Regering de terugbetaling voorgesteld met ingang van 31 December 1947 :

a) in 55 annuïteiten (samengestelde interest tegen 3,5 %) van het gedeelte van de schuld tijdens de oorlog in nieuwe werken belegd;

b) in 55 renteloze annuïteiten van het ander gedeelte der schuld.

De cijfers, door de Commissie voor Financiële Sanering in aanmerking genomen om het aandeel van de Staat en het aandeel van de N.M.B.S. in de voorschotten van 8.767,3 miljoen te omschrijven, zijn slechts bij benadering opgemaakt.

De rekeningen zullen definitief afgesloten worden wanneer de verantwoordingsstukken van de N.M.B.S. door de bevoegde diensten van de Staat zullen nagezien zijn.

Buitendien zal, van de Kamers, het openen van de nodige kredieten voor de voorgenomen regularisatie moeten verkregen worden.

Dit is het doel van het wetsontwerp n° 431.

2° De in 1946 voorgesloten 770 miljoen werden bestemd voor de financiering van de op de Staat berustende uitgaven voor « Oorlogsschade ». Buitendien omvatten zij de subsidiën welke door de Staat aan de N.M.B.S. werden toegekend om de in Mei 1946 uitgevaardigde vermindering met 10 % en de in Juli 1946 afgekondigde stijging der kolenprijzen goed te maken.

Tarieven. — De vermindering met 10 % van de spoorwegtarieven trad in werking in Mei, terwijl een verhoging ten belope van 50 % met ingang van 1 April 1946 was toegepast geweest. Om de uit die vermindering met 10 % voor de N.M.B.S. voortvloeiende winstderving goed te maken, besloot de Ministerraad, in zijn vergadering van 28 November 1946, een subsidie ten bezware van de Schatkist aan de N.M.B.S. toe te kennen.

Steenkolen. — In de maand Juli 1946 besliste de Regering de prijs van de steenkolen te verhogen om een einde te kunnen maken aan de ten bezware van de Schatkist aan de steenkolenmijnen verleende subsidiën. In de loop van haar vorenbedoelde vergadering van 28 November betuigde de Ministerraad zijn akkoord om aan de Nationale Maatschappij een subsidie te verlenen tot een bedrag gelijk aan de uit bedoelde verhoging voortvloeiende extra - bedrijfsuitgaven.

Daar de wederzijdse rekeningen N.M.B.S.-Staat niet definitief afgesloten zijn, is het niet mogelijk op dit ogenblik de juiste aanwending van de onderwerpelijke 770 miljoen te verstrekken.

3° La somme de 2.193 millions représente notamment la valeur d'acquisition de 300 locomotives canadiennes et américaines, 6000 wagons canadiens et 2000 wagons anglais dont la S.N.C.B. avait un très urgent besoin.

Les fournitures pour 131 millions par l'O.M.A., sur les stocks excédentaires, portent en ordre principal sur de l'outillage pour ateliers.

4° La dette de 200 millions de la S.N.C.B. envers l'Office des Séquestres provient du fait que l'occupant avait fait construire par notre industrie, du matériel de chemin de fer (2.388 wagons et 113 locomotives) pour lequel il a fait des fournitures pour une valeur de 200 millions.

A la libération l'Office des Séquestres a repris ces 200 millions et il s'est arrangé avec la S.N.C.B. pour l'achèvement du dit matériel pour le compte de cette dernière.

5° L'emprunt de 3 milliards n'a pas encore été émis. Il reste donc intégralement disponible.

Tout récemment, la S.N.C.B. a pu placer deux tranches de 500 millions chacune, l'une à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, l'autre en Suisse.

6° En ce qui concerne le remboursement des avances, une distinction est à faire entre la période antérieure au 31 décembre 1945 et celle postérieure à cette date.

Pour les avances antérieures au 31 décembre 1945, la question a été réglée en principe par la première Commission d'Assainissement (voir 1° ci-dessus). Le premier remboursement devra s'opérer le 31 décembre 1947.

Pour les avances postérieures au 31 décembre 1945 (voir 2° ci-dessus) il faudra d'abord établir les comptes réciproques Etat-S.N.C.B.

7° Les négociations entre l'Etat et la S.N.C.B. n'ont pas été suspendues en 1946.

A un moment donné, les travaux de la première Commission d'Assainissement ont été considérés comme terminés. A la faveur de problèmes nouveaux qui se sont posés depuis lors, la Commission d'Assainissement a été reconstituée il y a quelques mois déjà.

Il est à prévoir que cette deuxième Commission déposera son rapport d'ici peu de temps.

Le Ministre,
A. VAN ACKER.

3° De som van 2.193 miljoen vertegenwoordigt nl. de aanschaffingswaarde van 300 Canadese en Amerikaanse locomotieven, 6000 Canadese spoorwagens en 2000 Engelse spoorwagens, waaraan de N.M.B.S. een zeer dringende behoefte had.

De leveringen voor 131 miljoen door het O.M.A. op de surplus-voorraden, slaan in hoofdzaak op gereedschappen voor de werkplaatsen.

4° De schuld van 200 miljoen van de N.M.B.S. tegenover de Dienst van het Sequester komt voort van het feit dat de bezetter door onze nijverheid spoorwegmaterieel had laten bouwen (2.388 wagons en 113 locomotieven) waarvoor hij leveringen deed ter waarde van 200 miljoen.

Bij de bevrijding nam de Dienst van het Sequester die 200 miljoen over en trof hij met de N.M.B.S. een schikking voor de afwerking van dit materieel voor rekening van laatstbedoelde maatschappij.

5° De lening van 3 milliard werd nog niet uitgegeven. Zij blijft dus tot het volle bedrag beschikbaar.

Zeër onlangs kon de N.M.B.S. twee klassen van 500 miljoen elk plaatsen, de ene bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de andere in Zwitserland.

6° Wat de terugbetaling van de voorschotten betreft, dient een onderscheid gemaakt tussen het tijdperk van vóór 31 December 1945 en het tijdperk na die datum.

Voor de voorschotten van oudere datum dan 31 December 1945 werd de kwestie in beginsel geregeld door de eerste Saneringscommissie (zie vorenstaand 1°). De eerste terugbetaling zal moeten geschieden op 31 December 1947.

Voor voorschotten van oudere datum dan 31 December 1945 (zie 2° hierboven) zullen de wederzijdse rekeningen Staat-N.M.B.S. moeten opge maakt worden.

7° De onderhandelingen tussen de Staat en de N.M.B.S. werden in 1946 niet opgeschorst.

Op een bepaald tijdstip werden de werkzaamheden van de eerste Saneringcommissie als beëindigd beschouwd. Terwille van nieuwe vraagstukken, die sedertdien gerezen zijn, werd de Saneringscommissie reeds enkele maanden geleden heropgericht.

Het kan worden voorzien dat deze tweede Commissie haar verslag binnenkort zal indienen.

De Minister,
A. VAN ACKER.

COPIE

CONVENTION

entre l'Etat Belge, représenté par MM. les Ministres des Finances et des Communications,

d'une part,

et la Société Nationale des Chemins de fer belges, représentée par MM. Van Hecke, A., président du Comité permanent et Delory, F., Directeur général,

d'autre part.

Il a été passé la présente Convention qui a pour objet de déterminer les parts respectives de l'Etat et de la S.N.C.B. dans les dépenses résultant de la réparation des dommages occasionnés par faits de guerre, au matériel roulant, à l'outillage et aux approvisionnements apportés en jouissance par l'Etat à la Société Nationale ou acquis par celle-ci en remplacement de ces biens.

ARTICLE PREMIER.

Matériel roulant et outillage disparus ou totalement détruits.

L'Etat intervient à concurrence de 50 p. c. du coût réel de remplacement des objets manquants, étant entendu que ce remplacement ne s'opèrera que dans les limites strictement requises par les exigences de l'exploitation normale du réseau. Les normes à observer à cet égard seront tracées d'un commun accord entre le Ministre des Communications et la S.N.C.B.

ART. 2.

Matériel roulant et outillage avariés.

En cas de remise en état des objets sinistrés, l'Etat prendra à sa charge le coût de la réparation au moment de l'exécution de celle-ci, sans que sa part puisse être supérieure à celle qui, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, aurait été prise en charge par lui dans l'hypothèse de destruction totale.

ART. 3.

Matières premières, approvisionnements et produits fabriqués ou en cours de fabrication, disparus ou totalement détruits.

L'Etat prend à sa charge le coût réel du remplacement de ces biens. Toutefois, sa part est limitée au coût réel de remplacement de ces biens par des biens identiques. Les modalités d'application seront réglées ainsi qu'il est prévu à l'article 1^{er}, de commun accord entre le Ministère des Communications et la S.N.C.B.

KOPIE

OVEREENKOMST.

tusschen den Belgischen Staat, vertegenwoordigd door de heeren Ministers van Financiën en van Verkeerswezen,

eenerzijds,

en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, vertegenwoordigd door de heeren Van Hecke A., Voorzitter van het Bestendig Comité, en Delory F., Directeur-Generaal,

anderzijds.

Er werd overgegaan tot het sluiten van onderhavige overeenkomst met het oog op het bepalen van het respectieve aandeel van den Staat en van de N.M.B.S. in de uitgaven voortspruitend uit de herstelling van door oorlogsfeiten veroorzaakte schade aan het rollend materieel, het gereedschap en de voorraadartikelen, waarvan het genot door den Staat aan de Nationale Maatschappij werd verleend of die door deze ter vervanging van genoemde goederen werden aangeschaft.

ARTIKEL ÉÉN.

Verdwenen of volledig vernield rollend materieel en gereedschap.

De Staat komt tusschenbeide ten beloope van 50 t. h. van de werkelijke kosten voor de vervanging der ontbrekende voorwerpen, met dien verstande dat deze vervanging slechts zal geschieden binnen de strikt noodige behoeften van de normale exploitatie van het net. De in dit opzicht in acht te nemen normen zullen in gemeen overleg tusschen den Minister van Verkeerswezen en de N.M.B.S. worden vastgesteld.

ART. 2.

Beschadigd rollend materieel en gereedschap.

In geval van inordebrengeing van de beschadigde voorwerpen zal de Staat de kosten der herstelling op het oogenblik van de uitvoering er van te zijnen laste nemen, zonder dat zijn aandeel grooter mag zijn dan dat welk, overeenkomstig de bepalingen van artikel één, in de onderstelling van een algeheele vernieling, door hem ten laste zou zijn genomen.

ART. 3.

Verdwenen of geheel vernietigde grondstoffen, voorraadartikelen en gefabriceerde of in fabricatie zijnde producten.

De Staat neemt de werkelijke kosten der vervanging van deze goederen op zich. Zijn aandeel is echter beperkt tot den werkelijken prijs der vervanging van deze goederen door volkomen gelijke goederen. De toepassingsmodaliteiten zullen, zooals voorzien bij artikel één, in gemeen overleg tusschen het Ministerie van Verkeerswezen en de N.M.B.S. geregeld worden.

ART. 4.

Matières premières, approvisionnements et produits fabriqués ou en cours de fabrication avariés.

Les dispositions de l'article 3 sont également d'application lorsque la détérioration de ces biens n'est pas assimilable à une destruction totale, mais la valeur estimée des objets sinistrés sera au préalable diminuée de leur valeur résiduelle après détérioration à la date du sinistre.

ART. 5.

La Société Nationale prend à sa charge les dépenses de réparation et de remplacement au delà des parts de l'Etat, telles qu'elles sont déterminées aux articles qui précèdent. Le Gouvernement proposera d'accorder la garantie de l'Etat aux emprunts qui, à cet effet, seront nécessaires à la S.N.C.B.

ART. 6.

Sont considérés comme faits de guerre pour l'application des dispositions qui précèdent, ceux énumérés à l'article 2 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, relatif à la déclaration des dommages de guerre aux biens privés.

Fait en double à Bruxelles, le 23 décembre 1946.

Au nom de la S.N.C.B.: Au nom du Gouvernement :

(s.) F. DELORY.

(s.) E. RONGVAUX.

(s.) A. VAN HECKE.

(s.) VAUTHIER.

ART. 4.

Beschadigde grondstoffen, voorraadartikelen en gefabriceerde of in fabricatie zijnde producten.

De bepalingen van artikel 3 zijn eveneens van toepassing wanneer de beschadiging van deze goederen niet met een algeheele vernieling kan gelijkgesteld worden, maar de geraamde waarde der beschadigde voorwerpen moet vooraf verminderd worden met de residuele waarde er van na beschadiging, op het oogenblik waarop het feit zich heeft voorgedaan.

ART. 5.

De Nationale Maatschappij neemt de herstellings- en vervangingskosten boven het aandeel van den Staat, zooals dit bij de vorenvermelde artikelen is bepaald, te haren laste. De Regeering zal voorstellen dat de Staat den waarborg op zich zou nemen voor de leeningen die de Maatschappij tot dit doel zal moeten aangaan.

ART. 6.

Worden voor de toepassing van de vorenstaande bepalingen als oorlogsfeiten beschouwd die welke opgesomd zijn bij artikel 2 van de besluitwet van 19 September 1945, betreffende aangifte van oorlogsschade aan privaat eigendom.

Opgemaakt in duplo te Brussel, op 23 December 1946.

Namens de N.M.B.S.:

Namens de Regeering :

(w.g.) F. DELORY.

(w.g.) E. RONGVAUX.

(w.g.) A. VAN HECKE.

(w.g.) VAUTHIER.

III. — AVANCES A L'O.M.A.

*Lettre du rapporteur
en date du 24 janvier 1948.*

En ma qualité de rapporteur du Projet de loi portant intégration au budget général des dépenses financées hors budget par avances de Trésorerie au cours des exercices 1946 et antérieurs, je fais suivre ci-après quelques remarques sur lesquelles je désirerais obtenir les éclaircissements nécessaires.

Articles 10, 11 et 11bis.

a) Je lis aux pages 50 et 51 de l'Exposé des motifs que les crédits prévus au Budget des Finances en 1944, 1945 et 1946 pour le fonctionnement de l'O.M.A. n'ont pas été utilisés, mais que cet organisme a eu recours aux avances du Trésor ou à ses recettes propres.

Je désirerais savoir quelles sont les raisons qui peuvent avoir été alléguées par l'O.M.A. pour justifier ces errements. Comment le Ministre des Finances a-t-il pu accorder des avances du Trésor alors qu'il y avait des crédits budgétaires que l'O.M.A. n'utilisait pas ?

Il est d'ailleurs à noter que le Ministre des Finances sollicitait des crédits supplémentaires (voir loi du 28 décembre 1946) alors que les crédits primitifs n'étaient même pas mis à contribution.

b) Je note que vous sollicitez la prolongation de la validité des crédits « jusqu'à la fin de l'exercice 1946 ».

Nous sommes fin janvier 1948 et l'exercice 1946, dont la date de clôture a été reportée par la loi du 31 mars au 31 décembre 1947, est définitivement clos !

Il y aura sans doute lieu de solliciter encore la prolongation de l'exercice 1947 si le Gouvernement veut aboutir à l'exécution du projet en discussion et appliquer l'article 33 de ce projet.

Article 14.

a) Par l'article 14 il est ouvert un crédit de 1.304.000.000 francs en complément de ceux, d'un total de 3.454.000.000 francs déjà octroyés par les articles 40 et 41bis cités à la page 53 de l'Exposé des motifs (loi du 28 décembre 1946).

Or, il me revient que ces crédits n'ont pas été utilisés jusqu'à présent et ne sauraient donc plus l'être, attendu que l'exercice 1945 est clos depuis le 31 décembre 1946.

C'est par erreur que la note à la page 52 du projet de loi et le libellé du crédit de l'article 14 (p. 67) portent que ces crédits figurent au budget de l'exercice 1946; c'est au budget de 1945 qu'ils ont été rattachés. (Voir loi du 28 décembre 1946.)

III. — VOORSCHOTTEN AAN HET O.M.A.

*Brief van de verslaggever
dd. 24 Januari 1948.*

In mijn hoedanigheid van verslaggever over het wetsontwerp houdende aanrekening, op de algemene begroting, van de uitgaven welke in de loop der dienstjaren 1946 en vorige met Schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierd werden, laat ik hier enkele opmerkingen volgen, waaromtrent ik gaarne de nodige ophelderingen zou bekomen.

Artikelen 10, 11 en 11bis.

a) Ik lees op bladzijden 50 en 51 van de Memorie van toelichting dat de kredieten, in de Begroting van Financiën in 1944, 1945 en 1946 voorzien tot de werking van het O.M.A., niet gebruikt werden, maar dat bedoeld organisme een beroep heeft gedaan op Schatkistvoorschotten en op zijn eigen inkomsten.

Ik zou willen weten welke redenen het O.M.A. wel mag aangevoerd hebben om die gang van zaken te rechtvaardigen. Hoe heeft de Minister van Financiën Schatkistvoorschotten kunnen toestaan, ofschoon er begrotingskredieten voorhanden waren, waarvan het O.M.A. geen gebruik maakte ?

Er dient tevens opgemerkt dat de Minister van Financiën bijkredieten heeft aangevraagd (zie wet van 28 December 1946), hoewel de oorspronkelijke kredieten zelfs niet aangesproken werden.

b) Ik merk op dat U verzoekt om een verlenging van de geldigheidstermijn der kredieten « tot aan het einde van het dienstjaar 1946 ».

Wij schrijven einde Januari 1948 en het dienstjaar 1946, waarvan de einddatum bij de wet van 31 Maart tot 31 December 1947 verschoven werd, is definitief gesloten.

Ongetwijfeld zal nog de verlenging van het dienstjaar 1947 moeten aangevraagd worden, zo de Regering tot de uitvoering van het behandelde ontwerp en tot de toepassing van artikel 33 er van wil geraken.

Artikel 14.

a) Bij artikel 14 wordt een krediet van 1.304.000.000 frank geopend ter aanvulling van de kredieten van gezamenlijk 3.454.000.000 fr., die reeds verleend zijn bij de artikelen 40 en 41bis, vermeld op blz. 53 van de Memorie van toelichting (wet van 28 December 1946).

Welnu, ik verneem dat die kredieten tot nog toe niet aangewend werden en dus niet meer gebruikt kunnen worden, vermits het dienstjaar 1945 sedert 31 December 1946 afgesloten is.

Het is een vergissing, waar de aantekening op bladzijde 52 van het wetsontwerp en de redactie van het krediet onder artikel 14 (blz. 67) vermelden dat die kredieten op de begroting voor het dienstjaar 1946 uitgetrokken zijn; zij zijn op de begroting voor 1945 aangerekend (zie wet van 28 December 1946).

Le crédit de l'article 14 qui représente un solde, manquera donc son but, à savoir d'apurer une situation, puisque les deux premières parties de cet ensemble n'auront pas été utilisées.

b) Par ailleurs, je maintiens mon opinion déjà exprimée au Sénat en assemblée du 24 décembre 1946, à savoir que ces crédits n'ont aucune raison d'être. Il n'existe aucune dépense corrélative, puisque la Grande-Bretagne a payé les prestations en question, estimées à 4.758 millions de francs.

Ce qui incombe, par contre, au budget belge ce sont les prestations faites par la Belgique en exécution des accords de Mutual Aid au montant de 9.460 millions (p. 18 de l'Exposé des motifs).

Toute autre conception est en contradiction avec les accords d'aide mutuelle et fausse les écritures. Mon opinion procure l'avantage de baser la comptabilité sur des textes ayant force de loi (Accords d'aide mutuelle) et sur des données exactes et contrôlables (les factures de prestations faites par la Belgique pour la Grande-Bretagne alors que la thèse défendue dans l'Exposé des motifs ne saurait se justifier ni au regard des susdits accords, ni au regard de la loi sur la comptabilité publique et qu'elle aboutit à comptabiliser sur des estimations se chiffrant à 4.758 millions et auxquelles manque toute donnée certaine, à tel point que le Ministre de la Défense Nationale en conteste le montant. (Voir discussion de la loi du 28 décembre 1946.)

Je note au surplus que les deux crédits octroyés par la loi du 28 décembre 1946 sont libellés « Remboursement au Trésor »; que la note-annexe au projet de loi porte également « le Ministère de la Défense Nationale bénéficiaire direct des prestations en droit, en principe, paiement à la Trésorerie » (voir p. 54), alors que je lis à la page 53 de l'Exposé des motifs qu'il « n'est nullement question d'en enregistrer la valeur ni comme une recette directe du Trésor, ni comme une recette propre de l'O.M.A. » C'est passablement contradictoire.

Je note encore que la thèse de votre administration oblige à des contractions budgétaires (voir art. 15 du projet dont le crédit représente un solde non compensé).

Cette comptabilisation me laisse fort perplexe et pourra donner lieu à pas mal d'appréhensions au sujet de sa régularité. C'est regrettable.

A. DOUTREPONT.

Réponse de M. le Ministre des Finances.

J'ai l'honneur de répondre aux questions posées dans votre lettre du 24 janvier 1948.

Het krediet onder artikel 14, dat een saldo vertegenwoordigt, zal dus zijn doel — te weten het aanzuiveren van een toestand — missen, aangezien de eerste twee gedeelten van dat geheel niet zullen gebruikt zijn.

b) Anderzijds houd ik de mening staande, die ik reeds in de Senaatsvergadering van 24 December 1946 heb uitgedrukt, namelijk dat die kredieten geen reden van bestaan hebben. Er bestaat geen samengaande uitgave, vermits Groot Brittannië de desbetreffende prestaties, geraamd op 4.758 miljoen frank, betaald heeft.

Wat daarentegen ten bezware van de Belgische begroting komt, zijn de prestaties welke België ter voldoening aan de Mutual-Aid-akkoorden geleverd heeft, voor een bedrag van 9.460 miljoen (blz. 18 van de Memorie van toelichting).

Elke andere opvatting is in strijd met de akkoorden van onderlinge hulpverlening en brengt verwarring in de schrifturen. Mijn mening biedt het voordeel dat de comptabiliteit gesteund wordt op wetstekrachte teksten (Mutual-Aid-akkoorden) en op juiste en controleerbare gegevens (de facturen der prestaties van België ten behoeve van Groot-Brittannië), terwijl het standpunt verdedigd in de Memorie van toelichting niet te rechtvaardigen is, noch ten aanzien van de evenbedoelde overeenkomsten, noch ten aanzien van de wet op de Rijkscomptabiliteit, en het er toe leidt dat de comptabilisatie geschiedt op ramingen die 4.758 miljoen belopen en elke vaste grond missen, zodanig zelfs dat de Minister van Landsverdediging er het bedrag van betwist (zie bespreking der wet van 28 December 1946).

Ik noteer bovendien dat de twee kredieten, toegekend bij de wet van 28 December 1946, omschreven zijn als « Terugbetaling aan de Schatkist »; dat de bij het wetsontwerp gevoegde nota insgelijks vermeldt dat « het Ministerie van Landsverdediging rechtstreeks begunstigd met die prestaties, er in principe betaling aan de Schatkist voor verschuldigd is » (zie blz. 54), terwijl ik op blz. 53 van de Memorie van toelichting lees dat « er geen sprake van is de waarde er van als een rechtstreekse ontvangst van de Schatkist, noch als een eigen ontvangst van de O.M.A. te boeken ». Dat is nogal tegenstrijdig.

Ik merk nog op dat het standpunt van uw bestuur tot begrotingsinkrimpingen noopt (zie art. 15 van het ontwerp, waarvan het krediet een niet-gecompenseerd saldo vertegenwoordigt).

Die comptabilisatie onthutst mij zeer en zal tot niet weinig bezwaren omtrent haar regelmatigheid aanleiding kunnen geven. Dat is spijtig. »

Antwoord van de Minister van Financiën.

Ik heb de eer te antwoorden op de vragen, gesteld in uw schrijven van 24 Januari 1948.

Articles 10, 11 et 11bis.

a) C'est pour éviter de devoir recourir à deux modes différents de liquidation que l'O.M.A. a financé ses dépenses de fonctionnement au moyen des fonds dont il disposait.

Les dépenses d'administration furent cependant comptabilisées séparément; c'est ce qui a permis de suivre la consommation des crédits portés au budget et d'établir le montant des crédits supplémentaires compris dans la loi du 28 décembre 1946.

La régularisation de ces dépenses est en cours.

b) L'article 10 du projet ne postule, en effet, que la prolongation de la validité des crédits jusqu'au 31 décembre 1947. Mais l'article 33 (1) prévoit le report aux exercices ultérieurs des soldes disponibles à la clôture des exercices 1946 et 1947 sur les crédits que le projet propose d'allouer ou de relever de l'annulation.

Article 13.

a) Il est, en effet, nécessaire de prolonger la validité des crédits faisant l'objet des articles 40 et 41bis rattachés, ainsi que vous le faites, à juste titre, remarquer, au budget de 1945 du Ministère de la Défense Nationale. Un amendement sera incessamment déposé à cet effet.

b) Je regrette vivement que vous ne puissiez vous rallier, à propos des prestations britanniques en Mutual Aid, à la solution qui est proposée au projet de loi.

Je persiste à croire que cette solution est régulière et que, budgétairement, elle traduit bien les conséquences financières des accords.

D'autres considérations militent en faveur du maintien des textes figurant au projet. Je crois utile de les résumer à votre intention.

Il est exact que l'évaluation des prestations britanniques en Mutual Aid ne peut être établie sur des données exactes et contrôlables; que des deux estimations en présence, il n'est pas possible de déterminer celle qui se rapproche le plus de la réalité.

Mais le montant de 4.758 millions de francs est connu de l'Administration anglaise; il a été publié par l'O.M.A. dans ses rapports d'activité, et c'est en partant de ce montant qu'a été établi le solde non compensé en Mutual Aid.

Lettre de la Cour des Comptes sous la date du 28 janvier 1948.

En réponse à votre lettre du 22 du mois courant, je vous prie de trouver ci-joint un relevé des ordonnances soumises à la Cour en régularisation de paiements effectués par l'Office d'Aide Mutuelle

(1) Voir texte nouveau de l'amendement présenté par le Gouvernement. (Doc. parl. n° 85, 1947-1948, Chambre.)

Artikelen 10, 11 en 11bis.

a) Het was om twee manieren van vereffening te vermijden, dat het O.M.A. zijn bedrijfsuitgaven heeft gefinancierd met de gelden waarover het beschikte.

De bestuursuitgaven werden nochtans afzonderlijk geboekt; zulks heeft toegelaten het gebruik van de op de begroting uitgetrokken kredieten na te gaan en het bedrag der in de wet van 28 December 1946 vervatte bijkredieten te bepalen.

De regularisatie van die uitgaven is aan de gang.

b) Artikel 10 van het ontwerp veronderstelt inderdaad slechts de verlenging van de geldigheidstermijn der kredieten tot 31 December 1947. Doch artikel 33 (1) voorziet de overdracht, op de nakomende dienstjaren, van de saldi die bij de afsluiting van de dienstjaren 1946 en 1947 beschikbaar zijn op de kredieten, welke het ontwerp voorstelt te verlenen of van nietigverklaring te ontheffen.

Artikel 13.

a) Het is inderdaad nodig de geldigheidstermijn te verlengen van de kredieten, die het voorwerp zijn van de artikelen 40 en 41bis welke, zoals U het terecht doet opmerken, aan de begroting voor 1945 van het Ministerie van Landsverdediging verbonden zijn. Daartoe zal eerlang een amendement worden ingediend.

b) Ik betreur zeer dat U zich, ten aanzien van de Britse prestaties in het kader der Mutual Aid, niet kunt aansluiten bij de oplossing die in het wetsontwerp wordt voorgesteld.

Ik blijf bij mijn mening dat die oplossing regelmatig is en dat zij budgetair de geldelijke gevolgen van de akkoorden weergeeft.

Andere overwegingen pleiten voor de handhaving van de teksten in het ontwerp. Ik acht het dienstig ze voor U samen te vatten.

Het is juist dat de schatting van de Britse Mutual Aid-prestaties niet op preciese en controleerbare gegevens kan steunen; dat niet kan bepaald worden welke van de twee bestaande schattingen de werkelijkheid het meest nabijkomt.⁽¹⁾

Doch het bedrag van 4.758 miljoen frank is door het Brits bestuur gekend; het werd door het O.M.A. in zijn activiteitsverslagen bekendgemaakt, en het is aan de hand van dat bedrag, dat het niet-gecompenseerd saldo der Mutual-Aid-verrichtingen werd vastgesteld.

Brief van het Rekenhof dd. 28 Januari 1948.

In antwoord op uw schrijven van 22 dezer, verzoek ik U hierbij een opgave te vinden van de ordonnantiën die aan het Rekenhof zijn voorgelegd ter regularisatie van de betalingen, verricht door de Dienst

(1) Zie nieuwe tekst van het door de Regering ingediende amendement. (Parl. st. n° 85, 1947-1948, Kamer.)

pendant l'année 1944 et les mois de janvier à mars 1945 à charge, d'une part, de l'article 54^e nouveau de la loi des crédits supplémentaires pour les exercices 1944 et antérieurs et, d'autre part, des articles 91 à 102a, du budget des Finances pour l'exercice 1945. Ces ordonnances sont actuellement à l'examen de nos services.

Par ailleurs, aucune proposition de régularisation de dépenses à charge des crédits supplémentaires ci-après, alloués par la loi du 28 décembre 1946, n'a été transmise à la Cour :

Défense Nationale (Dépenses suite de guerre) : article 40, 1.915.000.000 francs.

Défense Nationale (Dépenses extraordinaires) : article 41bis, 1.539.000.000 francs.

Il en est de même en ce qui concerne les articles 73 à 90 du budget des Finances pour l'exercice 1946.

Lettre de M. le Ministre de la Défense Nationale.

Comme suite à votre lettre du 5 février 1947, relative à l'utilisation des 3.454.000.000 de francs accordés à la Défense Nationale, par la loi des crédits supplémentaires (exercice 1945), pour prestations et cessions par les armées britanniques au cours du « Mutual Aid », j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai demandé des instructions formelles à M. le Ministre du Budget.

Il s'agit de savoir, en effet, si les ordonnances de virement dans les écritures de la Trésorerie que mes services vont émettre incessamment — car le budget de 1945 va se clôturer pratiquement dans quelques jours — sont à considérer comme un remboursement partiel des avances du Trésor consenties à l'OMA durant l'application du « Mutual Aid » ou comme une recette à verser au budget des voies et moyens ou même au budget pour ordre, comme il en a été question au Sénat.

*Le Ministre de la Défense
Nationale,*
DE FRAITEUR.

Lettre de M. le Ministre du Budget.

En réponse à votre lettre du 5 février 1947, adressée à M. le Ministre de la Défense Nationale qui me l'a transmise pour examen, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'aucune liquidation ne sera faite à la charge des crédits supplémentaires alloués à l'exercice 1945, pour le remboursement au Trésor de la valeur des prestations et fournitures britanniques, faites à l'Armée Belge, en Mutual Aid.

En effet, le Ministère des Finances met actuellement au point, en accord avec mes services, le projet de loi tendant à réaliser la régularisation budgétaire des opérations de l'O.M.A.

voor Onderlinge Hulpverlening gedurende het jaar 1944 en de maanden Januari tot Maart 1945 ten bezware, enerzijds, van het nieuwe artikel 54^e der wet op de bijkredieten voor de dienstjaren 1944 en vorige en, anderzijds, van de artikelen 91 tot 102a der begroting van Financiën voor het dienstjaar 1945. Die ordonnantiën zijn thans in onderzoek bij onze diensten.

Anderzijds, werd geen enkel voorstel tot regularisatie van uitgaven ten bezware van de navolgende, bij de wet van 28 December 1946 toegekende bijkredieten aan het Rekenhof overgemaakt :

Landsverdediging (Uitgaven ingevolge de oorlog): artikel 40, 1.915.000.000 frank.

Landsverdediging (Buitengewone uitgaven) : artikel 41bis, 1.539.000.000 frank.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 73 tot 90 der begroting van Financiën voor het dienstjaar 1946.

Brief van de Heer Minister van Landsverdediging.

Naar aanleiding van uw schrijven van 5 Februari 1947, betreffende de aanwending van de 3 miljard 454.000.000 frank verleend aan Landsverdediging bij de wet, houdende bijkredieten (dienstjaar 1945), voor prestaties en overdrachten door de Britse legers in de loop van het Mutual Aid-stelsel, heb ik de eer U mede te delen dat ik aan de Minister van Begroting uitdrukkelijke onderrichtingen gevraagd heb.

Het gaat er inderdaad om te weten of de ordonnantiën tot overschrijving in de schrifturen van de Thesaurie, welke mijn diensten eerlang zullen uitgeven — want de begroting voor 1945 zal binnen enige dagen practisch gesloten zijn — moeten beschouwd worden als een gedeeltelijke terugbetaling van de voorschotten welke de Schatkist aan het O.M.A. tijdens de toepassing van de « Mutual Aid » heeft verleend, of als een ontvangst die op de Rijksmiddelenbegroting of zelfs op de begroting voor orde dient afgedragen, zoals er in de Senaat sprake van is geweest.

*De Minister
van Landsverdediging,*
DE FRAITEUR.

Brief van de Heer Minister van Begroting.

In antwoord op uw brief van 5 Februari 1947, gericht tot de h. Minister van Landsverdediging, die hem mij voor onderzoek heeft toegezonden, heb ik de eer U te laten weten dat geen enkele vereffening zal geschieden ten bezware van de bijkredieten, toegekend voor het dienstjaar 1945, ter terugbetaling aan de Schatkist voor de waarde der Britse prestaties en leveringen, verstrekt aan het Belgisch leger in het kader van de « Mutual Aid ».

Inderdaad, de Minister van Financiën werkt thans, in overleg met mijn diensten, een wetsontwerp uit strekkende tot het verwezenlijken van de begrotingsregularisatie der O.M.A.-verrichtingen.

Je pense que dans ces conditions, il serait inopportun d'anticiper sur les dispositions de ce projet. Il va de soi que les crédits, au montant total de 3 milliard 454.000.000 de francs, alloués pour l'objet prémentionné, tomberont en annulation.

Le Ministre du Budget,
MERLOT.

Lettre de M. le Ministre des Finances.

Je suis en possession de votre lettre du 27 février dernier, relative aux crédits supplémentaires inscrits au budget de la Défense Nationale en vue de permettre l'apurement partiel des avances consenties à l'O.M.A. pour le financement de ses prestations en faveur des Armées Alliées.

Mon Administration prépare précisément un projet de loi ayant pour objet la régularisation budgétaire des opérations traitées par la Mission Economique, l'Office Commercial du Ravitaillement et l'O.M.A.

L'exposé des motifs de même que les développements qui accompagneront ce projet fourniront, à n'en pas douter, toutes les explications désirables au sujet des activités déployées par ces organismes depuis la libération du territoire.

Pour le Ministre,
Le Chef de Cabinet,
X.

Ik denk dat het in die omstandigheden ongelegen komt op de bepalingen van dat ontwerp vooruit te lopen. Het spreekt vanzelf dat de kredieten, totaal groot 3.454.000.000 frank, verleend met het voormelde doel, zullen vervallen.

De Minister van Begroting,
MERLOT.

Brief van de Heer Minister van Financiën.

Ik ben in het bezit van uw schrijven van 27 Februari jl., betreffende de bijkredieten uitgetrokken op de begroting van Landsverdediging, met het oog op de gedeeltelijke aanzuivering der aan het O.M.A. toegestane voorschotten voor de financiering van zijn prestaties ten behoeve van de Geallieerde Legers.

Mijn bestuur bereidt juist een wetsontwerp voor, strekkende tot begrotingsregularisatie van de verrichtingen van de Economische Zending, de Handelsdienst voor Ravitaillering en het O.M.A.

De memorie van toelichting, alsmede de verantwoording die bij dat ontwerp zullen gevoegd zijn, zullen ongetwijfeld alle gewenste ophelderingen verstrekken omtrent de werkzaamheden, welke die organismen sedert de bevrijding van het grondgebied aan de dag hebben gelegd.

Voor de Minister :
De Kabinetschef,
X.